

# DIALOGUE GLOBAL

11.2

3 numéros par an en plusieurs langues

Entretien avec  
Dasten Julián

Johanna Sittel  
Walid Ibrahim

Les inégalités  
mondiales dans  
la pandémie

Karin Fischer  
Kajal Bhardwaj  
Camila Gianella  
Christina Laskaridis  
Luckystar Miyandazi  
E. Venkat Ramnayya  
Viha Emandi

Un nouveau rôle  
pour l'État ?

Julie Froud  
Andreas Novy  
Richard Bärnthaler  
Bob Jessop  
Klaus Dörre  
Walid Ibrahim  
Daniel Mullis

Perspectives  
théoriques

Arthur Bueno

La sociologie  
à la rencontre de l'art

Jenni Tischer

Covid-19 :  
Pandémie et crise

Margaret Abraham  
Karina Batthyány  
Esteban Torres  
Mahmoud Dhaouadi  
Alejandro Pelfini

Rubrique ouverte

- > Des sociologues dans l'arène civico-politique
- > Le silence autour des violences conjugales à Trinité-et-Tobago
- > De la capabilité à prendre soin du monde
- > L'être humain en tant qu'*Homo Culturus*
- > Les attentats de juillet 2011 en Norvège

MAGAZINE



Association  
Internationale  
de Sociologie  
**isa**

VOLUME 11 / NUMÉRO 2 / AOÛT 2021  
<https://globaldialogue.isa-sociology.org/>

**DG**



# > Éditorial

**L'**entretien qui ouvre ce numéro de *Dialogue Global* aborde la situation actuelle au Chili. Dans cette interview menée par Johanna Sittel et Walid Ibrahim, le chercheur chilien Dasten Julián, qui travaille au croisement de la sociologie et de l'histoire, livre ses réflexions sur l'évolution politique, les mouvements de protestation sociale et le travail précaire dans son pays, et sur la relation entre les sciences sociales et la société.

Depuis un an et demi, la pandémie de Covid-19 a entraîné des changements fondamentaux dans la vie quotidienne ainsi que de nouvelles crises économiques, sociales et politiques. Depuis le début de l'épidémie, *Dialogue Global* s'est efforcé d'apporter des éclairages permettant de mieux comprendre l'évolution de la situation dans le monde. Pour ce numéro, Karin Fischer a rassemblé une série d'articles, en provenance d'Inde, du Pérou, du Royaume-Uni et de l'Afrique du Sud, axés sur la pandémie et les inégalités mondiales. Car quand bien même la pandémie touche l'ensemble de la population mondiale, « nous ne sommes pas tous dans le même bateau ». Le développement, la commercialisation et la disponibilité (ou le manque de disponibilité) des vaccins, ainsi que les répercussions de la pandémie sur la santé et l'éducation, révèlent et accroissent les inégalités mondiales entre les pays pauvres et les pays riches, entre ceux du Sud global et ceux du Nord global, entre des secteurs vulnérables de la population déjà fortement impactés par les crises écologiques ou économiques et les catégories de la population qui ont les moyens de se protéger.

Le dossier suivant traite des changements importants intervenus dans la relation entre l'économie et l'État. Les défenseurs d'une « économie fondamentale » (*foundational economy*) critiquent la libéralisation économique des dernières décennies, analysent les limites de l'idée dominante de croissance et plaident pour de nouveaux modes d'approvisionnement dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'alimentation, des transferts de

fonds publics, etc. conjugués à des infrastructures déterminées et contrôlées par les institutions démocratiques. S'intéressant à l'évolution du rôle de l'État face à la pandémie, les auteurs analysent dans quelle mesure cette évolution peut influencer à long terme sur la relation entre économie et politique, les orientations autoritaires ou démocratiques auxquelles elle peut donner lieu, et dans quelle mesure la sociologie est mise au défi par le nouvel interventionnisme de l'État.

Dans notre rubrique théorique, Arthur Bueno revient sur les dernières décennies de néolibéralisme, qui ont entraîné à la fois des crises économiques et sociales et des crises de la subjectivité. En s'intéressant plus particulièrement à la dépression, il analyse le passage du modèle de « l'entrepreneur de soi » au sentiment d'épuisement, et celui de la réalisation de soi à l'aliénation, ainsi que l'influence des mouvements de protestation et des politiques autoritaires, et les possibilités qui s'ouvrent pour l'avenir.

Dans la section suivante, l'artiste Jenni Tischer contribue au débat public sur le « travail essentiel » dans le contexte de la pandémie en expliquant deux de ses collages visant à rendre plus visible le travail invisible.

Dans la rubrique consacrée au Covid-19, Margaret Abraham analyse comment la pandémie s'accompagne d'une augmentation des violences domestiques, Karina Batthyány et Esteban Torres s'intéressent à la question des inégalités sociales, Mahmoud Dhaouadi traite de l'influence croissante des discours de haine, et Alejandro Pelfini se penche sur les processus d'apprentissage de la société.

Enfin, la « Rubrique ouverte » propose des réflexions théoriques, notamment sur les différentes conceptions de l'humanité, ainsi que l'analyse des évolutions récentes dans différents pays sur des sujets touchant à la violence d'une part et au « care » d'autre part. ■

**Brigitte Aulenbacher** et **Klaus Dörre**,  
rédacteurs en chef de *Dialogue Global*

> *Dialogue Global* est disponible en plusieurs langues sur [le site web de l'ISA](http://le site web de l'ISA).

> Les propositions d'articles sont à adresser à [globaldialogue.isa@gmail.com](mailto:globaldialogue.isa@gmail.com).

**ISA** Association  
Internationale  
de Sociologie

**DIALOGUE  
GLOBAL**



## > Comité de rédaction

**Rédacteurs en chef :** Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.

**Assistants d'édition :** Johanna Grubner, Walid Ibrahim.

**Rédactrice en chef adjointe :** Aparna Sundar.

**Responsables éditoriaux :** Lola Busuttill, August Bagà.

**Consultant :** Michael Burawoy.

**Consultant médias :** Juan Lejárraga.

**Rédacteurs-consultants :**

Sari Hanafi, Geoffrey Pleyers, Filomin Gutierrez, Eloísa Martín, Sawako Shirahase, Izabela Barlinska, Tova Benski, Chih-Jou Jay Chen, Jan Fritz, Koichi Hasegawa, Hiroshi Ishida, Grace Khunou, Allison Loconto, Susan McDaniel, Elina Oinas, Laura Oso Casas, Bandana Purkayastha, Rhoda Reddock, Mounir Saidani, Ayse Saktanber, Celi Scalón, Nazanin Shahrokni.

**Équipes régionales**

**Monde arabe :** (*Tunisie*) Mounir Saidani, Fatima Radhouani, Habib Haj Salem ; (*Algérie*) Souraya Mouloudji Garrouddji ; (*Maroc*) Abdelhadi Al Halhouli, Saida Zine ; (*Liban*) Sari Hanafi.

**Argentine :** Magdalena Lemus, Juan Parcio, Martín Urtasun.

**Bangladesh :** Habibur Khondker, Khairul Chowdhury, Abdur Rashid, Ashis Kumer Banik, A.B.M. Najmus Sakib, Bijoy Krishna Banik, Eashrat Jahan Eyemoon, Ekramul Kabir Rana, Helal Uddin, Juwel Rana, M. Omar Faruque, Masudur Rahman, Md. Shahin Aktar, Mohammad Jasim Uddin, Mohammed Jahirul Islam, Ruma Parvin, Sabina Sharmin, Saleh Al Mamun, Sarker Sohel Rana, Sebak Kumar Saha, Shahidul Islam, Shamsul Arefin, Sharmin Akter Shapla, Syka Parvin, Yasmin Sultana.

**Bésil :** Gustavo Taniguti, Angelo Martins Junior, Andreza Galli, Dmitri Cerboncini Fernandes, Gustavo Dias, José Guirado Neto, Jéssica Mazzini Mendes.

**France/Espagne :** Lola Busuttill.

**Inde :** Rashmi Jain, Nidhi Bansal, Manish Yadav, Sandeep Meel.

**Indonésie :** Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriayati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana, Diana Teresa Pakasi, Nurul Aini, Geger Riyanto, Aditya Pradana Setiadi.

**Iran :** Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Abbas Shahrabi, Sayyed Muhamad Mutallebi.

**Kazakhstan :** Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Almash Tlespayeva, Kuanyshtel, Almagul Mussina, Aknur Imankul, Madiyar Aldiyarov.

**Pologne :** Justyna Kościńska, Jonathan Scovil, Sara Herczyńska, Weronika Peek, Aleksandra Wagner, Aleksandra Biernacka, Jakub Barszczewski, Adam Müller, Zofia Penza-Gabler, Iwona Bojadzjijewa.

**Roumanie :** Raluca Popescu, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Iulian Gabor, Monica Georgescu, Ioana Ianuş, Bianca Mihăilă.

**Russie :** Elena Zdravomyslova, Anastasia Daur.

**Taiwan :** Wan-Ju Lee, Tao-Yung Lu, Tsung-Jen Hung, Yu-Chia Chen, Yu-Wen Liao, Po-Shung Hong, Kerk Zhi Hao, Yi-Shuo Huang.

**Turquie :** Gül Çorbacıoğlu, Irmak Evren.



Cet **entretien avec Dasten Julián** porte sur les récentes manifestations de masse au Chili, le processus qui a suivi pour établir une nouvelle Constitution, et le rôle que les sociologues engagés peuvent jouer face à l'étendue de la précarité.



La pandémie de Covid-19 a mis en évidence et accru les inégalités de richesse, de revenu, de genre, et raciales – à l'échelle nationale, mais surtout mondiale. Le développement, la commercialisation et l'insuffisante disponibilité des vaccins, ainsi que les répercussions de la pandémie sur la santé ou l'éducation, révèlent et aggravent **les inégalités dans le monde** entre pays pauvres et pays riches, le Sud et le Nord, les populations vulnérables déjà fortement impactées par les crises écologiques ou économiques et ceux qui ont les moyens de se protéger.



Ce dossier sur la relation entre l'État et l'économie s'intéresse à la manière dont les réponses respectives des États face à la pandémie influenceront également les futurs modes de gouvernance, et à l'interprétation des formes déjà observables d'**interventionnisme de l'État**. Une nouvelle forme d'interventionnisme étatique est-elle en gestation et, si tel est le cas, prendra-t-il un tour autoritaire ou démocratique ?



**Dialogue Global** est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

Édition française : ISSN 2519-8696

## > Dans ce numéro

Éditorial 2

### > PARLONS DE SOCIOLOGIE

La sociologie en temps de crise :  
Entretien avec Dasten Julián

**Johanna Sittel et Walid Ibrahim, Allemagne** 5

### > LES INÉGALITÉS MONDIALES DANS LA PANDÉMIE

Le Covid-19 et les inégalités dans le monde

**Karin Fischer, Autriche** 9

Les personnes avant les profits :  
Un vibrant appel face au Covid-19

**Kajal Bhardwaj, Inde** 10

Les vaccins anti-Covid,  
révélateurs des inégalités mondiales

**Camila Gianella, Pérou** 12

La perpétuation des clivages entre créanciers et débiteurs

**Christina Laskaridis, Royaume-Uni** 14

Les obstacles à la réduction de la pauvreté  
et des inégalités en Afrique

**Luckystar Miyandazi, Afrique du Sud** 17

Face à un double calamité en Inde, ce qui reste à faire

**E. Venkat Ramnaya et Viha Emandi, Inde** 19

### > UN NOUVEAU RÔLE POUR L'ÉTAT ?

L'économie fondamentale, clé de la rénovation sociale

**Julie Froud, Royaume-Uni** 21

Repenser l'État et l'économie pour l'avenir

**Andreas Novy et Richard Bärthaler, Autriche** 23

Covid-19 : Nouvelles articulations entre l'État et l'économie

**Bob Jessop, Royaume-Uni** 25

Le Léviathan est de retour !

L'État à l'ère du coronavirus et la sociologie

**Klaus Dörre et Walid Ibrahim, Allemagne** 27

Covid-19 : La création de lieux à risque en Allemagne

**Daniel Mullis, Allemagne** 29

### > PERSPECTIVES THÉORIQUES

Après la dépression : Le sujet post-néolibéral

**Arthur Bueno, Allemagne** 31

### > LA SOCIOLOGIE À LA RENCONTRE DE L'ART

La représentation visuelle du travail invisible

**Jenni Tischer, Autriche** 35

### > COVID-19 : PANDÉMIE ET CRISE

Les violences domestiques pendant la pandémie mondiale

**Margaret Abraham, États-Unis** 37

Crise du Covid-19 :

Féminismes et nouvelles sociologies

**Karina Batthyány, Uruguay et Esteban Torres, Argentine** 39

Les effets inquiétants du Covid-19 au niveau mondial

**Mahmoud Dhaouadi, Tunisie** 41

Les scénarios post-pandémie, de l'adaptation  
à l'apprentissage collectif

**Alejandro Pelfini, Argentine** 43

### > RUBRIQUE OUVERTE

Des sociologues dans l'arène civico-politique

**Fredy Aldo Macedo Huamán, Mexique** 45

Le silence autour des violences conjugales  
à Trinité-et-Tobago

**Amanda Chin Pang, Trinité-et-Tobago** 47

De la capacité à prendre soin du monde

**Francesco Laruffa, Suisse** 49

L'être humain en tant qu'*Homo culturus*

**Mahmoud Dhaouadi, Tunisie** 51

Les attentats terroristes du 22 juillet 2011 en Norvège

**Pål Halvorsen, Norvège** 53

“ Dans beaucoup de cas, l'économie se développe grâce à la souffrance humaine et aux catastrophes environnementales ”

Francesco Laruffa

# > La sociologie en temps de crise

## Entretien avec Dasten Julián



| Dasten Julián.

**Dasten Julián** est chercheur à l'Institut d'Histoire et de Sciences sociales de l'Université australe du Chili. Il travaille actuellement comme chercheur principal sur le projet « Précarité du travail dans la macro-zone sud du Chili : Intersections, territoires et résistance dans les régions du Maule, de Ñuble, du Biobío et l'Araucanie » (2020-2023), financé par l'Agence nationale de recherche et de développement du Chili. Il est également chercheur associé à l'Institut de la société, du travail et de la politique (SWOP) de l'Université du Witwatersrand (Johannesburg, Afrique du Sud). Dasten Julián est diplômé de l'Université Friedrich-Schiller de Jena, en Allemagne. Ses travaux portent notamment sur la précarisation du travail et de la vie, les stratégies et l'organisation syndicales, l'extractivisme, la sociologie publique, ainsi que le travail en général dans les pays du Sud global. Il mène son travail de recherche en étroite collaboration avec la société civile, les syndicats et les ONG.

Dasten Julián est ici interviewé par **Johanna Sittel** et **Walid Ibrahim**, associés de recherche au sein du Département de sociologie industrielle et économique de l'Université Friedrich-Schiller de Jena (Allemagne).

**Comment sont nés les mouvements sociaux de 2019 au Chili ? À l'origine des manifestations, on trouve une hausse des tarifs des transports publics. Mais s'agissait-il de la goutte qui a fait déborder le vase, ou cela va-t-il plus loin, dans la mesure où l'état des services publics et des conflits en dit long sur l'état d'une société ?**

Les protestations sociales trouvent leur origine dans la Constitution imposée par la dictature civilo-militaire d'Augusto Pinochet (1973-1990), qui s'est accompagnée de l'anéantissement systématique des forces démocratiques et de l'organisation d'un plébiscite frauduleux en 1980. À l'échelle de l'Amérique latine, le Chili est le seul pays à avoir conservé une Constitution élaborée sous la dictature militaire. Sa persistance a eu de multiples répercussions sur la vie sociale dans la mesure où elle a ouvert la voie à l'introduction à la fois brutale et radicale de politiques néolibérales. Ainsi, la société chilienne a été depuis un demi-siècle intensivement précarisée et pillée, moyennant un processus sans précédent de marchandisation effrénée.

Ce processus est le fruit d'un consensus politique entre les deux coalitions qui gouvernent le Chili depuis 1990, lesquelles ont fait reposer la primauté de l'ordre néolibéral sur deux axes : la confiance dans le marché comme entité responsable de la distribution du bien-être et de l'intégration sociale, et la Constitution de Pinochet comme obstacle à la démocratisation du système politique. Cette période (1990-2019) a été qualifiée de « transition démocratique », ce qui impliquait un processus de démocratisation progressive destiné à rétablir certaines

>>

bases de coexistence et d'organisation démocratique de la société. Mais le système et les acteurs politiques institutionnels ont bloqué les canaux de participation et de prise de décision effective par les majorités, tandis que le modèle économique néolibéral permettait d'atteindre des taux de croissance élevés.

Une opération systématique de défiance et de délégitimation du système politique a été mise en place, conduisant à une profonde désaffection des citoyens. Les phénomènes de collusion économique, les cas de financement irrégulier de campagnes électorales, l'impunité des hommes d'affaires devant les tribunaux, etc., figuraient quelques-uns des symptômes d'une société piégée par les réseaux de pouvoir scellés pendant la dictature. Le slogan « Chile despertó » (le Chili s'est réveillé) illustre ce moment de révélation et de rébellion, de prise de conscience, d'identification et de pouvoir, de la même manière que la « déclaration de guerre » du gouvernement, la violation de droits humains (8.827 plaintes officielles portées devant les tribunaux) et l'incarcération de manifestants (jusqu'à 27.432 d'entre eux) synthétisent la direction autoritaire, conservatrice et militaire qui avait prévalu dans la politique officielle.

Les protestations au Chili combinent également des subjectivités et des géographies très diverses. Les jeunes générations, les femmes, les personnes âgées, les peuples autochtones, les migrants, etc. développent des répertoires d'alliance de manière à la fois spontanée et coordonnée. Le présent et le passé convergent à travers une rencontre des générations nourrie de mémoire politique dans les espaces privés et publics, le politique se manifeste dans l'esthétique, dans la créativité artistique, dans la musique, dans les rues, les zones rurales, ainsi que dans les assemblées, les conversations, à travers l'occupation d'espaces virtuels, etc. En tant que société, nous avons assisté à des retrouvailles culturelles, politiques et symboliques de grande envergure, qui sont liées à la « dignité » en tant qu'objectif, en tant que tradition. Par conséquent, ce qui est en jeu dans cette rencontre est la composante originale et constitutive de la société chilienne, son contrat social, ses fondements, sa Constitution.

**Comment se présente actuellement le processus d'élaboration de la Constitution ? Y a-t-il un acteur qui se distingue ? Les sciences sociales jouent-elles un rôle, ou les experts juridiques dominant-ils ?**

Un plébiscite national a eu lieu le 26 avril 2020, il y a un an. Plus de 7 millions de personnes y ont participé. Plus de 78% des personnes qui ont voté, soit quelque 5,8 millions de personnes, ont ratifié la nécessité d'une nouvelle Constitution, ainsi que la nécessité qu'elle soit rédigée par des personnes élues au sein d'une Assemblée (Convention constituante), sans la participation des parlementaires. Quelque 50% des électeurs inscrits ont voté à

cette occasion, ce qui constitue un taux de participation historique sachant que le vote n'est pas obligatoire.

Le processus d'élaboration de la Constitution se trouve actuellement à un moment clé, puisque les élections des membres de l'Assemblée constituante auront lieu le 11 avril 2021<sup>1</sup>. Sa composition a donné lieu à une série de débats, touchant à la parité hommes-femmes et à la participation des peuples autochtones, sujets qui n'ont pas été soumis à des élections mais à l'intervention du gouvernement et à des pressions politiques. Cela a nécessité une vigilance constante à l'égard des processus de décision au Congrès. Cette vigilance collective a révélé la mainmise institutionnelle qui a permis de mener à bien le processus, et indiqué que le moment constituant avait acquis une nouvelle signification politique : la revitalisation du système des partis.

Bien que la révolte ait manifesté une hostilité envers les partis, qu'elle ait été centrée sur l'action de masse et critique à l'égard du système politique, ce sont les organes de l'État qui ont fini par canaliser et orienter le processus constituant. Les forces indépendantes et leurs candidats ont été confrontés à une série de difficultés et d'inégalités par rapport aux candidats appartenant à des partis politiques, comme en témoignent notamment les obstacles rencontrés pour enregistrer leurs candidatures, financer leur campagne ou assurer leur présence dans les médias. Tout cela a rendu plus difficile l'organisation des forces indépendantes, déjà très dispersées et fragmentées.

La pandémie a limité les espaces de débat et de rencontre pour la discussion et l'élaboration de propositions. Les sciences sociales ont favorisé une réflexion critique sur le processus, en incitant à la dénonciation et à la prise de conscience collective des violations des droits humains. En cela, elles ont assumé un rôle public, sortant de l'*habitus* académique pour mieux s'ouvrir aux défis du moment présent. La plupart de ces interventions se sont toutefois limitées à la sphère virtuelle ou aux médias traditionnels que sont les livres ou les articles de revues spécialisées, ce qui a limité leur impact et leur diffusion massive. Pour autant, cela a fait naître le sentiment général d'une relation entre engagement, science(s) et connaissance.

**Quel volet de votre travail en sciences sociales joue un rôle particulier dans les conflits politiques qui ont récemment marqué le Chili ? Y a-t-il des domaines ou des problématiques qui revêtent une importance particulière pour associer sciences sociales engagées et travail politique ?**

Dans mes recherches, je me suis surtout intéressé à la précarité au travail et dans la vie. J'ai ainsi cherché à rendre compte des caractéristiques du travail et de la vie dans la société chilienne, en tenant compte des éléments culturels, subjectifs, économiques et territoriaux qui sont inscrits

dans les intersections du pouvoir. L'objectif étant d'établir un réseau territorial local de travail en collaboration avec des organisations sociales, environnementales et syndicales, en réalisant des connexions avec des réseaux de recherche à l'échelle mondiale, et de renforcer la cohésion de la communauté chilienne des chercheurs en sciences sociales qui se consacrent aux sciences du travail.

Au cours de mes recherches sur le processus de précarisation sociale et le monde du travail, j'ai pu constater à quel point le travail, l'emploi et le chômage sont identifiés comme les éléments essentiels des conditions de vie des personnes. La qualité de l'emploi, les salaires, l'automatisation, les revenus, l'introduction de plateformes et la faiblesse du système des droits sociaux exercent une forte pression sur la vie des personnes. L'endettement, la recherche d'emploi sur le marché informel ou de plusieurs emplois, font partie de ce conflit entre dignité et précarité de la vie. Beaucoup de ces problèmes sont au cœur des conflits politiques et sociaux au Chili, et mettent également en évidence la précarité des jeunes, des femmes, des migrants, des personnes âgées, etc.

**Les sciences sociales doivent-elles assumer une responsabilité, notamment lorsque les conflits sont sur le devant de la scène, ou pensez-vous que la science opère dans un autre cadre temporel, peut-être à plus long terme ?**

Plusieurs personnes et groupes de travail ont essayé de renforcer ces passerelles entre les sciences sociales et la société, afin de rendre visible et de souligner l'importance de la connaissance scientifique dans la prise de décision, les actions et la délibération démocratique. C'est ce fossé entre le monde de la recherche, la sphère publique et, surtout, l'action des mouvements sociaux, qu'il faut combler. De fait, de nombreux mouvements, tels que les mouvements féministes et les mouvements de défense de l'environnement, donnent d'ores et déjà l'exemple et nous permettent de nous faire une idée de ces articulations.

En ce qui concerne les sciences sociales, leurs responsabilités se précisent dans les moments de crise. Les conflits sont souvent un symptôme de crise, et en même temps un signe annonciateur de changements. Ils servent souvent de référence dans les sciences sociales. Personnellement, ma pratique de la sociologie est une réponse à l'urgence. Les attaques lancées contre la société, la déprédation et la précarisation ont été telles que j'ai dû agir dans l'immédiateté, ce qui fait partie des possibilités mêmes de cette temporalité précaire, fragile et incertaine. Cela n'est pas sans contradictions et aspects négatifs, car cela empêche de penser l'avenir (au risque de renfermer le manque d'utopies), mais en même temps cela enseigne une nouvelle manière, plus pratique et active, de forger des utopies dans le domaine de la connaissance.

**En dehors de la sphère scientifique, le public a-t-il connaissance des résultats de vos recherches, et les acteurs politiques sont-ils intéressés par les conclusions des chercheurs en sciences sociales ?**

Mon expérience me montre que c'est le cas. Mais je crois que la question n'est pas tant de savoir si les résultats de la recherche sont connus, mais plutôt si sont établis des voies et des réseaux où les connaissances sont échangées, débattues, partagées et recrées. Nous communiquons en permanence avec des organisations, des associations, des syndicats, etc. Nous nous efforçons d'orienter nos recherches en fonction des problèmes que nous identifions dans la réalité, à partir de diagnostics issus de ces espaces de dialogue. Nous visons une approche harmonieuse des défis scientifiques mondiaux et des problèmes de la société dans la région.

C'est ainsi qu'est né le Grupo de Estudios del Trabajo desde el Sur (GETSUR, Groupe d'Études sur le Travail depuis le Sud). Le GETSUR est un réseau territorial local de travail, qui s'appuie sur des réseaux de recherche dans le monde entier et qui cherche à renforcer la structure des organisations sociales et syndicales. Nous œuvrons pour une synergie et une symbiose avec les besoins des organisations syndicales, pour lesquelles nous avons mis à disposition l'université, qu'il s'agisse d'infrastructure et de logistique ou de connaissances et de capacités de recherche pour répondre à des problèmes spécifiques de formation, d'information et/ou de réflexion.

La rébellion d'octobre a en effet constitué un jalon très important pour les sciences sociales. En tant que scientifiques, nous sommes témoins de notre propre réveil, et la possibilité d'assister à ce réveil et d'en être un acteur est également revitalisante et revigorante. Je crois que le concept de précarité offre l'une des multiples possibilités de poursuivre dans cette voie.

**Vos sujets de recherche sont la précarité, les insécurités du marché du travail et la manière dont elles contribuent à la reproduction des sociétés. Mais vous avez également participé à des projets qui ont mobilisé les quartiers et les institutions gouvernementales de Temuco dans des modèles de recyclage. Pouvez-vous nous parler un peu de cette expérience de recherche et identifier les problèmes et défis particuliers de ce type de recherche sociologique ?**

Ces expériences sont nées des divers éléments que j'ai trouvés sur mon chemin, et qui, la curiosité, le souci pédagogique et la sensibilité aidant, m'ont conduit à collaborer avec d'autres acteurs sur place. Au sujet du recyclage, j'ai collaboré avec une ONG chilienne, la Red de Acción por los Derechos Ambientales (RADA, Réseau d'action pour les droits de l'environnement), qui est une organisation qui

collabore avec divers mouvements sociaux, les communautés mapuches et des organisations territoriales dans la région d'Araucanie et de Wallmapu. À partir d'une stratégie « zéro déchets » pour la gestion et le traitement des déchets dans la ville de Temuco, ils ont proposé un projet de fonds public pour la protection de l'environnement en 2017, qui a abouti.

Nous avons engagé cette initiative à la suite de la fermeture en décembre 2016 de la décharge de la ville, qui était en activité depuis 1992. La décharge s'était effondrée et avait contaminé les eaux souterraines du site. Elle avait été installée sur le territoire de 22 communautés mapuches dans la partie ouest de la ville. Les répercussions sur la santé des habitants des environs ont été confirmées par plusieurs enquêtes, et le gouvernement a investi dans des services publics et des infrastructures comme s'il se sentait coupable et cherchait à atténuer les conséquences de ce sacrifice environnemental. La contamination a eu des répercussions négatives sur l'économie locale, les conditions de vie et l'environnement. Mais dans un contexte aussi précaire, de nombreuses personnes voyaient dans la décharge une possibilité de subsister économiquement en travaillant au recyclage et à la vente des déchets.

C'est ainsi qu'en 2016, nous avons réalisé un décompte des recycleurs informels qui récupèrent les ordures à la décharge. Avant la fermeture de la décharge, j'ai participé avec le RADA à la formation du syndicat des recycleurs. Le syndicat comptait 62 membres. Certains étaient des hommes et des femmes mapuches du secteur, d'autres des habitants des quartiers parmi les plus déshérités de Temuco. La plupart d'entre eux considéraient ce travail comme un travail familial. Pour ce travail, j'étais accompagné d'un étudiant en sociologie, qui a mené des recherches sur le processus de fermeture de la décharge et la création d'alternatives économiques au recyclage. C'est là que, quand le syndicat a proposé de chercher et de concevoir un espace économique de subsistance, nous avons pensé à la proposition de protection de l'environnement de manière écologique.

## **Selon vous, comment s'articulent les deux axes de recherche – précarité et initiatives écologiques locales ?**

Je pense que la façon dont ils sont liés peut être illustrée par l'expérience dont je vous parlais. À cette occasion, nous avons commencé à travailler sur un premier nœud d'interrelation : la précarité des recycleurs dans leur travail quotidien, et la précarité de la population mapuche qui habite dans le secteur et subit le racisme lié à l'environnement de la décharge. La façon dont les deux types de précarité étaient imbriqués permettait de comprendre le développement, la société, le travail, la nature et la vie. Ils se retrouvaient dans un même conflit : la décharge, son installation, son fonctionnement puis sa fermeture.

Les ordures, en tant que produit d'une société centrée sur la consommation et en tant que preuve matérielle de sa non viabilité écologique, nous ont montré comment la précarité se développait autour d'elles. Des travailleurs vivent des ordures. Des gens sont prêts à manger ou chercher de la nourriture parmi les ordures. C'est la misère et l'abandon social. C'est pourquoi, avant la fermeture de la décharge, le caractère informel du travail qui avait prévalu dans les activités de recyclage a produit une nouvelle zone d'exclusion sociale, où il est plus difficile de développer des stratégies de persistance et de subsistance. La formation du syndicat n'est pas une garantie de force politique car le cadre institutionnel a fragilisé les organisations de travailleurs, mais elle nous a en même temps permis d'imaginer une forme associative pour élaborer des alternatives.

Il y a une série de crises qui menacent l'existence humaine et donc la multiplication, non plus des risques, mais de la précarité de la vie. Je crois que les conflits politiques actuels ont introduit une sensibilité politique, notamment les mouvements féministes, écologiques et décoloniaux, qui nous invitent à repenser le sens de l'urgence, des crises et de l'engagement face à un capitalisme vorace, prédateur et guerrier. ■

Toute correspondance est à adresser à Dasten Julián <[dasten@gmail.com](mailto:dasten@gmail.com)>

1. Les élections ont été reportées à cause de la pandémie. Elles auront lieu les 15 et 16 mai 2021.

# > Le Covid-19 et les inégalités dans le monde

**Karin Fischer**, Université Johannes Kepler (Autriche)

**“Le Covid-19 est une épreuve qui concerne le monde entier. Pourtant, plus le défi devient grand, plus l’horizon semble se limiter à une perspective nationaliste ou plus étroite encore”**

**L**e coronavirus n’épargne personne et ne respecte aucune frontière nationale. Selon le Programme des Nations unies pour le développement, l’indice de développement humain – une mesure combinant l’éducation, la santé et le niveau de vie – est sur le point de diminuer pour la première fois depuis 1990. Ce déclin concernerait la majorité des pays – riches et pauvres – dans le monde.

Ce constat ne devrait pas évoquer pour autant un « imaginaire égalitaire ». Le Covid-19 montre au contraire que nous ne sommes pas tous « dans le même bateau ». Pour reprendre les termes utilisés par le secrétaire général des Nations unies António Guterres, « alors que nous flottons tous sur la même mer, il est clair que certains sont dans des super yachts tandis que d’autres se cramponnent aux débris à la dérive ». La pandémie a révélé et creusé les inégalités existantes – inégalités de richesse, inégalités de revenu, inégalités hommes-femmes et inégalités raciales – à l’intérieur des frontières nationales, mais surtout, à l’échelle mondiale.

Les répercussions très inégales de la pandémie peuvent être observées à de nombreuses échelles, à l’échelle des ménages aussi bien qu’à l’échelle sous-nationale et nationale. Les articles réunis dans ce dossier abordent les inégalités dans la perspective large du fossé Nord-Sud. Trois thématiques illustrent les profondes inégalités entre les pays riches et les pays pauvres : l’accès inégal aux vaccins, aux traitements et aux technologies contre le Covid-19 ; le fardeau de la dette souveraine et les relations financières inégales ; et l’exposition inégale au changement climatique.

Le premier article, signé par Kajal Bhardwaj, s’intéresse à l’accord sur les ADPIC en vertu duquel le régime commercial mondial actuel accorde une plus grande valeur aux droits de propriété intellectuelle et aux profits privés qu’au droit humain à la santé. Les droits de monopole des entreprises favorisent ce qui est de plus en plus considéré comme un « apartheid vaccinal » ou un « impérialisme vaccinal » : la course inégale, inéquitable et choquante aux vaccins contre le Covid-19. Dans son article, Camila Gianella s’intéresse au cas du Pérou comme l’un des terrains où se joue le combat inégal pour l’approvisionnement en vaccins à travers le monde. Lorsque son pays natal a refusé certaines clauses du contrat d’achat de son vaccin, Pfizer a placé le Pérou au bas de sa liste, alors même que le pays enregistre l’un des taux d’incidence et de mortalité du Covid-19 les plus élevés d’Amérique latine.

La pandémie, et la récession mondiale qui en résulte, entraînent les pays dans le piège de la dette. Ce problème ne concerne pas uniquement les pays pauvres. Selon le rapport de 2021 du *Global Sovereign Debt Monitor*, 132 des 148 pays du Sud global étudiés sont gravement endettés. Christina Laskaridis montre les géographies inégales de la dette souveraine dans le contexte du Covid-19. Elle montre clairement que la politique en matière de dette est un jeu de pouvoir à l’échelle mondiale qui a des répercussions considérables sur les conditions de vie. Luckystar Miyandazi ajoute à cela les géographies inégales du profit à travers le monde : des flux financiers illicites sont extraits des pays les plus pauvres du monde et finissent dans la poche de particuliers, de « partenaires » commerciaux, des sièges sociaux de sociétés transnationales et des paradis fiscaux du Nord. Miyandazi conclut que l’Afrique perd chaque année pratiquement l’équivalent du montant cumulé des entrées annuelles d’aide publique au développement et d’investissements étrangers. Cela signifie que les pays concernés se retrouvent sans marge de manœuvre budgétaire pour pouvoir injecter des liquidités dans leurs économies ou financer des programmes spéciaux de protection sociale pour lutter contre la pandémie de Covid-19. Les obligations du remboursement de la dette et les flux financiers illicites vont étrangler encore davantage leurs économies et entraver le développement à long terme, comme l’auteure le montre avec l’exemple de la Zambie.

Enfin, E. Venkat Ramnaya et Viha Emandi attirent l’attention sur ce qu’ils désignent comme une double calamité, à savoir la croissance exponentielle à la fois du coronavirus et de la vulnérabilité écologique dans certaines régions de l’Inde. Ils montrent que l’impact social et économique de la pandémie se trouve aggravé par des catastrophes écologiques comme la pénurie d’eau, les inondations ou les cyclones. Là encore, les répercussions des catastrophes environnementales sont inégalement réparties et frappent en premier lieu ceux qui souffrent déjà de manière disproportionnée de la pandémie.

Le Covid-19 est une épreuve qui concerne le monde entier. Pourtant, plus les problèmes se rapprochent et plus le défi devient grand, plus l’horizon semble se limiter à une perspective nationaliste ou encore plus étroite. Ce qui amène les auteurs de ce dossier à sonner l’alarme haut et fort : personne n’est en sécurité tant que tout le monde ne l’est pas ! ■

Toute correspondance est à adresser à Karin Fischer <[Karin.fischer@jku.at](mailto:Karin.fischer@jku.at)>

# > Les personnes avant les profits :

## Un vibrant appel face au Covid-19

**Kajal Bhardwaj**, avocate à New Delhi (Inde)



Un message de Global Justice Now et de The People's Vaccine contre « l'apartheid vaccinal », affiché à l'entrée des bureaux de l'Association for the British Pharmaceuticals Industry, à Westminster, Londres, 2021. Crédit : [flickr/Jess Hurd/Global Justice Now](https://www.flickr.com/photos/jess_hurd/).

**E**n 2001, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) fut confrontée aux répercussions des obligations en matière de propriété intellectuelle inscrites dans son Accord multilatéral sur les ADPIC (aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) au moment où des efforts furent déployés dans le monde entier pour enrayer la pandémie de VIH. À l'époque, des multinationales pharmaceutiques intentèrent un procès au président sud-africain Nelson Mandela au sujet de dispositions légales autorisant l'importation de traitements génériques contre le VIH à un prix abordable ; ces sociétés, en tant que titulaires de brevets sur les traitements, demandaient pour ceux-ci des dizaines de milliers de dollars alors que les médicaments génériques contre le VIH revenaient à un dollar par jour. D'après ces entreprises pharmaceutiques, les mesures prises par l'Afrique du Sud constituaient une violation de l'Accord sur les ADPIC. L'indignation mondiale à l'encontre des groupes pharmaceutiques pour avoir réagi ainsi conduisit l'ensemble

des membres de l'OMC à adopter la Déclaration de Doha sur les ADPIC et la santé publique. Cette déclaration affirmait le droit des pays d'interpréter l'Accord sur les ADPIC de manière à défendre leur droit de protéger la santé publique et de garantir l'accès aux médicaments pour tous.

### > Covid-19 et barrières ADPIC

Vingt ans plus tard, une autre pandémie, celle du Covid-19, conduit deux tiers des membres de l'OMC à exiger la levée des obligations en matière de propriété intellectuelle prévues par l'Accord sur les ADPIC. Les assouplissements de l'Accord sur les ADPIC mis en avant par la Déclaration de Doha – sur les licences obligatoires, les importations parallèles ou les normes strictes de brevetabilité – ont permis à des pays d'accéder à des traitements abordables contre le VIH, l'hépatite C, le cancer et les maladies cardiaques. Mais la proposition actuelle de l'Inde et de l'Afrique du Sud soutient qu'une maladie infectieuse à évolution et mutation rapides comme le Covid-19 nécessite de renoncer entièrement aux barrières protégeant la propriété intellectuelle afin de laisser les pays et les concurrents libres de poursuivre la recherche, le développement et la production de toute technologie sanitaire contre le Covid-19 – sans perdre de temps dans des négociations complexes sur les licences, sans avoir à craindre de procès pour violation de la propriété intellectuelle pour un coût de plusieurs millions de dollars, ni les pressions commerciales des pays riches.

Comme on pouvait s'y attendre, les pays riches prétendent que la propriété intellectuelle ne crée pas de barrières. Mais en ce triste premier anniversaire de la pandémie, tout prouve le contraire. Alors même que l'attention mondiale se concentre sur ce qui est de plus en plus considéré comme un « apartheid vaccinal » dans la ruée inégale, inéquitable et choquante sur les vaccins anti-Covid, cette iniquité était présente depuis le tout début de la pandémie dans l'accès aux masques, aux diagnostics, aux équipements et aux traitements.

L'opinion publique a sans doute pris conscience de la portée et du poids de la protection de la propriété intellectuelle lorsque la nouvelle s'est répandue que des chercheurs italiens qui travaillaient sur l'impression en 3D de valves de respirateurs pourraient faire l'objet d'une action en justice de la part des détenteurs de la propriété intellectuelle. Un sénateur américain a demandé à 3M, une société qui dé-

>>

tient des centaines de brevets sur des modèles de masques qu'elle fait respecter de façon agressive, de renoncer à ses brevets pour augmenter l'offre. Aux Pays-Bas, des menaces d'action en justice ont contraint la société pharmaceutique Roche à révéler la formule de ses tests Covid. Le fait que le prix pratiqué par Cepheid de 19,80 dollars US pour ses tests de 45 minutes pourrait être rabaisé à 5 dollars US a suscité la condamnation de diverses organisations de la société civile. La multinationale américaine Gilead vend l'antiviral Remdesivir à 2.340 dollars US. Une poignée de titulaires de sa licence, qui approvisionnent en Remdesivir un nombre limité de pays en développement, le vendent à 320 dollars US. Mais d'après des chercheurs de l'Université de Liverpool, son coût de production de masse pourrait être inférieur à 6 dollars US.

Alors que les pays riches vaccinent une personne par seconde, la plupart des pays les plus pauvres n'ont pas encore administré une seule dose. Les pays du Sud disposent d'une capacité considérable de production de vaccins, mais tout un arsenal de mesures de protection de la propriété intellectuelle (brevets, secrets commerciaux et exclusivité des données) les en empêche. Les données de l'Office européen des brevets font état de centaines de brevets liés aux vaccins contre le coronavirus. Des études montrent que les brevets sur les vaccins ont tendance à être extrêmement étendus, s'appliquant à la fois aux ingrédients, aux procédés de fabrication, aux groupes d'âge et aux régimes posologiques. La protection du secret commercial permet aux producteurs de vaccins de conserver un savoir-faire qui pourrait aider d'autres fabricants à augmenter rapidement la production, tandis que l'exclusivité des données et l'exclusivité commerciale risquent de créer des obstacles supplémentaires à leur intervention.

## > L'écart Nord-Sud en matière de traitement se creuse

Le vaccin d'Oxford-AstraZeneca aurait dû être disponible pour la production de masse, en vertu de l'engagement initial de l'Université d'Oxford de concéder des licences non exclusives de propriété intellectuelle sur ses technologies contre le Covid-19. Au lieu de cela, un accord exclusif a été conclu avec AstraZeneca, qui a contracté des sous-licences secrètes avec certains fabricants. La capacité de production est clairement insuffisante au moment où les doses en provenance d'Inde arrivent au compte-goutte dans certains pays en développement. Par ailleurs la promesse d'une tarification sans but lucratif n'a pas été tenue car apparemment les pays les plus pauvres paient entre 3 et 8 dollars par dose.

Il est intéressant de noter que des pays riches comme la France, l'Allemagne et le Canada ont été parmi les premiers à adopter des mesures légales destinées à faciliter les licences obligatoires concernant le Covid-19. Israël a délivré une licence obligatoire pour l'antiviral Lopinavir/Ritonavir. La Hongrie et la Russie ont délivré des licences obligatoires pour le Remdesivir. L'action des gouvernements visant à lever les protections de la propriété intellectuelle aboutit souvent à ce que les entreprises modifient leur comportement de recherche du

profit dans ce domaine. La licence obligatoire accordée par Israël a conduit le laboratoire AbbVie à annoncer qu'il ne ferait plus valoir ses brevets sur le Lopinavir/Ritonavir dans le monde. Des associations de patients en Inde, en Thaïlande et en Argentine ont déposé un recours au sujet des brevets sur le Remdesivir et le Favipiravir. Un fabricant canadien a publiquement sollicité une licence pour le vaccin de Johnson & Johnson et pourrait tenter d'obtenir une licence obligatoire.

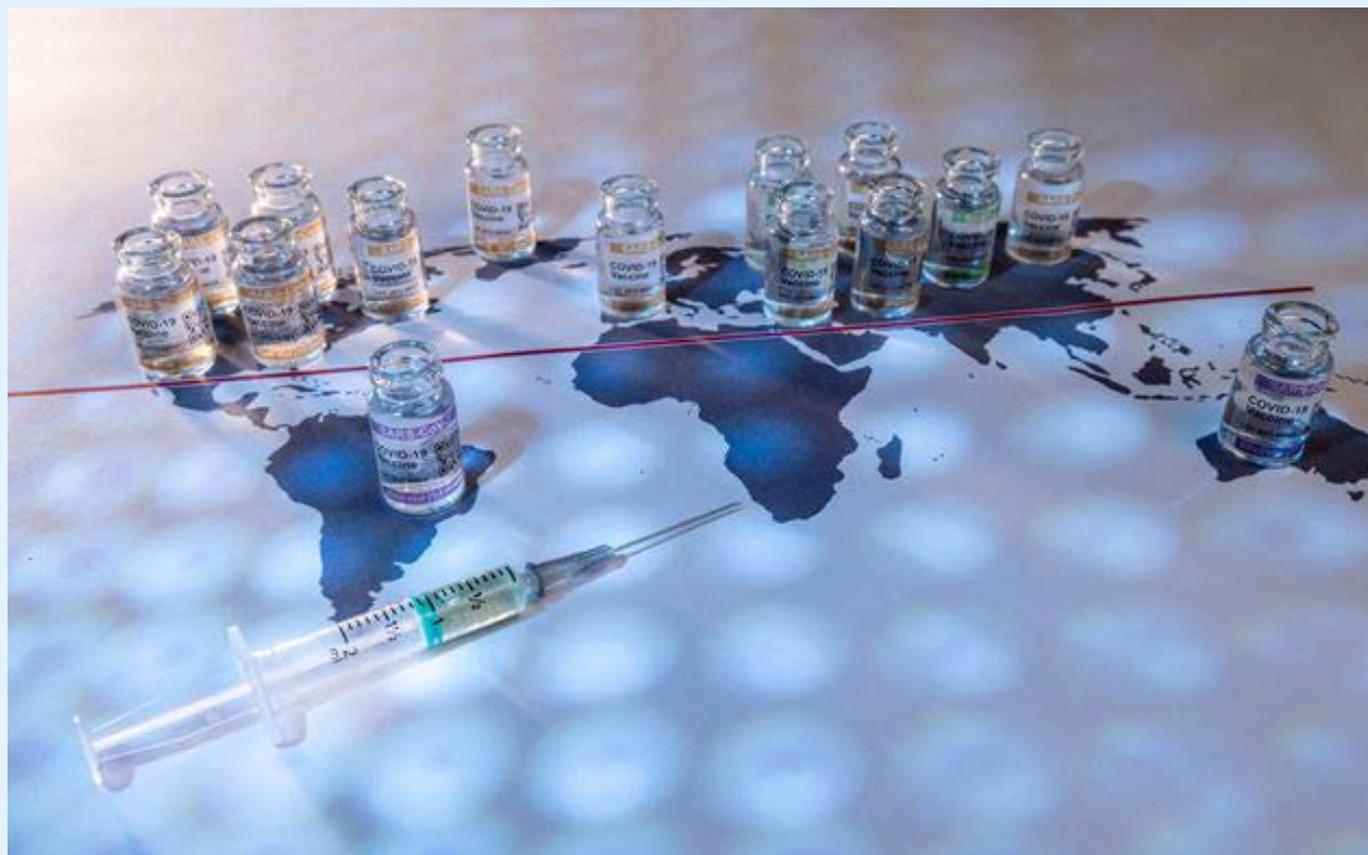
Les pays riches ont versé des millions de dollars de fonds publics pour le développement de vaccins, de tests et de traitements contre le Covid-19. Pourtant, ils paient des prix élevés et connaissent des difficultés d'approvisionnement. Au lieu d'utiliser des mesures légales pour lever les protections de la propriété intellectuelle, faciliter le partage du savoir-faire et augmenter la production, ils s'emparent des stocks disponibles et appliquent des restrictions à l'exportation. Pire encore, rien n'oblige les entreprises à être transparentes sur leurs capacités de production, leurs prix ou les accords conclus. D'après les informations disponibles, certains accords exigeraient des pays qu'ils indemnisent les entreprises en cas d'effets indésirables ou qu'ils mettent en garantie des biens du gouvernement, tels que des ambassades. Alors que les entreprises ont sapé les mécanismes volontaires en refusant de s'engager dans le pool d'accès aux technologies de l'OMS ou en rejetant au second plan les livraisons du dispositif Covax destiné à la distribution équitable des vaccins contre le Covid-19, les associations pharmaceutiques intensifient leur campagne contre les gouvernements et les agences des Nations unies qui tentent de supprimer les barrières qui protègent la propriété intellectuelle. L'OMS et les agences de l'ONU se sont ouvertement prononcées en faveur d'une dérogation à l'Accord sur les ADPIC. Mais le secrétariat de l'OMC pratique la politique de l'autruche, en s'obstinant à préconiser les approches volontaires. Alors même que ces positions semblaient de plus en plus ancrées, le 5 mai 2021, après des mois de campagnes menées par des militants en faveur d'une dérogation à l'Accord sur les ADPIC, la représentante américaine au commerce a créé la surprise en se prononçant en faveur d'une telle dérogation, quoique limitée aux vaccins contre le Covid-19.

Même si la décision des États-Unis indique que les négociations sur la dérogation à l'Accord sur les ADPIC sont en passe d'aboutir, nous avons à l'évidence perdu l'année dernière à attendre que les entreprises fassent ce qu'il fallait. Les appels en faveur d'un « vaccin universel » se font de plus en plus entendre. Alors que de nouveaux variants apparaissent, que des pays comme le mien sont confrontés à des vagues successives dévastatrices et que les décès et les maladies persistantes causés par le Covid-19 font payer un lourd tribut aux patients, aux familles et aux systèmes de santé, nous n'avons plus de temps à perdre à composer avec des réglementations commerciales complexes qui font passer les profits avant les personnes. La dérogation à l'Accord sur les ADPIC sera la première étape nécessaire sur la voie qui mène à garantir l'accès pour tous et partout à toutes les technologies de santé dans la lutte contre le Covid-19. ■

Toute correspondance est à adresser à Kajal Bhardwaj <[k0b00@yahoo.com](mailto:k0b00@yahoo.com)>

# > Les vaccins anti-Covid, révélateurs des inégalités mondiales

Camila Gianella, Pontificia Universidad Católica del Perú-Cisepa (Pérou)



*Les mêmes caractéristiques inégalitaires se retrouvent dans la distribution des vaccins que dans les inégalités mondiales d'avant la pandémie. Crédit : FrankyDeMeyer/Getty Images/iStockphoto.*

**L**a pandémie de Covid-19 a des répercussions économiques et sociales dévastatrices dans le monde entier. Cependant, l'un des messages pernicieux qui ressort de cette crise mondiale est que nous sommes confrontés à la même crise partout, tous logés à la même enseigne, comme si vivre le confinement à Bergen, en Norvège, était la même chose que vivre un confinement à Lima, au Pérou ; ou que faire l'expérience du confinement dans un quartier riche de Lima était la même chose que de devoir faire face aux défis majeurs que le confinement représente pour les familles des bidonvilles de la même ville.

Cet imaginaire qui homogénéise les situations a permis une distribution inégale des vaccins contre le Covid, malgré des [appels](#) à garantir l'égalité d'accès dans tous les pays. Le fait est que les pays riches ont gagné la course : ils ont été les premiers à avoir la capacité d'acheter les vaccins et,

>>

par conséquent, à commencer à vacciner leurs populations. S'il est vrai que certains pays riches, [comme la Norvège](#), se sont engagés à partager leurs doses de vaccins avec des pays plus pauvres, en janvier 2021 l'accès aux vaccins a été déterminé par la richesse de chaque pays.

## > La privatisation de l'innovation pharmaceutique

Les difficultés auxquelles nous sommes confrontés pour avoir accès aux vaccins dans le monde ne tiennent pas (uniquement) à l'avarice de certains pays : elles sont surtout révélatrices d'un régime mondial d'innovation pharmaceutique qui est problématique. Les pays riches ont consacré des fonds publics au développement des vaccins. Même dans le cas de Pfizer, qui a nié l'apport de fonds publics dans le développement de ses vaccins, [il apparaît que](#) ses entreprises partenaires, qui ont développé le vaccin en collaboration avec Pfizer, ont reçu des fonds publics. La participation des pays riches au développement des vaccins leur permet de demander de « meilleurs prix », mais ne prive pas les entreprises privées du droit de tirer un profit des vaccins. Par conséquent, en vertu des règles actuelles, et malgré la nécessité urgente de vacciner la population sud-africaine pour enrayer la progression de la maladie et des nouveaux variants du virus, l'Afrique du Sud a dû [payer près de deux fois et demie plus cher](#) que la plupart des pays européens pour des doses du vaccin contre le Covid-19 d'Oxford-AstraZeneca.

La participation de fonds publics n'a pas empêché les fabricants privés de vaccins de demander des clauses de confidentialité, ainsi qu'une réforme juridique pour les protéger des poursuites judiciaires au cas où leurs vaccins contre le Covid-19 provoqueraient des effets secondaires inattendus. Le besoin de vaccins et l'absence de leadership mondial pour imposer des conditions minimales au commerce des vaccins anti-Covid ont doté les fabricants d'un pouvoir considérable. Ceux-ci retardent ou bloquent les négociations avec des pays qui ont besoin

des vaccins, avec pour conséquence de retarder l'accès à ceux-ci et, au bout du compte, de provoquer davantage de morts et de contribuer à l'émergence (et à la propagation) de nouveaux variants du virus.

C'est ce qu'illustre l'échec des négociations du Pérou avec Pfizer. Le Pérou figure parmi les pays où les taux d'incidence et de mortalité du Covid-19 sont les plus élevés d'Amérique latine et des Caraïbes, et même du monde. En janvier 2021, alors que le pays connaissait le début de la deuxième vague, le système de santé s'était déjà effondré. En 2020, le gouvernement péruvien avait entamé des négociations avec Pfizer, mais avait refusé d'accepter certaines des clauses de non-responsabilité imposées par l'entreprise. Résultat, Pfizer a placé le Pérou en bas de sa liste, malgré l'impact dévastateur du Covid-19 dans le pays. Comme dans le cas de l'Afrique du Sud et du prix des vaccins, cela s'est fait en toute impunité ; les fabricants de vaccins imposent les règles et décident qui aura accès au vaccin et à quel prix, alors que nous sommes en situation d'urgence mondiale.

## > L'accès aux vaccins et le droit à la santé

L'accès à des médicaments tels que les vaccins est l'un des éléments fondamentaux pour la pleine réalisation du droit de toute personne à jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible. Les innovations médicales et l'accès à celles-ci constituent un élément clé de l'accès aux médicaments, et par conséquent, les lois et règlements régissant l'accès aux innovations médicales sont des éléments essentiels des politiques nationales de santé. La pandémie de Covid-19 a révélé le manque de leadership mondial et la faiblesse des États pour imposer des conditions aux fabricants de produits d'utilité essentielle, ainsi que les limites des systèmes actuels d'innovation médicale. L'allocation de fonds publics à des entreprises privées ne suffit manifestement pas à garantir l'accès universel aux médicaments. ■

Toute correspondance est à adresser à Camila Gianella <[gianella.c@pucep.edu.pe](mailto:gianella.c@pucep.edu.pe)>

# > La perpétuation des clivages entre créanciers et débiteurs

Christina Laskaridis, The Open University (Royaume-Uni)

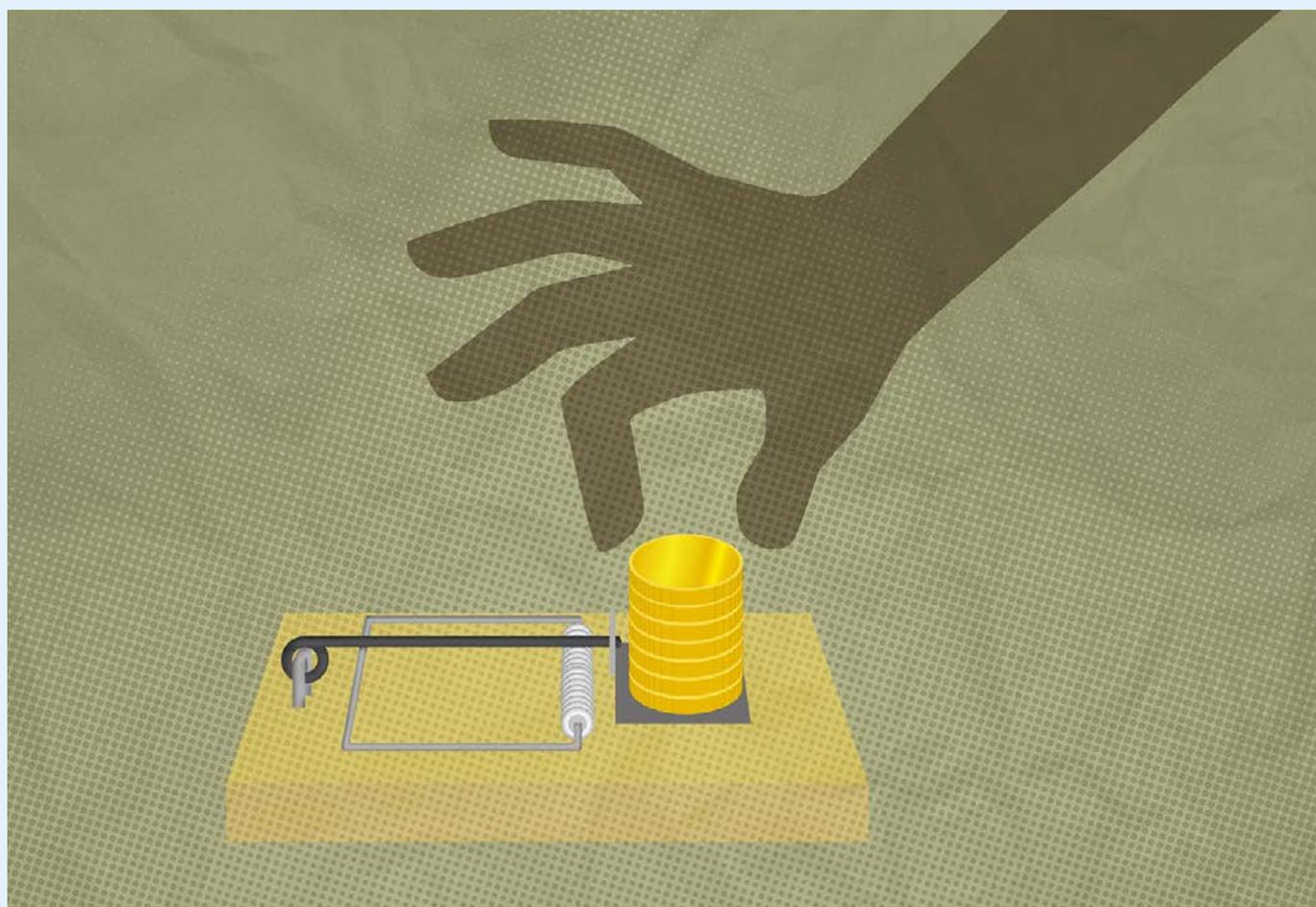


Illustration : Arbu.

**L**es pays riches combattent la récession économique par des dépenses financées par la dette et des mesures de relance économique, tandis que les pays à revenu faible et intermédiaire du Sud sont pris dans le piège de la dette. Les problèmes hérités du colonialisme et de la répartition géographique de la dette souveraine dans les pays du Sud se sont accentués dans le contexte de la pandémie de Covid, les modalités traditionnelles des prêts internationaux favorisant les intérêts des créanciers plutôt que l'allègement de la dette.

>>

## > Inégalités Nord-Sud et financement de la dette mondiale

David Graeber a été l'un de ceux qui ont mis en évidence l'efficacité de la dette pour dissimuler les relations historiques de dépendance et les rapports de force inégaux. À maintes reprises, a-t-il affirmé, les relations de violence reformulées dans le langage de la dette ont pour effet immédiat de faire apparaître celui qui est en position de faiblesse comme celui qui est en tort. Les prêts internationaux s'inscrivaient dans le cadre de projets coloniaux, et les difficultés de remboursement ont donné lieu à des conflits entre créanciers et débiteurs qui se sont traduits par des mécanismes de contrôle et une ingérence militaire directs de l'étranger, même s'il est arrivé que les débiteurs réussissent à suspendre les paiements et à éviter le recouvrement de la dette. Ces dernières années, les inégalités mondiales en matière de dette internationale ont été étudiées à travers le prisme du néocolonialisme et de la financiarisation. La financiarisation subordonnée caractérise les relations d'endettement inégales, avec des entraves structurelles au développement découlant d'une position subordonnée par rapport au centre.

L'un des aspects de cette question concerne le système monétaire et financier international. Comme le postulait Keynes, et de nombreux post-keynésiens après lui, la préférence pour la liquidité est révélatrice d'une hiérarchie dans les actifs financiers qui apparaît d'autant plus évidente lorsque l'économie internationale est en situation d'incertitude et d'instabilité. Les avertissements concernant les pièges de l'endettement à venir se sont multipliés jusqu'à la veille de la pandémie. Des années de politique monétaire laxiste aux États-Unis, née d'une réponse à la crise dans les pays du Nord, ainsi que les stratégies des entreprises du secteur financier, ont créé un afflux de liquidités mondiales, qui a eu des répercussions sur la crise actuelle de la dette. Cette situation s'est traduite par une recherche mondiale de rendement dans l'ensemble des pays en développement, à l'origine d'un changement du profil des créanciers pour de nombreux pays à revenu faible et à revenu intermédiaire inférieur, avec un accès et un coût du financement très inégaux pour les pays à revenu faible et intermédiaire. Cette situation a engendré une vulnérabilité structurelle au « risque de marché », la capacité d'un pays à se financer et à se refinancer devenant fortement tributaire de facteurs échappant à son contrôle, ce qui s'ajoute depuis longtemps au problème de la volatilité des devises étrangères due à la dépendance à l'égard des matières premières.

Les problèmes de remboursement de la dette découlent d'obstacles au développement et des structures de production à l'échelle mondiale, qui sont elles-mêmes des produits du passé colonial, et moins, comme il est souvent avancé, d'une mauvaise gestion des finances publiques dans les pays concernés. Un autre aspect de cette situa-

tion est lié aux profondes défaillances institutionnelles dans la manière de répondre aux crises de la dette. Lorsque des problèmes de remboursement de la dette surviennent, les pays sont confrontés en même temps aux tractations entre créanciers, à des environnements juridiques disparates, à l'exclusion des marchés de capitaux et au risque de litiges avec leurs créanciers, tout en étant contraints de renoncer à leurs plans de développement. Cette situation s'accompagne souvent de programmes d'austérité du Fonds monétaire international (FMI) qui n'apportent pas de solutions équitables et durables aux problèmes de la dette et réduisent la capacité des États à protéger leurs populations vulnérables. Il est généralement admis que les crises de la dette sont, de manière caractérisée, traitées « trop peu et trop tard », ne parvenant souvent pas à rétablir la viabilité de la dette, et avec un coût social considérable pour le pays débiteur.

## > L'impact du Covid-19 sur la dette

L'irruption de la pandémie a mis en évidence et exacerbé des inégalités de l'économie mondiale qui existent depuis longtemps. Aux perturbations des échanges commerciaux, dont les pays dépendent comme source de devises, et à la baisse du cours des principales matières premières déterminé sur les marchés financiers, s'est ajouté au printemps 2020 le plus important recul des flux de capitaux jamais enregistré. Cela a entraîné une dépréciation des monnaies des pays, rendant encore plus écrasant le poids des remboursements de la dette en devises. Le manque d'accès aux devises fortes pendant une crise témoigne d'une intégration inégale et d'une position subordonnée dans l'économie internationale et crée une capacité de riposte inégale. Cela est particulièrement manifeste dans les niveaux très différents d'aides fiscales d'un groupe de revenus à l'autre, mais l'accès asymétrique aux liquidités nécessaires se trouve également renforcé par les mesures prises par certains protagonistes puissants.

Seuls certains des plus grands pays ont accès aux lignes de swap en dollars ouvertes par la Banque centrale américaine, et les dispositifs de financement régionaux sont restés pour la plupart inactifs, laissant au G20 et au Fonds monétaire international (FMI) le soin de définir la stratégie politique à adopter face aux problèmes de la dette mondiale. Pourtant, malgré des besoins en financement inconditionnel exempt de dette estimés à 2.500 milliards de dollars, ainsi qu'une annulation de la dette estimée à 1.000 milliards de dollars pour l'ensemble des groupes de revenus, et une restructuration de l'architecture de la dette attendue depuis longtemps, la stratégie adoptée a été dans toutes les régions et tous les groupes de revenus de recourir encore plus à des prêts coûteux, souvent à des pays déjà confrontés à des difficultés de remboursement de leur dette. Certains de ces pays consacrent déjà au service de la dette des montants du budget de l'État plusieurs fois supérieurs à ceux consacrés au secteur de la santé.

Les prêts du FMI et le report temporaire du service de la dette bilatérale par le biais de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) mise en place par le G20 en avril 2020, aggravent les problèmes d'endettement existants et devraient déboucher sur des années d'austérité, tout en permettant indirectement aux créanciers privés et multilatéraux qui n'y participent pas d'être remboursés. Le caractère volontaire de l'ISSD signifie que l'allègement du service de la dette est partiel et favorise les créanciers qui n'y participent pas, et qu'il est accordé à des conditions coûteuses et bien inférieures aux besoins. Le cadre commun établi en novembre 2020 pour aborder la restructuration illustre ces défaillances institutionnelles qui sont bien connues.

## > Une architecture déséquilibrée de la dette internationale

La pandémie met en évidence l'incapacité, connue de longue date, de l'architecture internationale de la dette à administrer l'ensemble des créanciers, à prévenir les problèmes d'action collective, à garantir l'équité entre les créanciers et, surtout, à faire en sorte que les difficultés de remboursement de la dette soient traitées de manière rapide, transparente, indépendante et globale, de façon à minimiser l'impact sur les populations des pays subissant une crise de la dette. Il est important de rappeler que l'approche actuelle est le résultat des efforts persistants de la part des créanciers d'administrer la crise de la dette en fonction de leurs intérêts, en refusant de manière répétée les propositions et les tentatives d'y remédier selon les modalités proposées par les pays à revenu faible et intermédiaire. Un élément central de ce système est constitué par les programmes d'austérité de la Banque mondiale et

du FMI, qui ont souvent des répercussions négatives sur les droits de l'homme et reposent sur un processus d'approbation des prêts qui qualifie les dettes de « viables », ce qui aggrave le fardeau de la dette, conduit à sous-évaluer l'ampleur du problème et compromet l'aide nécessaire. Pendant ce temps, alors que les cloches de la relance continuent de sonner fort dans certains pays à revenu élevé, la solution aux problèmes de la dette mondiale repose sur l'hypothèse que la croissance rebondira aux niveaux d'avant la pandémie et que les pays accepteront une « pandémie » d'austérité budgétaire après des dépenses déficitaires transitoires, renonçant à des investissements et à des dépenses sociales nécessaires afin de réduire les dépenses publiques.

Nous savons que les mesures de conditionnalité et d'austérité du FMI nuisent aux perspectives de croissance, ont un impact dévastateur sur la santé, exacerbent les inégalités et la pauvreté et se soldent par un faible bilan en matière de remboursement des dettes. Elles conduisent à reproduire des infrastructures socio-économiques sous-financées et affaiblies mais renforcent également le manque de légitimité auquel ces institutions sont confrontées. La solution adoptée a mis en évidence, une fois de plus, que les processus institutionnels renforcent les éléments qui vont dans le sens d'une intégration dans l'économie internationale. Le processus d'approbation des prêts est symptomatique du rapport de force inégal entre débiteurs et créanciers, ce qui met en relief l'aspect politique de savoir qui décide de ce qui peut et ne peut pas être payé. Les créanciers peuvent ainsi donner la priorité au coût de la restructuration de la dette sur le coût de leur échec à sa restructuration pour alléger la situation des débiteurs. ■

Toute correspondance est à adresser à Christina Laskaridis  
<[christina.laskaridis@open.ac.uk](mailto:christina.laskaridis@open.ac.uk)>

# > Les obstacles à la réduction de la pauvreté et des inégalités en Afrique

**Luckystar Miyandazi**, spécialiste des programmes de l'initiative Inspecteurs des impôts sans frontières, et coordinatrice pour l'Afrique du Pôle du PNUD consacré au secteur financier en Afrique (Afrique du Sud)

**A**vant même que la pandémie de coronavirus ne frappe la planète en mars 2020, la plupart des indicateurs signalaient des inégalités mondiales en hausse depuis plusieurs décennies. La pandémie de Covid-19 et ses conséquences sans précédent dans pratiquement tous les domaines de la vie telle que nous la connaissions n'ont fait qu'exacerber le caractère multidimensionnel des inégalités liées aux différences de nationalité, d'âge, de sexe, de race, d'origine nationale ou ethnique, de religion, de statut économique ou autres.

## > Une régression en matière de pauvreté et d'inégalités

Bien que les taux de prévalence et de mortalité du Covid-19 soient encore peu élevés en Afrique, le continent connaît actuellement des difficultés pour se remettre de la profonde crise financière et crise de la dette qui se sont aggravées avec la pandémie. Cette situation compromet tout particulièrement les avancées précédemment réalisées par l'Afrique pour atteindre les 17 objectifs de développement durable (ODD) dans des domaines tels que l'amélioration des soins de santé, l'accès à l'alimentation et l'éducation. Qui plus est, elle décrédibilise la reconnaissance par le biais des ODD adoptés en 2015 par tous les États membres des Nations unies, que la fin de la pauvreté passe par la réduction des inégalités. À l'échelle du continent, les aspirations de l'Afrique inscrites dans l'Agenda 2063 – une vision transformatrice à long terme du continent en faveur d'une croissance économique et d'un développement durables et inclusifs – donnent également la priorité à la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Les inégalités sont donc étroitement liées au développement et à la croissance économique et sont devenues un enjeu politique au niveau mondial.

Pourtant, d'après un rapport des Nations unies, l'Afrique subsaharienne devrait connaître en 2020 la plus forte hausse de l'extrême pauvreté, avec 26 millions de personnes en plus vivant sous le seuil international de pauvreté en raison de la pandémie. Ce chiffre ramène l'Afrique subsaharienne aux niveaux de pauvreté de 2015, ce qui représente une perte de cinq années de progrès dans la région. C'est pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, il est

crucial pour l'Afrique de se concentrer sur l'amélioration de la vie des plus pauvres et des plus marginalisés en créant une société viable, juste et équitable dans tous les domaines de la vie.

Pour beaucoup de pays africains, l'élément le plus préoccupant est l'inégalité économique, c'est-à-dire la répartition inégale des revenus et des opportunités entre les différentes catégories de la société. Même les pays africains dont le produit intérieur brut (PIB) est le plus élevé, tels que le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Algérie, le Maroc et l'Angola, enregistrent des niveaux de pauvreté et d'inégalité parmi les plus élevés.

Dans leurs efforts pour réduire les inégalités et investir dans la croissance et le développement, les pays africains sont confrontés à deux obstacles supplémentaires : les flux financiers illicites (FFI) et la crise croissante de la dette.

## > Les flux financiers illicites

Les FFI sont de l'argent gagné, transféré ou utilisé illégalement via certaines activités commerciales, comme la dissimulation des véritables propriétaires d'entreprises par le biais de sociétés écrans illégales, les activités de la criminalité organisée comme le braconnage, le trafic de drogues, d'armes et d'êtres humains, le vol de pétrole et de minéraux, et des pratiques de corruption qui jouent un rôle clé dans la facilitation de ces sorties de fonds. De riches sociétés multinationales, paradis fiscaux et particuliers sont à l'origine de la plupart des flux financiers illicites en provenance des pays les plus pauvres du monde. On observe une plus forte concentration de FFI dans certains secteurs, notamment les industries extractives et minières, qui ont tendance à se retrouver entre les mains de riches pays développés et partenaires commerciaux de l'Afrique. Au cours des vingt dernières années, d'innombrables scandales fiscaux, tels que les Luanda Leaks, Mauritius Leaks, Lux Leaks, Swiss Leaks, Panama Papers et Paradise Papers, entre autres, ont porté sur la place publique la question des flux financiers illicites de sorte que l'opinion publique et le monde politique se posent la question de savoir comment y remédier.



## “**Les flux financiers illicites ne sont donc pas un ‘crime sans victime’ : ils sont préjudiciables aux individus et à la société**”

D’après les informations disponibles de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l’Afrique perdrait chaque année environ 88,6 milliards de dollars, soit 3,7% de son PIB annuel, à cause des flux financiers illicites. Ces sorties de fonds sont presque aussi importantes que le total combiné des flux annuels de l’aide publique au développement et des investissements directs étrangers reçus par les pays africains. Cela montre que l’Afrique pourrait se passer de l’aide étrangère si elle était en mesure de récupérer l’argent perdu à cause des FFI pour l’investir dans le développement du continent.

Il s’agit d’argent qui est perdu pour un continent qui souffre déjà d’un manque de ressources. Les FFI ne sont donc pas un « crime sans victime » : ils sont préjudiciables aux individus et à la société. Ils ont également un impact important sur le développement dans la mesure où ils jouent un rôle prépondérant dans l’augmentation du niveau des inégalités socio-économiques en Afrique et dans le monde, en soustrayant l’argent nécessaire à la santé, à l’éducation, aux infrastructures et à d’autres biens et services publics.

### > Une dette croissante

L’Afrique est également confrontée à une crise financière imminente causée par des problèmes d’endettement croissants dus à des emprunts auprès de créanciers extérieurs publics et privés. Dans le contexte du Covid-19, certains pays africains ont demandé l’annulation ou l’allègement de leur dette pour les aider à se remettre des effets sanitaires et économiques dévastateurs de la pandémie.

Cependant, par exemple, certains des citoyens d’un pays enclavé et riche en ressources naturelles comme la Zambie, qui n’a atteint le statut de pays à revenu intermédiaire inférieur qu’en 2011, imputent la spirale d’une dette extérieure qui s’alourdit et le récent défaut de remboursement de la dette à la mauvaise gestion, à la corruption et au manque de transparence des élites politiques et aux mesures inappropriées prises par les pouvoirs publics, qui ont pour seul résultat d’accroître les taux de pauvreté et d’inégalité. En 2020, la Zambie est devenue la première nation africaine à cesser d’assurer le service d’une dette de 42,5 millions de dollars en euro-obligations. Le pays s’est efforcé d’assurer le paiement de sa dette extérieure à d’autres gouvernements, comme la Chine, aux institutions multi-

latérales et aux créanciers privés externes, y compris les prêts et obligations. Le Covid-19 a exacerbé la crise humaine et économique, le système de santé se retrouvant notamment submergé. Des secteurs clés de l’économie comme l’exploitation minière, l’agriculture et le tourisme ont été pénalisés par la pandémie, entraînant des pertes d’emplois et des taux de chômage élevés. La marge de manœuvre fiscale pour adopter des mesures susceptibles d’aboutir à des investissements plus importants dans des dispositifs de protection sociale est limitée en raison de la dette et des multiples avantages fiscaux accordés aux multinationales.

### > La nécessité de politiques fiscales favorables aux pauvres

La mobilisation des ressources intérieures (MRI) par le biais des impôts et de politiques fiscales nationales favorables aux pauvres peut jouer un rôle clé dans la réduction des inégalités économiques dans de nombreuses sociétés en Afrique et dans le monde.

La fiscalité joue un rôle essentiel et peut favoriser l’égalité, en générant par exemple des recettes qui sont ensuite consacrées à fournir des biens et services publics indispensables tels que l’éducation et les services publics de santé. Les impôts progressifs peuvent être utilisés comme un moyen de redistribution des revenus et de la richesse et de stimulation du développement de la protection sociale, réduisant ainsi les disparités économiques. Les impôts peuvent être un instrument social puissant dans la régulation des choix et des comportements, avec des répercussions positives en matière de santé, d’égalité entre les sexes et d’environnement. Les impôts sont également un outil important de représentation et de responsabilisation, dans la mesure où une meilleure répartition des impôts pour financer les services publics peut bénéficier particulièrement aux pauvres.

Il est clair que la fiscalité est une ressource essentielle pour la réalisation des objectifs de développement et peut jouer un rôle clé dans la réduction des inégalités en Afrique et dans le monde. Le rôle de l’impôt ne devrait pas être considéré comme unidimensionnel : il ne s’agit pas simplement de financer la lutte contre la pandémie et assurer la reprise pour demain mais plus largement de construire des sociétés plus justes et équitables. ■

Toute correspondance est à adresser à Luckystar Miyandazi  
<[AzreeStar@gmail.com](mailto:AzreeStar@gmail.com)>

# > Face à une double calamité en Inde, ce qui reste à faire

**E. Venkat Ramnaya** et **Viha Emandi**, Youth For Action (Inde)



*Les conséquences des catastrophes environnementales touchent principalement ceux qui souffrent déjà de manière disproportionnée de la pandémie. Par exemple, l'hôpital général Osmania d'Hyderabad, en Inde, destiné aux patients atteints de coronavirus, a subi des inondations en 2020 à la suite de pluies torrentielles. Crédit : Twitter.*

**Q**uand la pandémie connaîtra un reflux – si tel est le cas – nous serons loin d'un retour à la normale. Les pertes en vies humaines, en moyens de subsistance et en biens seront considérables, comme le montre le cas de l'Inde, dont les habitants ont été frappés par une double catastrophe, le Covid-19 et les inondations. En 2020, en pleine pandémie de Covid, la nature s'est déchaînée sur le pays lorsque des pluies torrentielles et des cyclones se sont abattus sur plusieurs États indiens, entraînant une perte de moyens de subsistance, une perte de récoltes et une perte de vies humaines. Cela a aggravé le sort de millions de migrants revenus dans leurs villages dans le contexte de la pandémie, faute de pouvoir subvenir à leurs besoins. Les opérations de secours menées par le gouvernement et les organisations de la société civile n'ont pas été à la hauteur d'une double catastrophe d'une telle envergure. La nature a fini par nous couper l'herbe sous le pied. Le Covid-19 est assurément une catastrophe en matière de santé publique, qui exige un investissement accru dans ce domaine. Mais, fondamentalement, la pandémie est révélatrice d'un déséquilibre écologique. Des preuves de plus en plus nombreuses montrent que la perte de biodiversité et les incursions humaines toujours plus nombreuses dans le monde naturel ont fortement contribué à l'apparition et à la propagation de maladies épidémiques comme le Covid-19. La compréhension de l'écologie et

l'évaluation des changements environnementaux seront essentielles pour identifier de possibles nouvelles pandémies. Le Covid-19 confirme également la nécessité d'accorder beaucoup plus d'attention aux biosciences qui sous-tendent l'agriculture, la santé et l'environnement.

## > Confinement et migration inversée

En Inde, les communautés vulnérables de migrants, en particulier des femmes et des enfants, ont dû faire face à toutes sortes de difficultés psychologiques et économiques. On sait que la majorité des femmes travaillent dans le secteur informel de l'économie ; lorsque, dans un mouvement de migration inversée, elles ont quitté les villes confinées pour revenir dans leur village, la plupart n'y ont pas trouvé d'emploi, suscitant chez elles dépression, désespoir et incertitude économique. Le nombre de plaintes pour violences domestiques a augmenté de 100% sur cette même période, sans que les femmes puissent obtenir aucune aide sociale des institutions. Souvent isolées, car dépourvues de téléphone portable pour contacter leur famille et en l'absence d'aide des autorités, de plus en plus de femmes ont été sujettes à l'anxiété et à des comportements suicidaires. Un grand nombre d'adolescentes et de jeunes femmes ont appelé le 1098, un service d'assistance téléphonique contre la maltraitance physique et psychologique des enfants. Les établissements de

>>

soins ne pouvant pas traiter de problèmes de santé autres que ceux du Covid-19, les femmes pauvres ont dû compter sur leurs propres ressources, dépensant des sommes importantes pour être traitées contre le Covid ou pour accoucher. La malnutrition a sévi à grande échelle parmi les femmes et les enfants car les aides gouvernementales n'étaient pas suffisantes et la fermeture des écoles a privé les enfants de leur repas de midi. Privées de travail, et voyant leurs maigres économies s'épuiser, de nombreuses familles ont connu la famine.

## > Inondations

Même dans les zones urbaines comme à Hyderabad, la population vulnérable des bidonvilles a dû, avec l'arrivée des eaux de crue, abandonner les lieux. Parmi ces communautés déshéritées, beaucoup ont perdu leur emploi et leurs biens, et ont dû se déplacer temporairement vers de nouveaux lieux, au prix de terribles souffrances physiques, psychologiques et économiques. Les inondations sont le résultat d'une planification urbaine défectueuse, du fait de la promotion de constructions sur les canaux de drainage et des réservoirs d'eau qui ont encore réduit la capacité de déversement dans l'environnement urbain. En outre, la série de cyclones et d'inondations qui ont touché l'Inde depuis 2014 est le résultat à la fois des émissions anthropiques (non seulement en Inde mais aussi dans d'autres parties du monde) et des activités de développement non planifiées dans le pays. À titre d'exemple, les très fortes crues de la rivière Kosi qui ont touché l'État oriental du Bihar en août 2014 ont été le résultat de pluies torrentielles au Népal, où la rivière prend sa source, qui ont déversé près de 80.000 mètres cubes d'eau. L'inondation des berges de la rivière Kosi qui en a résulté a affecté quelque 225.000 personnes et s'est soldée par la perte de vies humaines, de récoltes, de bétail et de biens.

## > Les gouvernements doivent agir

Le temps est venu pour les responsables politiques de prendre conscience de la situation du changement climatique et de travailler collectivement à la restauration de l'écologie et de l'environnement. Nous espérons que les États-Unis vont, sous la direction du président Biden, s'engager dans ce sens. Lors du XV<sup>e</sup> sommet du G20 en novembre 2020, le Premier ministre indien a lancé un ap-

pel en faveur d'un nouvel indice mondial pour le monde post-Covid, qui donnerait une place importante au respect de la nature en gardant à l'esprit la tutelle de la « Terre Mère ». Une autre initiative serait de créer un vaste réservoir de talents, pour s'assurer que la technologie parvienne à tous les secteurs de la société et surtout, de « la transparence dans la gouvernance ». La création de la Coalition pour des infrastructures résilientes aux catastrophes (CDRI), qui compte 18 pays et quatre organisations internationales parmi ses membres, donnera aux infrastructures endommagées par les catastrophes naturelles l'attention qu'elles n'ont pas reçue jusqu'à présent. Elle sera particulièrement importante pour sauver des vies et les moyens de subsistance dans les pays les plus pauvres qui sont touchés de manière disproportionnée par les catastrophes.

Les politiques mondiales peuvent prendre du temps, mais la voie à suivre en Inde devrait être de redéfinir le concept de « seuil de pauvreté » et de travailler à l'obtention d'un « indice d'autonomisation ». Cet indice d'autonomisation comprendrait la satisfaction de huit besoins fondamentaux : soins de santé, assainissement, logement, alimentation de base, énergie propre, éducation, eau potable et sécurité sociale. Le secteur des entreprises doit accompagner le gouvernement dans la réalisation de ces besoins fondamentaux ; plutôt que de se précipiter pour remporter des contrats de développement de vaccins, les entreprises devraient contribuer au développement durable pour produire des résultats qualitatifs afin que l'accès au vaccin puisse être « le premier droit » des populations vulnérables. Les fonds RSE (responsabilité sociale des entreprises) doivent être utilisés pour améliorer les infrastructures de santé, l'accès aux vaccins, et la mise en place d'activités destinées à atténuer les répercussions à la fois du Covid-19 et du changement climatique. Pour répondre aux défis sanitaires de l'après-Covid, le gouvernement indien doit augmenter le budget de la santé de son niveau actuel de 1% à au moins 5% du PIB. Pour reprendre les termes des femmes qui participent aux groupes d'entraide avec lesquels notre organisation travaille, le gouvernement doit leur fournir « un lieu sûr où vivre, un meilleur accès aux services de base et mettre en place des mesures d'urgence pour répondre à leurs besoins fondamentaux immédiats ». ■

Toute correspondance est à adresser à :  
E. Venkat Ramnaya <[vedvon@yahoo.co.in](mailto:vedvon@yahoo.co.in)>  
Viha Emandi <[viha.emandi@gmail.com](mailto:viha.emandi@gmail.com)>

# > L'économie fondamentale, clé de la rénovation sociale

**Julie Froud**, Université de Manchester (Royaume-Uni), pour le Collectif pour l'Économie fondamentale (Foundational Economy Collective)



Les manifestations de gratitude envers les travailleurs dits « essentiels » ont été nombreuses pendant la crise du coronavirus. Il est pourtant évident que la plupart d'entre eux restent mal rémunérés et travaillent dans des situations précaires, tout en étant exposés à de nouveaux risques liés au Covid-19 dans le cadre de leur travail.  
Crédit : [Flickr/Creative Commons](#).

**L**a pandémie actuelle rappelle avec force l'importance de ce qu'on appelle en anglais *foundational economy*, l'économie fondamentale, à savoir ces biens et services consommés au quotidien qui permettent de vivre en sécurité et de manière civilisée. Ceux-ci englobent notamment les infrastructures des réseaux de canalisations et de câbles qui assurent les services collectifs de distribution d'énergie, d'eau, etc., les communications, les transports et

l'approvisionnement en nourriture, ainsi que les services providentiels<sup>1</sup> de santé, de soins, d'éducation et de soutien au revenu<sup>2</sup>. On a tendance à les considérer comme acquis, et par là à sous-estimer les services ainsi fournis aussi bien que les travailleurs qui les fournissent, jusqu'à ce qu'une perturbation importante complique les choses ou crée une menace majeure. Avec la pandémie de Covid-19, de nombreux citoyens ont pris conscience de la précarité des systèmes de distribution alimentaire, de la même manière qu'une interruption de l'alimentation électrique ou un épisode de sécheresse nous rappellent notre besoin continu en électricité ou en eau. La pandémie a vu émerger les termes de « travailleurs-clés » ou « travailleurs essentiels », pour désigner les personnes qui ont continué à se rendre à leur travail pendant la crise pour assurer le maintien des infrastructures nécessaires à notre quotidien. Dans le même temps, il s'avère que nombre de ces travailleurs essentiels sont mal payés et en situation précaire, et sont exposés à de nouveaux risques liés au Covid-19 dans le cadre de leur travail.

Au-delà de ce rappel opportun du caractère essentiel de l'économie fondamentale, la crise actuelle fait ressortir l'importance de l'organisation collective, de l'approvisionnement collectif et, dans certains cas, de la consommation collective. Même les personnes à hauts revenus restent dépendantes de la qualité des systèmes de transport ou des soins intensifs dans les hôpitaux ; un revenu privé élevé ne garantit pas un bon signal Wi-Fi, ni un air pur ou des parcs publics de qualité. De la même manière, notre sécurité individuelle dépend, en cas de pandémie, de la qualité et de l'étendue des services de santé à travers le monde. Tout cela vient confirmer les limites des indices de progrès économique traditionnels (tels que le PIB par habitant), qui ne parviennent pas à rendre compte de l'ensemble des diverses valeurs qui contribuent à une bonne vie, et ne reconnaissent souvent pas de manière adéquate ceux et elles qui réalisent un travail essentiel.

## > Une rénovation des services et des infrastructures

Reconnaître l'importance de ces services matériels et « providentiels » exige une réflexion claire sur l'opportunité offerte par le moment présent. En bref, le défi à relever est double pour assurer une amélioration du bien-être des générations présentes et à venir en misant sur l'économie fondamentale. Les déficiences dans la fourniture des services fondamentaux s'étaient déjà manifestées dans de nombreux pays avant même que le Covid-19 ne frappe, suivant différentes combinaisons de sous-investissement, de privatisation, de marchandisation et de financiarisation. Des infrastructures qui s'effondrent littéralement, des services de soins sous-financés dans des sociétés vieillissantes, des « déserts alimentaires » où les citoyens n'ont pas facilement accès à des aliments frais de qualité, sont autant d'exemples d'un échec à fournir des services fondamentaux, alors que des améliorations favoriseraient le bien-être des citoyens.

Dans de nombreux cas, la rénovation fondamentale pour le bien-être des générations actuelles nécessite des ressources financières supplémentaires, tant pour le financement du capital que des revenus. Même dans des pays à revenu élevé comme l'Allemagne, la détérioration des infrastructures de transport et d'éducation a fait l'objet de [vifs débats](#). Pourtant, les seuls investissements ne suffiront pas à résoudre des problèmes qui sont également la conséquence de la manière dont les services sont organisés et assurés, ce qui signifie que la rénovation doit également prévoir la réforme de modèles économiques souvent dysfonctionnels. Par exemple, un système de soins sous-financé nécessite davantage de ressources pour répondre aux besoins sanitaires et sociaux d'un nombre croissant de personnes âgées ou vulnérables. Mais si les prestataires de soins sont détenus par des sociétés de capital privé ou d'autres formes de propriété de nature extractive, les ressources supplémentaires risquent d'être consacrées à l'augmentation des bénéfices et non à l'embauche de travailleurs supplémentaires ou à l'amélioration des soins. Ou, si les soins sont organisés par de grandes structures bureaucratiques avec une faible implication des bénéficiaires, les ressources supplémentaires devraient être combinées avec des réformes destinées à localiser l'offre et à faire davantage participer les parties prenantes.

Tout en améliorant les services aux citoyens en rétablissant des infrastructures et des services, le défi politique de la rénovation fondamentale consiste à s'attaquer aux crises du climat et de l'environnement afin d'assurer également le bien-être des générations futures.<sup>3</sup> Par exemple, nous ne parviendrons pas à atteindre les objectifs « zéro émission nette » (*net zero*) sans une participation significative des activités économiques fondamentales comme le logement, le transport ou l'alimentation.<sup>4</sup> Comme ces activités sont essentielles, nous ne pourrons pas réduire

nos émissions en faisant l'impasse sur ces activités mais en opérant des changements dans la production et la consommation, encouragés par de nouvelles réglementations et des changements de comportement. Il pourrait s'agir de techniques de construction différentes et de la modernisation des bâtiments existants pour les rendre plus efficaces sur le plan énergétique, de changements dans la composition des aliments consommés, et du remplacement des véhicules privés par des déplacements actifs ou en transports publics.

## > Un rôle évident pour l'État

L'État a un rôle évident à jouer dans ces processus de rénovation. Non seulement de nombreux services fondamentaux sont en partie fournis et/ou financés par l'État, mais la citoyenneté sociale, rendue possible par l'accès à ces infrastructures de la vie quotidienne, exige un État responsable et réactif. Bon nombre des infrastructures fondamentales d'origine, telles que les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, les réseaux électriques ou les hôpitaux publics, ont été fournies grâce à la planification et l'ingénierie, suivant une approche imposée d'en haut. La rénovation et l'offre de nouvelles infrastructures doivent également accorder un rôle beaucoup plus important à la participation des citoyens, en particulier lorsqu'il y a des arbitrages à faire (comme dans le cas de la lutte contre le changement climatique ou du respect des budgets) ou lorsque les communautés et les organisations locales apportent déjà leur expertise sur les moyens d'améliorer les acquis sociaux, comme dans le domaine de la santé publique.

La rénovation de l'économie fondamentale est également une condition préalable importante à d'autres politiques qui défendent le revenu de base universel ou les services de base universels. Ce n'est pas en donnant simplement de l'argent aux citoyens qu'on pourra garantir leur bien-être, car la qualité de vie dépend de l'accès à des services fournis collectivement tels que les soins de santé, le haut débit, le logement social, les transports publics intégrés et abordables et les espaces verts. Si la pandémie doit nous laisser quelque chose d'utile en héritage, cela doit inclure une rénovation de l'économie fondamentale, qui améliore la viabilité actuelle d'une manière socialement et écologiquement durable. ■

Toute correspondance est à adresser à Julie Froud  
<[julie.froud@manchester.ac.uk](mailto:julie.froud@manchester.ac.uk)>

1. Le terme « providentiel » est employé ici dans le sens de prévoyant, qui permet de pourvoir aux besoins futurs. Ce terme fait écho aux sociétés de prévoyance, qui ont été créées pour permettre aux gens d'épargner afin de payer les frais de maladie et autres dans le futur. Le terme englobe les services publics et les services d'aide sociale.

2. Pour plus d'informations, voir : <https://foundationaleconomy.com/introduction/>.

3. Pour plus d'informations, voir : <https://foundationaleconomy.com.files.wordpress.com/2021/01/fe-wp8-meeting-social-needs-on-a-damaged-planet.pdf>.

4. Par exemple, l'Institut de Stockholm estime qu'au Pays de Galles, 59% de l'empreinte écologique peut être attribuée à la consommation de nourriture (28%), au logement (20%) et au transport (11%). Cf. <https://gov.wales/sites/default/files/publications/2019-04/ecological-and-carbon-footprint-of-wales-report.pdf>.

# > Repenser l'État et l'économie pour l'avenir

Andreas Novy et Richard Bärnthaler, Vienna University of Economics and Business (Autriche)

**I**l est largement admis que nous traversons actuellement une époque de profonds bouleversements. La question n'est plus de savoir *si* des changements profonds auront lieu au XXI<sup>e</sup> siècle, mais *comment* cette transformation se produira – de manière chaotique, comme nous en faisons actuellement l'expérience dans la lutte contre la pandémie, ou si elle sera déterminée de manière collective. Dans le second cas, deux conditions préalables sont nécessaires : repenser l'économie, et renforcer les institutions publiques et démocratiques.

## > Les limites de la pensée économique du XX<sup>e</sup> siècle

Au cours des dernières décennies, la pensée libérale axée sur le marché, déjà dominante au XIX<sup>e</sup> siècle, a connu une renaissance. Souvent critiquée en tant que néolibéralisme, elle a imprégné la pensée et l'action politiques bien au-delà des politiques de droite. La capacité du marché à accroître l'efficacité (écologique) et à optimiser la répartition de ressources limitées est devenue un dogme, qui s'est imposé comme courant de pensée dominant dans l'Union européenne (UE) et aux États-Unis. Optimiser les marchés ne suffira pourtant pas à ce que nous respections les limites de notre planète – et pas seulement parce que la croissance verte (laquelle, en l'absence d'un découplage total entre croissance économique et pression environnementale, n'est en fait pas « verte » du tout) tend à annuler les gains d'efficacité par une augmentation de la consommation, mais aussi parce que le libéralisme de marché ne se préoccupe pas de la non-durabilité des pratiques et habitudes prédominantes. Ce modèle témoigne d'une foi quasi religieuse dans le pouvoir des consommateurs de « résoudre » la crise climatique par des choix de marché individuels éclairés et rationnels. Cette priorité accordée aux solutions du marché ne renforce pas seulement les inégalités d'accès à la consommation, elle constitue également une menace pour la démocratie. Dans le libéralisme de marché, l'État n'est ni faible ni réduit au laisser-faire, mais a clairement pour mission de faire respecter les contrats et de protéger les droits de la propriété privée. Mais dans un monde où les droits de propriété sont concentrés entre les mains d'entreprises commerciales, l'État libéral axé sur le marché a donné naissance à de nouvelles structures de pouvoir, non démocratiques et clairement inégalitaires. Les entreprises multinationales sont devenues des déci-

deurs et des régulateurs à l'échelle mondiale, capables de reporter les coûts sur la société et l'environnement et de convertir ce report en valeur pour les actionnaires privés.

Après la Seconde Guerre mondiale, dans les pays du Nord aussi bien que dans les *developmental states* (États « développeurs ») du Sud, un « consensus d'après-guerre » a émergé, fondé sur le *welfare capitalism* (capitalisme social). La dotation d'infrastructures était considérée comme une tâche fondamentale des autorités publiques : de l'accès à la santé et à l'éducation à la municipalisation ou nationalisation dans les domaines de l'approvisionnement en énergie, du logement et de la mobilité. Une variété de dispositifs – interventions macroéconomiques, limitation du champ d'action des marchés, et mesures de redistribution – ont donné lieu à des institutions économiques plurielles, rendant possibles la prospérité en Europe occidentale et en Amérique du Nord ainsi que le développement dans le Sud. À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, ce consensus économique a certes subi de graves revers dans les milieux universitaires et politiques, mais il a retrouvé de l'influence à la suite de la crise financière de 2008. Le capitalisme social version XXI<sup>e</sup> siècle correspond à une approche pragmatique de la transformation socio-écologique, qui défend la modernisation écologique et accorde à l'État un rôle plus actif dans l'innovation et les politiques industrielles, sans se préoccuper de la manière dont les impératifs de profit et de croissance ainsi que le consumérisme structurent nos modes de production et de vie. Résultat, les inégalités restent élevées, et la catastrophe climatique s'accélère. De plus, l'efficacité de l'« État providence régulateur » organisé territorialement s'est trouvée affaiblie par une économie de plus en plus déterritorialisée, permettant aux multinationales d'échapper aux législations nationales et de concentrer les richesses.

## > Un cadre émergent

Face à l'aggravation des crises, un troisième courant de pensée économique a émergé, reprenant des idées de Marx, de Keynes, de Braudel, de l'économie féministe et du Collectif pour l'économie fondamentale (*Foundational Economy*) afin de mieux faire la distinction entre : (i) les zones d'économie fondamentale correspondant aux activités quotidiennes, y compris l'approvisionnement local en produits de première nécessité ainsi que le travail de soins

>>

non rémunéré ; (ii) l'économie de marché créatrice de valeur, y compris l'approvisionnement local non essentiel et les activités orientées vers l'exportation ; et (iii) l'économie rentière qui prend de la valeur. La conception de Karl Polanyi de l'économie en tant que système organisant les moyens de subsistance est la mieux adaptée pour relever les défis de la transformation socio-écologique, en mettant l'accent sur la nécessité de développer et de renforcer l'économie fondamentale (première priorité) ainsi que l'approvisionnement local non essentiel (deuxième priorité), de convertir l'économie de marché orientée vers l'exportation et de réduire la part de l'économie rentière.

Tout en reconnaissant qu'une « vie bonne » pour tous dans les limites de notre planète ne peut être réalisée qu'en opérant une transition vers des modes de production et de vie post-capitalistes, cette approche manque d'une stratégie sur la façon d'introduire d'une manière démocratique les changements nécessaires. D'aucuns ont tendance à rejeter l'État et à privilégier les mouvements de base et l'activisme issu de la société civile, renforçant par là l'anti-étatisme propre au libéralisme de marché et le fatalisme politique, et confondant les positions post-politiques dominantes des dernières décennies avec l'action de l'État en général. La montée en puissance de divers gouvernements autoritaires démontre toutefois le pouvoir potentiel des institutions étatiques. Bien qu'aucun de ces gouvernements, qu'il s'agisse de celui du Brésil, de l'Inde ou de la Chine d'aujourd'hui, ne représente un modèle à suivre, ils montrent les potentialités inhérentes à l'État en tant qu'entité juridictionnelle délimitée dotée d'une souveraineté territorialisée, qu'il s'agisse de l'État municipal, de l'État-nation ou de l'État européen. Négliger le potentiel que recèle le monopole des États sur l'élaboration légitime des règles est non seulement naïf et dangereux mais revient surtout à s'enfermer dans des stratégies de niche, aux dépens de possibles projets contre-hégémoniques.

### > Le besoin d'institutions étatiques non capitalistes

Pour être efficaces, les stratégies visant à renforcer une adaptation future de l'économie doivent s'efforcer d'assurer des formes d'autodétermination territorialisées et interconnectées, en donnant du pouvoir à divers espaces politiques à la fois distincts et enchevêtrés, moyennant une démondialisation économique sélective – par exemple, la ville, la région, la nation et au-delà. Les États, qui gouvernent un territoire par le biais d'institutions publiques et démocratiques, ne doivent être réduits ni à l'État-nation ni à des bureaucraties centralisées. Des formes étatiques innovantes devront être davantage décentralisées, renfor-

çant et protégeant les institutions intermédiaires ainsi que les sphères de travail et de vie autogérées et non marchandisées. Cependant, une économie politique critique a souligné les limites d'une telle intervention étatique progressiste au sein du capitalisme, rappelant que l'État au sein du capitalisme est un État capitaliste.

Nous reconnaissons que les institutions publiques démocratiques ne peuvent s'épanouir que dans des systèmes économiques qui dépassent le capitalisme. Cependant, comme des zones non capitalistes ont toujours existé *au sein du* capitalisme, des institutions publiques non capitalistes peuvent également exister au sein du capitalisme, qu'il s'agisse de coopératives, de sociétés municipales ou de systèmes de retraite publics. Et comme le capitalisme est dépendant des zones d'économie fondamentale (en particulier les soins et les infrastructures), les institutions étatiques non capitalistes soutiennent la légitimité et l'efficacité du capitalisme. Puisque le capitalisme dépend de sa propre négation, l'intervention étatique peut renforcer les zones d'économie fondamentale qui permettent une vie civilisée pour tous. L'accès inclusif à des systèmes collectifs abordables d'approvisionnement (soins, santé, éducation, logement, mobilité) peut être combiné à l'exclusion d'options non durables (par exemple, l'interdiction des vols de courte distance) et à une orientation des investissements vers des activités économiques durables (par exemple, par le biais de subventions, d'investissements directs, de taxes, de pactes sociaux, de programmes de reconversion) pour garantir l'universalité sociale et écologique. À court terme, il s'agit d'une stratégie viable pour dépasser le néolibéralisme, en renforçant dans le cadre du capitalisme les positions écologiques et non capitalistes de l'État.

À long terme, cependant, le mode de production capitaliste reste incompatible avec une « vie bonne » pour tous dans les limites de notre planète. Par conséquent, pour dépasser le capitalisme, de nouvelles formes étatiques doivent évoluer autour de l'épanouissement de sphères de vie démarchandisées *au-delà de* leur fonctionnalité pour la reproduction du capital. Cela pourrait constituer une transformation des relations entre la société civile et l'État, où les investissements dans les infrastructures et le fonctionnement de l'approvisionnement en infrastructures seraient davantage socialisés et la dépendance vis-à-vis des revenus du marché du travail serait réduite. La promotion du bien-être se traduirait par plus de temps libre au lieu d'une augmentation des salaires, l'accès aux biens publics serait privilégié par rapport à la possession de biens privés, la réduction du coût de la vie (par exemple, des infrastructures et logements publics abordables) serait prioritaire par rapport à l'augmentation du pouvoir d'achat. ■

Toute correspondance est à adresser à :  
Andreas Novy <[Andreas.novy@wu.ac.at](mailto:Andreas.novy@wu.ac.at)>  
Richard Bärnthaler <[richard.baernthaler@wu.ac.at](mailto:richard.baernthaler@wu.ac.at)>

# > Covid-19 : Nouvelles articulations entre l'État et l'économie

**Bob Jessop**, Université de Lancaster (Royaume-Uni)

**N**ous ne mesurons pas encore toute la portée de la pandémie de Covid-19. Tant que le virus n'aura pas été maîtrisé, si ce n'est éliminé, nous ne saurons pas exactement quelles mesures ont été efficaces. Mais il est déjà clair que certains pays ont mieux réussi à limiter le nombre de cas et la surmortalité en général. Il est également évident que la pandémie a apporté de nouvelles justifications à l'intervention de l'État, axée sur l'aide mutuelle et le soutien aux entreprises privées. Cet article aborde cet aspect de la pandémie.

La pandémie actuelle peut être considérée comme une crise globale. Les crises ont tendance à bouleverser les visions du monde généralement admises et la manière de « continuer » à y vivre, remettant en question nos paradigmes théoriques et politiques en même temps que nos routines quotidiennes. Bien que les pandémies soient depuis longtemps reconnues comme une menace potentielle, la crise liée au Covid-19 a, dans un premier temps, été largement interprétée comme un choc exogène et accidentel menaçant l'humanité. C'est ce qui ressort des discours biopolitiques sur la sécurité visant à protéger la population, et des discours militants dirigés contre des menaces internes (travailleurs migrants ou population rom, par exemple). A contrario, la crise pandémique peut être attribuée à l'agriculture capitalisée, qui envahit le monde naturel et crée les conditions permettant aux maladies de passer de l'animal à l'homme. La propagation du Covid-19 s'explique également par le commerce mondial et les voyages internationaux, qui permettent de passer facilement d'un pays ou continent à l'autre. Néanmoins, l'incidence de la pandémie est inégale selon l'interprétation des différents régimes politiques, selon qu'ils donnent la priorité à la sécurité biopolitique, à la défense contre les ennemis intérieurs ou à l'économie par rapport à la santé (*wealth over health*).

## > Une réaction insuffisante du Royaume-Uni

Dans cet article, je m'intéresse plus particulièrement à l'Europe et à l'Amérique du Nord, où les mauvais résultats pourraient s'expliquer par une stratégie visant à subordonner plus directement et durablement la société

aux « impératifs » de la « globalisation » tels qu'ils sont interprétés dans le discours néolibéral. Cette stratégie favorise la « précarité » au sein de la société, en tant que moyen disciplinaire destiné à accroître la financiarisation de la vie quotidienne, d'où des inégalités croissantes de richesse et une stratification accrue des classes sociales. Elle accélère également le passage d'un État providence qui offre des droits de citoyenneté identiques, à un système coercitif d'aides au retour à l'emploi et, surtout aux États-Unis, à des risques d'emprisonnement. Le néolibéralisme privilégie les forces du marché et utilise le pouvoir de l'État pour les développer. À l'inverse, le Covid-19 privilégie l'État en tant qu'acteur clé, les partenariats public-privé et la solidarité sans conditions (l'aide mutuelle), et ressuscite la société d'entraide.

Le Royaume-Uni est un régime politique néolibéral qui était mal préparé pour affronter la pandémie, avec son ensemble d'entités publiques et privées fragmentées, décentralisées et mal coordonnées. L'attention du gouvernement a également été détournée par la nécessité de mettre en œuvre le Brexit, avec un nouveau Premier ministre surtout attentif aux résultats des sondages d'opinion. Cela dit, le système de santé britannique était mal préparé à la pandémie. L'augmentation des dépenses de santé par personne a été limitée à +1,2% en moyenne de 2009 à 2018, ce qui ne correspond pas à l'accroissement des besoins dans ce domaine. Il manque plus de 40.000 infirmières, 2500 médecins généralistes et 9000 médecins hospitaliers, ainsi que des équipements de soins intensifs.

Les gouvernements précédents avaient préparé un plan technocratique de lutte contre les pandémies, car il ne tenait pas compte du mauvais état des infrastructures de santé et des services sociaux, notamment en matière de ventilateurs et d'équipements de protection individuelle, ni de la précarité des travailleurs et des secteurs marginalisés de la population. Sur la base de sa stratégie de 2011 de préparation à une pandémie de grippe, le gouvernement britannique a décidé de « suivre les données scientifiques » telles qu'elles étaient présentées par le Groupe consultatif scientifique sur les urgences. Les données en question étaient basées sur une analogie trompeuse avec les épidémies de grippe, correspondant à une anticipation

>>

## “La pandémie a apporté de nouvelles justifications à l'intervention de l'État, axée sur l'aide mutuelle et le soutien aux entreprises privées”

selon laquelle le virus causerait 250.000 décès supplémentaires à l'issue d'une sélection naturelle (en laissant mourir les personnes âgées, en répartissant les malades dans des maisons de santé). Face au rejet de cette politique par l'opinion publique, le gouvernement a tenté d'aplanir la courbe à la hausse des infections afin de retarder la propagation du virus, puis a imposé des mesures à l'échelle nationale, avec un transfert partiel de compétences aux autorités locales. Puis divers niveaux de confinement ont été mis en place, souvent insuffisants et tardifs. En effet, le faible niveau des indemnités de maladie fait que les personnes en situation d'insécurité financière continuent à travailler, même lorsqu'elles sont malades. Cela a contribué au taux élevé d'infection et de mortalité.

Le gouvernement britannique a échoué à mettre en place un système « tester-tracer-isoler » opérationnel et, en raison de sa focalisation sur le secteur privé, n'a pas relié les services locaux et les agences nationales afin d'apporter une réponse cohérente. Il n'y a pas de suivi systématique des personnes isolées ou mises en quarantaine, à l'exception des voyageurs revenant de certains pays. Au Royaume-Uni, le dépistage du coronavirus est réalisé en dehors des structures habituelles du NHS, le service public de santé britannique, et sans la supervision médicale appropriée observée ailleurs (par exemple, en Allemagne, en Irlande ou en Corée du Sud). La politique de vaccination, en revanche, a été bien gérée par le service public de santé.

Dans sa stratégie de lutte contre le Covid, le Royaume-Uni a choisi de placer l'économie avant la santé – un choix du *wealth over health* qui a eu l'effet contraire de celui recherché. Car protéger la santé est également un moyen plus efficace de défendre l'économie. Aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Suède et au Brésil, les autorités ont d'abord nié le caractère mortel du Covid-19 et refusé de protéger les vies humaines. Maintenir les (grandes) entre-

prises en activité apparaissait comme plus important. Cela a conduit à des mesures d'isolement et des confinements tardifs, puis à des confinements « allégés » qui n'ont pas permis d'éradiquer le virus, et enfin à des assouplissements trop précoces, qui ont entraîné une résurgence de la pandémie.

### > Le succès d'une action étatique forte

Le Covid-19 a beau être une pandémie mondiale, la coordination entre les responsables politiques à travers le monde reste limitée par rapport à celle des scientifiques. Au lieu de cela, ce sont les solutions nationalistes qui ont prévalu dans les sociétés capitalistes avancées, et peu d'efforts ou de fonds sont consacrés à la coordination d'une campagne de vaccination mondiale. Cela est particulièrement évident dans les pays du Nord global, où l'on s'attendait à ce que la pandémie touche les pays du Sud global. Pourtant, indépendamment du fait qu'un pays soit démocratique ou autoritaire, insulaire ou continental, confucéen ou bouddhiste, communautariste ou individualiste, s'il se trouve en Asie de l'Est, du Sud-Est ou en Australasie, il a eu tendance à mieux gérer la pandémie que n'importe quel pays d'Europe ou d'Amérique du Nord. Les politiques « zéro Covid » adoptées par des pays comme la Nouvelle-Zélande, Singapour, le Vietnam, Taïwan et l'Australie, où une intervention forte de l'État et des mesures de santé publique ont été mises en place, ont donné de meilleurs résultats que les stratégies visant l'immunité collective, qui reposent sur un niveau tolérable de décès, une constitution progressive de l'immunité et/ou des politiques de vaccination à grande échelle. Gageons que les enquêtes à venir sur le Covid-19 critiqueront les mesures néolibérales prises et recommanderont à la fois des investissements solides dans des infrastructures adaptées de santé publique et de soins et un engagement fort en faveur d'une action efficace de l'État. ■

Toute correspondance est à adresser à Bob Jessop <[b.jessop@lancaster.ac.uk](mailto:b.jessop@lancaster.ac.uk)>

# > Le Léviathan est de retour !

## L'État à l'ère du coronavirus et la sociologie

**Klaus Dörre et Walid Ibrahim**, Université Friedrich-Schiller de Iéna (Allemagne)



Centre de vaccination à Erfurt, en Allemagne : reflet du côté bienveillant de « l'État à l'ère du coronavirus », ou mesure nécessaire à la relance économique ? Crédit : Walid Ibrahim.

**L**e Léviathan est de retour ! C'est ainsi que l'on pourrait résumer ce qui se passe actuellement dans certaines parties du monde dans le contexte de la pandémie de coronavirus. Dans son ouvrage fondateur, *Leviathan, ou Matière, forme et puissance de l'État chrétien et civil*, Thomas Hobbes choisissait l'analogie avec un monstre marin pour signifier la nature contradictoire de l'État moderne. À l'ère du néolibéralisme, le Léviathan semblait être en retrait. Bien sûr, cela n'a jamais été tout à fait vrai, car même au Chili, seul un État tyrannique a rendu possibles les expérimentations de marché radicales des « Chicago Boys ». Néanmoins, la critique sociale énoncée par la sociologie signifiait avant tout une critique du marché. Ce n'est pas un hasard si Karl Polanyi est devenu le principal témoin scientifique d'un double mouvement qui, à l'origine, se résumait à un vaste désencastrement des marchés. Depuis la pandémie de coronavirus, nous assistons à un retour de balancier. Le Léviathan est à l'œuvre – sous la forme d'un État d'urgence qui a pour objectif de lutter contre la pandémie et *en même temps* d'un État économique (*Wirtschaftsstaat*) interventionniste qui investit des milliards de dollars dans les pays et régions qui peuvent se le permettre afin de préserver et, si besoin est, de redresser l'économie.

### > Évaluer l'État à l'ère du coronavirus

Quelle analyse porter sur cet « État au temps du coronavirus » ? Les théoriciens des systèmes sont contrariés, car ils avaient exclu la possibilité d'un acteur étatique qui intervienne efficacement dans chaque sous-système social, tandis que les économistes keynésiens se réjouissent car la dette publique est désormais le moyen privilégié pour stimu-

ler l'économie. Les journalistes progressistes, de leur côté, s'inquiètent des droits fondamentaux que l'État à l'ère du coronavirus va suspendre pendant les nombreux confinements et fermetures. Comment *devrait-on* donc évaluer ce nouvel interventionnisme étatique ? En guise de réponse préliminaire, nous nous permettons d'avancer la thèse selon laquelle l'interventionnisme étatique pourrait accoucher d'un « capitalisme au nouveau visage ». Mais l'État à l'ère du coronavirus est hybride, dans la mesure où il lutte contre la pandémie et la récession en recourant à deux types d'interventions fondamentalement différentes qui ne sont que faiblement reliées l'une à l'autre. Le Covid-19 est traité par un État d'urgence qui, d'une part, agit dans le cadre constitutionnel et, d'autre part, déroge à la Constitution en suspendant temporairement des droits fondamentaux. La seule légitimation de l'état d'exception est la lutte contre la pandémie. L'État impose des règles contraignantes de distanciation sociale pour empêcher la propagation rapide de la maladie. Ce faisant, il répond à une catastrophe sanitaire ; pourtant, à mesure que la pandémie devient plus maîtrisable, l'état d'exception va perdre de sa légitimité. Toutes les tendances dont se réjouissent certains analystes dans l'état d'exception actuel – décélération de la vie quotidienne, renoncement à la consommation, évitement des voyages, temps consacré à s'occuper de soi et des autres – ne pourront être maintenues que sur une base volontaire une fois la pandémie derrière nous. La volonté pressante, qui se manifeste aujourd'hui clairement, de revenir à une normalité d'avant la pandémie donne une idée du décalage qui existe entre de telles analyses et la réalité.

L'État économique interventionniste doit être évalué différemment. L'abandon progressif de l'austérité budgétaire,

des budgets équilibrés, du *Schwarze Null*<sup>1</sup> et le projet – jusqu'à présent seulement esquissé – d'une fiscalité plus élevée sur les gros patrimoines et les hauts revenus, représentent un progrès par rapport à l'ancien radicalisme de marché. Néanmoins, l'État à l'ère du coronavirus ne garantit pas une transformation socio-écologique qui permette de réaliser les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. D'un point de vue politico-économique, il s'engage sur un terrain glissant, car même dans les pays riches, l'exorbitante dette publique ne fonctionne que si les banques centrales et les marchés financiers jouent le jeu et garantissent des taux d'intérêt bas. La situation est d'autant plus grave que les appareils d'État responsables se caractérisent souvent par leur manque d'imagination en matière de politique économique et industrielle. Habités à un interventionnisme prudent, ils ne savent que faire de la manne des programmes d'investissement et de reconstruction.

### > Les limites de l'interventionnisme économique

C'est aussi pour cette raison qu'il ne faudrait pas fonder de grands espoirs dans l'effet écologiquement durable de l'État à l'ère du coronavirus. L'État économique interventionniste a pour objectif direct d'empêcher une contraction de l'activité économique. La légitimité des programmes de reconstruction financés par la dette se mesure aux chiffres de la croissance. À cet égard, l'État à l'ère du coronavirus est une entité ambivalente. L'État économique interventionniste doit distribuer la soupe que son double inégal, l'État d'urgence pandémique, a préparée pour lui. Ce faisant, les objectifs de durabilité écologique sont abandonnés en cours de route.

Le changement climatique fournit un exemple concret. Le Covid-19 ne semble écologiquement bénéfique qu'à première vue. Comme le krach de 2007, le confinement et la crise économique provoquent une « décroissance subie » (*degrowth by disaster*). Certes, les restrictions des déplacements et l'effondrement temporaire de l'activité industrielle ont réduit les émissions de dioxyde de carbone dans une mesure jamais vue depuis des décennies. Mais avec la relance de l'économie, les émissions ont augmenté plus rapidement que prévu. D'après les calculs de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les émissions mondiales ont effectivement baissé de 5,8% au cours des trois premiers mois de 2020, soit l'équivalent des émissions produites par l'ensemble de l'Union européenne. Mais depuis avril 2020, les émissions mondiales sont

reparties à la hausse ; en décembre, elles étaient déjà supérieures aux niveaux du même mois de l'année précédente. Pour réaliser le scénario de réchauffement climatique de 1,5 degré que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) considère comme encore raisonnablement maîtrisable, il faudrait réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre de 7,6% en moyenne par an – mais de manière continue et non à la suite d'un confinement temporaire. L'AIE craint qu'on ne soit en train de rater une occasion historique d'un pic des émissions mondiales atteint en 2019. Les dures luttes pour une meilleure répartition, auxquelles toutes les sociétés sont confrontées en raison de niveaux d'endettement élevés et de la baisse des recettes fiscales, pourraient encore exacerber cette tendance.

Enfin, il faut noter que si l'État interventionniste est un Léviathan, ce monstre peut avoir des effets bénéfiques. Il protège la population du pays, en plaçant la vie humaine au-dessus des intérêts économiques. Le revers de la médaille, bien sûr, est qu'il fait de la lutte contre la pandémie l'objet de rivalités de nature impérialiste. Seuls les États qui disposent d'un nombre suffisant de vaccins et qui peuvent lancer rapidement leurs campagnes de vaccination auront la possibilité de voir leur économie se redresser rapidement. En conséquence, la menace sanitaire mondiale est combattue par le biais du nationalisme vaccinal. Malgré toutes les manifestations de solidarité, au printemps 2021, 10 pays dans le monde s'étaient arrogés 76% des vaccins disponibles. Au moins 85 pays à faible revenu pourraient mettre des années avant de commencer à immuniser leur population. Cela augmente le risque de mutations qui s'avèrent résistantes aux vaccins. De toute évidence, le système étatique dominé par le capitalisme est incapable de considérer les vaccins comme un bien public et de contribuer ainsi à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 3 d'une couverture de santé universelle. Dans sa forme dominante, l'État à l'ère du coronavirus est donc tout sauf un garant de progrès en matière de développement social et environnemental durable. Pour l'analyse et la critique sociologiques, cela implique que nous devons redéfinir notre sujet. L'État doit redevenir le thème central de l'expertise sociologique. Pour évaluer véritablement ce qu'est l'État à l'ère du coronavirus et comment il fonctionne, nous avons besoin de vastes programmes de recherche interdisciplinaires à portée mondiale. Il est temps pour la communauté sociologique internationale de s'atteler à ces tâches de manière rapide et décisive. ■

Toute correspondance est à adresser à :  
Klaus Dörre <[klaus.doerre@uni-jena.de](mailto:klaus.doerre@uni-jena.de)>  
Walid Ibrahim <[walid.ibrahim@uni-jena.de](mailto:walid.ibrahim@uni-jena.de)>

1. *Schwarze Null* ou « zéro noir » désigne un budget équilibré.

# > COVID-19 : La création de lieux à risque en Allemagne

**Daniel Mullis**, Peace Research Institute Frankfurt (Allemagne)



Atelier de production à l'abandon. Crédit : Daniel Mullis.

**S**elon Rosemary-Claire Collard, ce qui définit les calculs biopolitiques, c'est « de préciser quelles sont les vies qui sont contrôlées ou sécurisées ». La biopolitique, selon Michel Foucault, est une politique qui s'intéresse au bien-être d'une population. C'est la capacité de « faire vivre » et de « laisser mourir ». Matthew Hannah, Jan Simon Hutta et Christoph Schemann affirment que les mesures prises par l'État face au Covid-19 « ont été justifiées en termes biopolitiques par une "re-biologisation" de la population et par la perception d'un impératif primordial qui était de maintenir le plus grand nombre possible de personnes en vie ». Pourtant, certaines vies comptent manifestement plus que d'autres. Partout à travers le monde, le niveau d'infection par le Covid-19 augmente avec la marginalisation liée à la classe sociale, à la race et au genre. La pandémie a une géographie bien distincte, qui livre des informations sur les

secteurs négligés de la société, les espaces que l'État ne cherche pas à sécuriser. Je développerai ici cette argumentation en faisant plus particulièrement référence à la (non-)intervention de l'État en Allemagne.

## > Périphérisation

« Là où le virus est concentré, se trouve la périphérie, de la ville et de la société », affirment Samantha Biglieri, Lorenzo De Vidovich et Roger Keil. Lors d'un colloque qui s'est tenu début janvier 2021, Keil identifiait trois phénomènes interdépendants de périphérisation : La *périphérisation spatiale* concerne des lieux qui ne sont pas centraux dans les sociétés contemporaines ; la *périphérisation institutionnelle* découle de pratiques induites par l'État, qui ont pour résultat de reléguer une partie de la population en marge de la société ; et la *périphérisation sociale* concerne la division raciale de la société – une perspective que je souhaite élargir en ajoutant les dimensions de classe et de genre à celle de la race.

En ce qui concerne la géographie du Covid-19 en Allemagne, l'Institut Robert Koch a montré qu'au cours de l'hiver 2020/21, la mortalité a été environ 50 à 70% plus élevée dans les régions où les difficultés socio-économiques sont les plus fortes que dans celles où ces difficultés sont limitées. Les données concernant des zones urbaines comme Berlin, Brême ou Cologne indiquent que la pandémie frappe plus durement les quartiers où la densité de population est élevée, où le revenu moyen est plus faible et où le taux de pauvreté est plus élevé. En ce qui concerne la (non-)intervention de l'État, la *périphérisation institutionnelle* est la plus significative parmi les trois phénomènes de périphérisation. Elle devient évidente, par exemple, dans la production de la pauvreté ainsi que dans la production d'une périphérie spatiale.

En ce qui concerne le premier phénomène, la pauvreté s'est accentuée depuis la mise en œuvre de la réforme du système d'aide sociale allemand, connue sous le nom d'« Agenda 2010 ». Entre autres choses, un secteur à bas salaires a été mis en place et l'aide sociale de base a été

réorganisée. La pauvreté n'existe pas naturellement : elle est (re)produite par un système économique injuste, et favorisée par la législation et le pouvoir de l'État. Les conséquences sont évidentes. Les chiffres montrent que les personnes qui dépendent de l'aide sociale de base pour vivre sont touchées par le Covid-19 dans des proportions bien plus importantes que les couches plus aisées de la société. Les chômeurs de longue durée sont hospitalisés presque deux fois plus souvent que les personnes qui ont un emploi. Les personnes économiquement défavorisées vivent dans des logements surpeuplés ou exigus, souvent relégués en périphérie dans des logements sociaux, travaillent dans des conditions précaires, et sont privées d'infrastructures numériques, ce qui les empêche de suivre un enseignement à la maison en bonne et due forme. Tous ces éléments se traduisent par une plus grande vulnérabilité et une fracture sociale croissante. Depuis le début de la pandémie, les plus démunis ont connu des pertes de revenus, tandis que les classes moyennes ont conservé leur statut et que les très riches sont devenus plus riches.

Le deuxième phénomène abordé ici – la production d'une périphérie spatiale – est un processus politique qui intervient depuis le centre de la société. D'un côté, les décisions politiques prises en vertu des fondements de l'État capitaliste créent des paysages de centralité et de périphérie. Il en résulte des phénomènes d'exclusion, dans des logements sociaux, camps de réfugiés, foyers pour sans-abri, maisons de retraite, mais aussi l'affectation à des conditions de travail précaires. En Allemagne, tous ces environnements sociaux sont devenus pendant la pandémie des « points chauds » du Covid-19. En même temps, les lotissements et les HLM des quartiers urbains en particulier ont été décrits dans les discours politiques comme des espaces dangereux, afin de dissocier la pandémie de la société dominante. On retrouve cette stratégie dans les discours sur les ghettos. La pandémie est dans un premier temps spatialisée, puis une partie de l'espace est associée aux « migrants », aux « pauvres », qualifiée d'« incontrôlable », etc., ce qui permet d'arriver à la conclusion que cet espace, ainsi que ses habitants, constituent le véritable problème.

### > Centralité

Il devient évident que la création d'espaces (non) sécurisés est un processus politique mis en œuvre par les puissants. Foucault affirme qu'avec la néolibéralisation, l'économie politique devient la raison d'être des décisions gouvernementales. Wendy Brown ajoute que « l'objectif de l'État est de faciliter l'économie, et la légitimité de l'État est liée à la croissance de l'économie ». Les mesures prises en

Allemagne pour freiner la pandémie de Covid-19 se sont alignées sur ce principe. Selon les données disponibles, seuls 12,8% de la valeur ajoutée brute ont été directement affectés par les restrictions liées à la pandémie : ces effets se sont surtout fait sentir dans le commerce de détail, la restauration, l'éducation, les secteurs du voyage et des loisirs, et la culture. Pour les 87,2% restants de l'économie, les activités ont pu se poursuivre sans trop de dommages. Aucune tentative n'a été faite pour mettre l'économie à l'arrêt afin de protéger les travailleurs précaires de l'infection.

Ce qui ressort de cela, c'est que les épidémies de masse dans les espaces périphérisés sont aussi le signe d'une centralité. Les taux élevés d'infection dans les abattoirs, les centres logistiques et les écoles en témoignent. Il n'a ainsi jamais été envisagé d'interrompre la production dans l'industrie de la viande, qui en Allemagne est un secteur important orienté vers l'exportation. En ce qui concerne les centres logistiques, les propos d'Agnieszka Mróz, une employée d'Amazon originaire de Poznan, en Pologne, allaient dans ce sens lorsqu'elle assurait qu'elle et ses collègues n'étaient pas des victimes mais au contraire travaillaient au cœur même du capitalisme mondial, dans un pôle essentiel à la libre circulation des marchandises. Dans le cas des écoles, il est clair que, en dépit de tous les discours tenus sur les droits de l'enfant, la jeune génération n'a jamais compté pour beaucoup pendant la pandémie. Les écoles ont été ouvertes principalement pour que leurs parents puissent continuer à travailler, et non dans un souci de justice éducative.

### > Modèles de (non-)interventionnisme de l'État

Le Covid-19 est révélateur de multiples périphéries spatiales, institutionnelles et sociales, et ce sont précisément ces espaces où le virus et ses répercussions sociales se font sentir le plus. Les difficultés socio-économiques exposent les personnes à des risques mortels et à la pauvreté. En ce qui concerne l'interventionnisme de l'État, il est important d'attirer l'attention sur les voies autoritaires et sécuritaires que la plupart des gouvernements ont choisi d'emprunter pour faire face au virus, au lieu d'inclure la population dans un processus démocratique de restriction de la liberté fondé sur la solidarité et la justice. Mais il est également important de s'intéresser de plus près aux cas où l'État a choisi de ne pas agir, de ne pas sécuriser les espaces. Et où, au contraire, les décisions politiques qui ont été prises ont conduit à aggraver des phénomènes d'externalisation, de marginalisation et de périphérisation liés à la classe sociale, à la race et au genre, afin de protéger « les gens » dont les marginalisés sont séparés. ■

Toute correspondance est à adresser à Daniel Mullis <[mullis@hsfk.de](mailto:mullis@hsfk.de)>

# > Après la dépression : Le sujet post-néolibéral

**Arthur Bueno**, Université de Francfort (Allemagne) et membre du comité de recherche de l'ISA sur l'Analyse conceptuelle et terminologique (RC35)



31

*Le tournant du XXI<sup>e</sup> siècle a été en grande partie marqué par la dépression, qui se manifeste principalement par un sentiment d'épuisement et de vide et une incapacité à agir. Crédit : Ehimetalor Akhere Unuabona sur Unsplash.*

**N**ous vivons une époque de grandes transformations. De l'effondrement financier de 2008 à la vague de protestations politiques qui a émergé dans les années qui ont suivi, de la montée de nouveaux mouvements d'extrême droite aux répercussions actuelles de la pandémie, une série d'événements semblent indiquer que nous nous trouvons à un tournant historique : un monde est en train de mourir tandis qu'un autre n'est pas encore né. Ces processus posent de nouveaux défis non seulement aux institutions sociales en place mais aussi à ce qu'il y a de plus intime en nous-mêmes : ils manifestent un épuisement des façons de sentir, de penser et d'agir qui ont prévalu au cours des dernières décennies. Notre crise est aussi la crise d'une forme de subjectivité. Ainsi ne peut-on pas évaluer correctement les dangers et les potentialités du présent sans tenir compte de la structure de notre subjectivité et ses transformations actuelles. Mais comment caractériser ce sujet actuellement en crise ?

&gt;&gt;

## > Le sujet entrepreneurial dépressif

Le tournant du XXI<sup>e</sup> siècle s'est déroulé en grande partie sous le signe de la dépression. La souffrance psychique ne semblait alors plus se caractériser par les symptômes névrotiques classiques du temps de Freud, mais plutôt par un sentiment d'épuisement et de vide et une incapacité à agir. La névrose freudienne consistait en une maladie de la *culpabilité*, où le sujet se sentait tiraillé entre ce qui est permis et ce qui est interdit, entre l'autorité de la loi et la force des pulsions refoulées. La dépression, quant à elle, peut être décrite comme une maladie de l'*inadéquation*, où tout est apparemment permis mais où l'on se sent incapable de répondre à toute la gamme des possibilités disponibles. Une personne devient déprimée parce qu'elle doit supporter le poids de l'illusion que tout est réalisable : partagée entre le possible et l'impossible, entre l'infiniment disponible et ce qu'elle est réellement capable d'accomplir, la personne déprimée est une personne « à bout de souffle ».

Ce passage de la névrose à la dépression dans les diagnostics cliniques ne concerne pas seulement les expériences particulières de souffrance. On peut plutôt le considérer plus largement comme le signe d'un nouvel ordre social qui s'est établi à partir des années 1960 : un ordre dans lequel les individus ont été confrontés à des exigences de plus en plus fortes en matière de responsabilité individuelle et de réalisation de soi, dans un contexte de déclin du soutien social et d'intensification des inégalités, de la concurrence et de la précarité. En raison d'une « affinité élective » entre le développement d'un régime post-fordiste d'accumulation et la diffusion d'un idéal romantique d'authenticité personnelle, un nouveau sujet est venu occuper le devant de la scène : « l'entrepreneur de soi » néolibéral, censé réussir sur le marché en répondant de manière appropriée à l'exigence d'« être soi-même » ou, comme le préconise un livre à succès de développement personnel, son « meilleur soi-même » : *Be You, Only Better*. Plutôt qu'une obéissance disciplinaire, ce qui est attendu de ce sujet entrepreneurial est la poursuite d'une vie singulière faite à la fois de découverte de soi et d'expériences créatives, qui puisse émotionnellement se communiquer et s'adapter de manière flexible aux conditions du marché en constante évolution.

L'individu dépressif signale le moment où cette exigence d'être un entrepreneur de soi devient subjectivement problématique : lorsque la perspective d'une authentique réalisation de soi se transforme en vide et en épuisement, lorsque la recherche d'une autodétermination autonome aboutit à un sentiment d'aliénation. Plus qu'un simple diagnostic clinique, la dépression est ainsi devenue, au cours des dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, le maître-mot pour désigner divers types d'échec subjectif par rapport aux attentes normatives institutionnalisées.

## > Crise et politique de l'épuisement

Cette configuration sociale – qu'on peut désigner par métonymie comme la *société dépressive* – a beau être traversée par des tensions croissantes, elle est restée extraordinairement stable au cours des dernières décennies. À tel point qu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle, cette configuration institutionnelle semblait, par sa logique même, empêcher l'expression des symptômes dépressifs sous la forme de revendications politiques explicites et de luttes sociales organisées. Aujourd'hui, cependant, les pressions de cet ordre se sont à ce point intensifiées que sa persistance apparaît sérieusement compromise : l'épuisement dépressif est lui-même arrivé à un point d'épuisement. C'est en ce sens que je suggère de parler d'une *constellation post-dépressive* : une situation dans laquelle les tensions socio-psychologiques de l'ordre dépressif ont atteint un sommet, entraînant une variété de réactions et de luttes mais pas encore l'établissement d'un nouveau consensus et d'un cadre institutionnel stable.

Une telle analyse trouve son fondement, comme je le montrerai ici, dans le fait que les formes de lutte politique qui ont pris de l'importance ces dernières années peuvent être interprétées comme des réactions à deux tensions majeures inhérentes à l'individualité entrepreneuriale dépressive néolibérale.

En ce qui concerne la question de l'*autonomie*, la promesse de cette forme de subjectivité est que l'on peut atteindre l'autodétermination au travers de l'initiative entrepreneuriale : en proposant un produit innovant sur l'un des différents marchés dont la vie sociale est désormais composée, on serait en mesure d'y laisser sa marque personnelle et de les transformer à son image. Pourtant, l'échec répété de cette promesse conduit plutôt au sentiment marqué d'être soumis à un ensemble de lois préétablies souvent difficiles à comprendre et à modifier : « Il n'y a pas d'alternative. » Il n'est donc pas surprenant que plusieurs mouvements de notre époque manifestent un ressentiment marqué à l'égard des élites dirigeantes et revendiquent une plus grande participation : on peut considérer qu'ils constituent une réaction au *fatalisme* des formes de régulation sociale dominantes.

La subjectivité néolibérale est également marquée par une deuxième tension, concernant cette fois la question de l'*authenticité* : la tension entre la promesse d'une connexion affective avec les autres et la structuration de la vie sociale comme une compétition sur un marché entre des individus atomisés (que synthétise à nouveau l'une des devises de Thatcher : « La société n'existe pas »). Cependant, l'exigence que chaque personne soit autosuffisante a entraîné un sentiment croissant d'isolement et de fragmentation sociale. Dès lors, il n'est pas surprenant que plusieurs mouvements politiques de notre époque mani-

festent un désir d'expériences de communion affective : on peut considérer qu'ils constituent, à cet égard, une réaction aux formes dominantes de *désintégration* sociale.

Et pourtant, la situation post-dépressive n'est pas caractérisée par une seule forme cohésive d'action ou d'organisation politique. Nous n'avons pas tant affaire à un nouvel ordre qu'à une nouvelle constellation, un ensemble de réactions et d'horizons politiques différents. Dans ce qui suit, j'aborderai deux positions politiques qui ont pris de l'importance ces dernières années, mais qui ne doivent pas être considérées comme les seules à émerger dans le contexte de la crise actuelle. Notre présent est marqué par une question centrale – qu'est-ce qui vient après la dépression ? – à laquelle aucune réponse unique ou dominante n'a encore été trouvée.

### > Effervescence post-dépressive

Nombre des soulèvements politiques des années 2010 – du Printemps arabe au mouvement Occupy Wall Street, des révoltes de juin 2013 au Brésil aux « gilets jaunes » en France – ont été marqués dans leurs moments décisifs par des expériences d'immersion affective dans une collectivité vaguement structurée ainsi que par l'absence d'objectifs clairement définis. Ces deux caractéristiques sont cruciales pour comprendre pourquoi ces soulèvements peuvent être considérés comme des expressions d'une situation post-dépressive.

Le flou normatif et affectif de ces mouvements, pour lequel ils ont été si souvent critiqués, était en même temps la raison d'être de leur attrait : il permettait un sentiment de convivialité lié à une participation dans une atmosphère commune, et le sentiment que les différences sociales et politiques n'étaient plus irréconciliables et pouvaient au contraire donner lieu à une unité affective éprouvée indépendamment de la diversité. Ce point est essentiel pour comprendre la force de ces mouvements. Contrastant avec l'autosuffisance de l'auto-entrepreneur et l'isolement du sujet dépressif, l'expérience de se retrouver dans la rue avec une multitude de personnes a été ressentie par beaucoup comme une expérience affectivement libératrice ou « cathartique ».

Ceci étant dit, il est clair que ce sentiment (relativement indéterminé) de convivialité affective est né de la confrontation avec un antagoniste commun (là aussi défini de manière assez approximative) : le système politique, les institutions dominantes, « tout ce qui est là ». L'expérience de l'effervescence collective a été intensifiée par sa conjonction avec la contestation radicale, quoique momentanée, des normes établies. Confrontations avec la police, blocage de rues, occupation d'institutions publiques : soudain, l'existence ne semblait plus être contrainte par un ensemble de lois immuables et fatidiques. À la différence de l'adaptation de l'auto-entrepreneur aux normes pré-

tablies et du sentiment d'impuissance du sujet dépressif, l'expérience de la contestation de l'ordre établi pouvait donner le sentiment d'avoir retrouvé la capacité d'une réelle *autodétermination* collective.

De tels moments se sont toutefois révélés intrinsèquement instables. Très vite, on s'est rendu compte que ce sentiment de convivialité était composé d'éléments hétérogènes difficilement conciliables ; très vite, les personnes impliquées ont réalisé que leurs points de vue normatifs pouvaient conduire à des arrangements politiques radicalement différents. Une nouvelle série de tensions a précisément découlé du flou normatif et de l'indétermination affective de ces mouvements. Ces tensions ont marqué le début de luttes portant sur la signification politique et l'expression institutionnelle de cette expérience collective assez ambivalente – qui a donné naissance, entre autres positions politiques, à une nouvelle vague de mouvements d'extrême droite.

### > Autoritarisme post-dépressif

La perception de plus en plus nette de la fragmentation sociale peut expliquer pourquoi, à l'instar de ce qui s'était produit dans les mouvements des années 2010, la récente montée de la nouvelle droite a été caractérisée par de fortes attentes de communion affective. Cependant, l'expérience d'être immergé dans une multitude hétérogène, un « commun » indéterminé, a dans ce cas laissé place à des conceptions plus uniformes et exclusives de la communion (nationale) – comme dans le « Make America Great Again » de Trump ou le « Brésil au-dessus de tout, Dieu au-dessus de tous » de Bolsonaro.

On peut donc considérer que cette position politique répond à la désintégration sociale d'une manière agressivement *défensive* : elle considère que la convivialité affective n'est possible que par l'exclusion, voire l'élimination, d'éléments étrangers et corrompueurs – qu'il s'agisse de « communistes » (associés à la gauche), de « criminels » (associés aux pauvres racisés), d'« ennemis de la famille » (associés aux mouvements féministes et LGBTQI+), etc.

Mais la nouvelle extrême droite n'a pas seulement réagi au sentiment de fragmentation affective en soutenant différents types de croisades morales ; elle a aussi répondu d'une manière particulière au sentiment de délégitimation normative qui a gagné du terrain dans le sillage de la crise de 2008 et des manifestations politiques des années 2010. Dans ce cas, ce qui a fini par être perçu comme problématique concernant les institutions sociales n'est pas tant qu'elles semblent incarner des « lois de la nature » inexorables (comme dans l'ordre dépressif) mais plutôt que nous soyons amenés à vivre dans un monde dans lequel les normes « naturelles » auraient perdu leur efficacité. Le sujet autoritaire réagit moins à un état de fatalisme qu'au sentiment d'une situation d'*anomie*, c'est-

à-dire au sentiment que les formes de régulation qui assurent l'ordre et la stabilité des relations sociales ne sont plus valables.

Cela explique pourquoi une telle vision politique n'est pas orientée vers la suspension des normes dominantes, comme dans ces précédentes expériences d'effervescence collective, mais plutôt vers la mise en place d'un ordre répressif. En réaction à une société perçue comme socialement désintégrée et anomiquement dérégulée, l'autoritaire revendique une communauté politique capable d'extirper les éléments jugés responsables de la désintégration, et d'imposer des normes suffisamment coercitives ou violentes pour conserver leur efficacité.

Pourtant, en plus d'être autoritaire, la nouvelle extrême droite se caractérise aussi souvent (et de manière particulièrement évidente dans le cas brésilien) par des revendications en faveur d'une radicalisation encore plus poussée du projet néolibéral. Tel est le paradoxe de l'autoritarisme post-dépressif : tout en réagissant à la crise de la subjectivité néolibérale et en y puisant sa force d'opposition, il s'efforce par tous les moyens de poursuivre, voire de radicaliser, cette même forme de subjectivité. C'est précisément dans cette structure paradoxale – une tentative de dépasser la dépression en rétablissant les conditions de la dépression – que réside l'une des sources de son énorme potentiel destructeur.

L'autoritarisme et le néolibéralisme radical se retrouvent donc ici mêlés d'une manière particulière (qu'on pourrait qualifier de post-dépressive). Leur alliance politique conduit, d'une part, à l'idée qu'il est possible d'établir une communion affective qui serait fondée sur l'exclusion, ou l'élimination, de quiconque refuse l'idéal d'un entrepreneur de soi prétendument intègre : « le bon citoyen ». Elle conduit d'autre part à l'idée qu'un ordre normatif suffisamment cohésif ne peut être assuré que moyennant l'application imperturbable, et violente si nécessaire, des « lois du marché » : il *ne doit pas* y avoir d'alternative.

### > Au-delà de la dépression ?

On ne saurait cependant considérer une telle combinaison de néo-autoritarisme et de néolibéralisme radical comme le seul ou principal horizon qui s'offre à nous dans la situation actuelle. Une analyse plus complète, que je ne peux pas poursuivre ici, consisterait à examiner la manière dont d'autres projets politiques ont répondu à la crise de la subjectivité entrepreneuriale dépressive – dont on peut estimer que les tensions inhérentes se sont intensifiées avec l'éruption de la pandémie. Mais la voie que nous pourrions emprunter collectivement à cet égard, quelle qu'elle soit, ne peut que découler des tensions et des luttes issues de cette constellation. ■

Toute correspondance est à adresser à Arthur Bueno <[oliveira@normativeorders.net](mailto:oliveira@normativeorders.net)>

## > La représentation visuelle du travail invisible

Jenni Tischer, Université des arts appliqués de Vienne (Autriche)

**S**uite aux mesures mises en place pour lutter contre le Covid-19, certains d'entre nous font l'expérience de la distanciation sociale, de l'enseignement à distance, de la séparation et de l'isolement dans différents environnements. À première vue, il semble que l'on puisse parler d'un « nous », voire d'une expérience collective, ou même aller plus loin et penser à un collectif au niveau mondial. Mais en m'appuyant sur mon expérience d'enseignante à l'Université des arts appliqués de Vienne, je ne pense pas vraiment que ce soit possible. À l'heure où la libre circulation des personnes dans les espaces publics connaît des restrictions drastiques, l'éventail considérable des options politiques et sociétales pour faire face à cette situation exceptionnelle devient de plus en plus clair.

Les espaces collectifs d'apprentissage et de découverte tels que les écoles et les universités, ainsi que les espaces publics comme les parcs et les terrains de jeux, ne sont toujours que partiellement accessibles, ce qui déplace le centre de gravité de la vie vers l'espace privé. Ceux qui ont perdu leur emploi et dont les enfants ne peuvent plus être accueillis dans des services de garde – et ceux qui n'ont pas la possibilité de passer les week-ends dans une maison avec un jardin – se retrouvent confinés dans l'espace restreint de leur domicile. Les statistiques témoignent d'une augmentation des cas de violence domestique (psychologique et physique), et la question de la division du travail liée au sexe est – à nouveau – à l'ordre du jour. Au fond, le Covid-19 met en évidence le type de travail dont nos sociétés dépendent : le travail qui présente un intérêt pour le système, et le travail reproductif. Nous dépendons tous de travailleurs, rémunérés ou non, qui prennent soin de nous. Chaque corps et son environnement ont besoin d'être accompagnés, soignés, maintenus propres, nourris, aimés, protégés, pris en charge, guéris, régénérés. J'aimerais souligner ici que la notion de « travail présentant un intérêt pour le système » (*system-relevant*) prête particulièrement à controverse, car elle implique que tout travail n'a pas la même importance pour « le système ».

Comme nous en avons tous fait l'expérience, l'attention accrue portée par les médias à ces emplois qui assurent nos besoins fondamentaux et existentiels, et la visibilité soudaine des employés de supermarché, ont amené les gens à faire des gestes comme manifester leur gratitude par des applaudissements. L'une de mes étudiantes, Nora Licka, a écrit un article sur la différence entre un geste

effectué collectivement en public, et la solidarité en tant qu'acte politique. Sa conclusion est qu'un geste collectif de gratitude effectué en public est un geste fort qui peut changer la façon de penser des gens et donner l'espoir et la force de continuer. Mais au bout du compte, il ne contribuera pas à améliorer les conditions de travail et la sécurité des travailleurs dans les supermarchés, les hôpitaux, les crèches, etc., ni à une rémunération plus équitable et plus élevée et à la réduction des heures de travail sur le long terme. En outre, lorsqu'on revient à la question de savoir ce qui est considéré comme présentant un intérêt pour le système, on prend conscience qu'il existe, et qu'il a toujours existé, un travail invisible (et non rémunéré), soit parce qu'il a lieu dans la sphère privée et domestique, soit parce qu'il est effectué de nuit.

Sur cette toile de fond, j'aimerais présenter et expliquer mes deux collages de 2020 qui accompagnent cet article : *Nightcleaners* et *Service*. Dans le collage *Nightcleaners*, on peut voir la figure découpée et dupliquée tirée d'une image du documentaire expérimental *Nightcleaners* (1972-75) réalisé par le Berwick Street Film Collective, et l'image de deux sculptures en marbre allongées extraite d'une photo sur *Hartford Wash: Washing/Tracks/Maintenance: Inside* (1973), une performance de l'artiste Mierle Laderman Ukeles qui a eu lieu au musée du Wadsworth Atheneum de Hartford. L'idée initiale du Berwick Street Film Collective était d'amener un groupe de femmes immigrées et de la classe ouvrière à s'associer à un groupe de militantes féministes pour tenter de former un syndicat. L'une des artistes, Mary Kelly, faisait partie de l'équipe du film et participait également en tant que militante féministe à la campagne organisée par les femmes qui faisaient le ménage la nuit. L'un des principes premiers était de réaliser un documentaire en temps réel sous la forme d'un film d'une durée d'environ huit heures qui montre simplement le nettoyage de toilettes. En référence à l'affiche du documentaire *Nightcleaners*, qui montre les séquences d'une femme nettoyant des toilettes, les images fixes du collage représentent l'activité répétitive et potentiellement sans fin qui consiste à nettoyer de nuit les saletés que les employés de bureau laissent derrière eux. Aux pieds de la femme, on voit l'image doublée d'une sculpture en marbre blanc représentant une femme allongée sur le sol, saisie dans une pose apparemment détendue.

On peut voir cette sculpture à l'arrière-plan d'une photographie prise pour documenter la performance de l'ar-



Jenni Tischer, *Nightcleaners*, collage sur papier, 30 x 40 cm.

tiste américaine Mierle Laderman Ukeles, où on la voit laver le sol du musée. Le *Manifesto for Maintenance Art* (Manifeste pour l'art de l'entretien) de l'artiste, écrit en 1969, ainsi que l'ensemble de son œuvre, traitent des domaines non reconnus et dévalorisés de la vie domestique, du travail de reproduction et du travail de nettoyage. En transférant le travail domestique de la sphère privée au domaine public, le travail domestique devient visible. Et en déclarant que ce travail est de l'art [« Je fais un tas de travail de lavage, de nettoyage, de cuisine, de rénovation, de soutien, de préservation, etc. Aussi, (jusqu'à présent séparément) je "fais" de l'Art. Je vais simplement faire ces choses quotidiennes d'entretien, et les faire remonter jusqu'à la conscience, les exposer, comme de l'Art »] et en l'exposant, Laderman Ukeles a non seulement soulevé des questions sur la visibilité et la valeur du travail de reproduction, mais a également démontré comment les substrats systémiques du soutien matériel (même lorsqu'il s'agit d'art) sont inévitablement enchevêtrés avec la production de valeur, surtout si le processus semble être immatériel. La construction inversée de la représentation dans le collage remet en question la hiérarchie de la blancheur représentée par une iconographie créée au sein du



Jenni Tischer, *Service*, collage sur papier, 30 x 40 cm.

classicisme, qui a ignoré toute polychromie dans la sculpture, construisant une idéologie raciste basée sur une pure monochromie et une pure blancheur qui n'avaient jamais existé initialement dans le monde ancien.

*Service* est un collage composé de copies d'une photo tirée d'un journal dans laquelle une femme fait le ménage devant une affiche représentant une femme avec un casque audio. La femme qui nettoie le sol est représentée de dos et porte un uniforme bleu, tandis que la femme de l'affiche nous sourit et est censée représenter l'opératrice de service agréable et avenante. Le collage fait ressortir que même si l'équipement technique est susceptible de changer – comme le plumeau et l'aspirateur qui sont rassemblés dans le collage – on ne peut modifier la façon dont le travail est valorisé dans le secteur des services en se contentant simplement d'utiliser une image ou un équipement différent. Il reste encore à mettre en évidence et à démêler l'enchevêtrement de la représentation, de la valorisation, et du travail invisible, afin d'examiner la structure cachée qui définit le « sale boulot » suivant des clivages liés à la classe sociale, la race et le genre. ■

Toute correspondance est à adresser à Jenni Tischer <[jenni.tischer@uni-ak.ac.at](mailto:jenni.tischer@uni-ak.ac.at)>

# > Les violences domestiques pendant la pandémie mondiale

**Margaret Abraham**, Hofstra University (États-Unis), ancienne présidente de l'ISA (2014-18) et membre des réseaux de recherche de l'ISA « Racisme, nationalisme, indigénéité et appartenance ethnique » (RC05), « Sociologie des migrations » (RC31), « Femmes, Genre et Société » (RC32), « Droits humains et justice globale » (TG03) et « Violence et Société » (TG11)



Crédit : [Flickr/Jane Fox](#).

**L**e fait qu'il y ait une augmentation de la violence domestique en période de crise et d'incertitude est clairement établi. L'actuelle pandémie mondiale de Covid-19 ne fait pas exception. Depuis mars 2020, le coronavirus a donné lieu à divers mesures de « confinement » (*lockdown*, *stay-at-home*, *shelter-in-place*) dans le monde entier, imposées par les gouvernements pour restreindre la libre circulation des personnes. Si ces mesures se sont avérées nécessaires pour freiner la propagation du virus, elles ont provoqué ce que certains appellent une « pandémie fantôme » de violence domestique. Les mesures d'isolement social et de distanciation sociale, vitales pour la santé et la sécurité publiques, se sont paradoxalement traduites par nettement moins de sécurité pour les personnes vivant dans un contexte de relations dysfonctionnelles et abusives. Les difficultés financières et le stress, également causés par la pandémie, ont conduit dans certaines familles à des actes de violence qui ne

se produisaient pas auparavant. Pour les personnes qui étaient déjà victimes de mauvais traitements, la situation actuelle a aggravé et exacerbé les actes de violence, conduisant dans certains cas à la mort.

Qui dit violence domestique dit pouvoir et contrôle exercé par un individu sur un autre ; celle-ci peut être physique, émotionnelle, verbale, sexuelle, psychologique ou économique. Si les cas de violence domestique existent dans tous les milieux, il faut cependant se garder de faire des généralisations. Chaque cas et chaque relation s'inscrit dans un contexte particulier de déséquilibres en matière de pouvoir, de privilèges et de contrôle. Il existe également des points communs et des différences complexes dans les expériences, qui se trouvent à l'intersection de la race, de l'origine ethnique, de la classe sociale, du genre, de l'orientation sexuelle, de la caste, de la culture, de l'âge, de la région, de la religion et du statut d'immigrant. Les recherches indiquent que la violence domestique s'exerce de manière disproportionnée sur les groupes marginalisés aux niveaux micro, méso et macro. C'est ce que montre la pandémie de Covid-19, les groupes marginalisés supportant une plus grande part du fardeau si l'on en juge par les pertes d'emploi, les difficultés financières et les taux d'infection (en raison notamment d'une plus grande exposition dans les emplois de services essentiels et/ou d'un accès limité aux soins de santé).

## > Dans le contexte de la pandémie

Depuis mars 2020, des rapports émanant de plusieurs pays ont montré que les confinements et les diverses

restrictions mises en place ont augmenté et intensifié les actes de violence liée au genre, en particulier les violences à l'encontre des femmes et des enfants. Les personnes victimes de maltraitance, incapables de s'échapper et de quitter le foyer familial, et disposant d'alternatives réduites, se sont retrouvées isolées de leurs amis, de leurs familles, de leur environnement de travail et d'autres réseaux de soutien. Cela a créé des conditions dans lesquelles les auteurs des abus ont pu exercer sur leurs victimes une surveillance et un contrôle accrus et continus, y compris sur leur comportement, en limitant leur accès à la nourriture, aux vêtements, aux soins de santé et aux produits sanitaires. La pandémie a également, de manière involontaire, créé des obstacles à la disponibilité de ressources communautaires et de santé mentale indispensables. La peur, mais aussi le manque d'alternatives viables et sûres, ont forcé les victimes de violences à rester avec leurs agresseurs.

La situation créée par le coronavirus a réduit de nombreuses formes de soutien institutionnel et social pour tous. Si le pouvoir et le contrôle restent des éléments essentiels de la violence domestique, les facteurs de causalité ont été accrus par le stress et les difficultés liés à la pandémie, notamment l'insécurité alimentaire, le chômage, la peur et l'anxiété, la frustration, la dépression, l'aliénation et la souffrance. La fermeture des écoles et des structures d'accueil pour les plus jeunes s'est, dans de nombreux cas, ajoutée à ce stress, mettant à rude épreuve les ressources familiales à tous les niveaux ; les enfants qui vivent dans des foyers violents se sont également retrouvés d'autant plus exposés. Il devient plus difficile de chercher

>>

de l'aide dans les limites du foyer, a fortiori lorsque les mesures de santé publique et de sécurité obligent les organismes à fermer l'accès à leurs bureaux pour n'être plus disponibles qu'en ligne. Cependant, le Covid-19 a également conduit certaines organisations à réfléchir de manière créative à de nouvelles façons d'aller au devant de personnes dans le besoin et de fournir des services de soutien indispensables.

Le problème a été identifié dès le début de la pandémie. Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a ainsi exhorté les gouvernements à prendre des mesures pour faire face à « l'horrible flambée de violence domestique » dans le monde et à se préoccuper de la sécurité des femmes, parallèlement à la lutte menée contre la pandémie. Des groupes, associations locales et organisations de lutte contre la violence sont intervenus à différents niveaux pour venir en aide aux personnes victimes de violence domestique. Aux États-Unis, la National Domestic Violence Hotline a signalé une augmentation de 9,5% du nombre total d'appels reçus entre le 16 mars et le 16 mai 2020 par rapport à la même période en 2019. Le service d'assistance téléphonique a également livré des informations sur la façon dont les agresseurs, à la faveur du Covid-19, ont accru leur contrôle et leurs actes de maltraitance qui peuvent aller désormais du refus de nourriture jusqu'à la rétention d'articles de santé et de sécurité essentiels tels que savons, gels désinfectants et masques de protection. Dans certains pays, la capacité d'action des agresseurs s'est accrue dans la mesure où l'accès à la justice et à d'autres mécanismes de soutien tels que la police, les refuges et les tribunaux a été limité et le traitement des dossiers retardé. La situation des immigrants est aggravée par la peur de l'expulsion. Les politiques et les pratiques des gouvernements

pendant la pandémie en matière de migration interne et externe ont des répercussions sur les personnes victimes de violence domestique et de genre, qui ne sont souvent pas assez prises en compte.

En se conformant aux protocoles de sécurité pendant la pandémie, les organisations de lutte contre les violences domestiques ont dû modifier leurs méthodes de travail pour venir en aide aux victimes. Kavita Mehra, directrice exécutive de Sakhi for South Asian Women à New York, explique :

*Pendant les mois de mars et d'avril 2020, alors que les ordres de confinement domiciliaire étaient en vigueur à New York, Sakhi for South Asian Women prêtait ses services aux habitants qui vivaient dans l'épicentre de l'épicentre. D'après les conversations que notre équipe a eues avec des victimes, en particulier celles vivant à Brooklyn, dans le Queens et dans le Bronx, il apparaît que les formes de violence s'intensifiaient et devenaient plus extrêmes. Simultanément, il fallait gérer les retombées économiques inattendues de la pandémie, qui a entraîné des niveaux inédits d'insécurité en matière de logement, d'insécurité alimentaire et de manque de services publics. Les maigres aides du gouvernement fédéral ont été un soulagement pour certaines victimes ; celles qui étaient sans papiers et/ou qui avaient encore un compte bancaire partagé avec leur agresseur se sont retrouvées sans protection. Pour venir en aide aux habitants, Sakhi a distribué plus de 130.000 dollars d'aide d'urgence et plus de 7.000 kilos de denrées alimentaires entre mars et octobre 2020.*

Certaines organisations de lutte contre les violences domestiques ont constaté qu'elles ne recevaient pas autant d'appels en raison des difficultés, de la peur et du manque d'intimité auxquels les personnes se

trouvaient confrontées dans le cadre restreint de leur foyer.

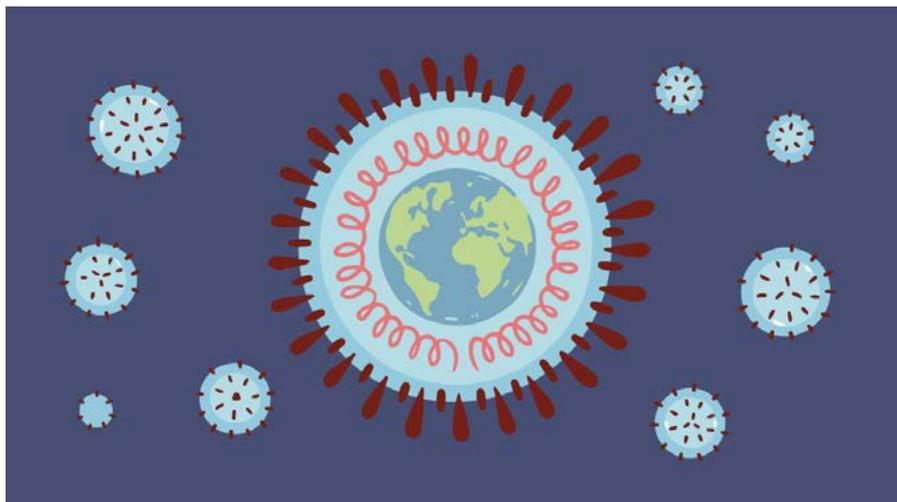
### > **Que peuvent faire les sociologues ?**

La lutte contre la violence domestique ne peut pas attendre que cette pandémie passe. En tant que sociologues, nous devons mettre à contribution une sociologie mondiale contextuelle et conjuguer nos efforts avec ceux des scientifiques, des spécialistes des sciences sociales, des décideurs politiques, des activistes et autres parties prenantes pour élaborer ensemble un programme destiné à mettre fin à la violence liée au genre et apporter des changements structurels. Nous avons besoin de meilleures méthodes de collecte et de communication des données. Nous devons comprendre les dynamiques sociales, économiques et politiques qui interviennent dans les expériences de violence domestique en période de Covid, et mettre à profit cette compréhension pour guider notre action. Qu'est-ce qui, en période de cataclysme, empêche les femmes et les enfants de sortir de relations abusives, ou au contraire les aide à en sortir, et quelles sont les difficultés et les réussites que nous avons observées ? À partir d'une approche intersectionnelle, nous devons utiliser nos connaissances, nos outils théoriques et nos analyses pour attirer l'attention sur cette question, agir et intervenir. Nous devons soutenir les organisations et les initiatives qui trouvent des moyens créatifs de faire face à cette nouvelle réalité. Nous devons, nous-mêmes, repenser et reconfigurer la manière dont nous abordons la violence domestique et toutes les formes de violences fondées sur le genre, dans cette période de l'histoire de l'humanité. Les femmes et les enfants confinés, chez eux avec leurs agresseurs, ne peuvent pas attendre. ■

Toute correspondance est à adresser à :  
Margaret Abraham  
<[Margaret.Abraham@Hofstra.edu](mailto:Margaret.Abraham@Hofstra.edu)>

# > Crise du Covid-19 : Féminismes et nouvelles sociologies

**Karina Batthyány**, Secrétaire exécutive du CLASCO, Uruguay, et **Esteban Torres**, Universidad Nacional de Córdoba-CONICET, Argentine



Crédit : Creative Commons.

rement, les événements et processus historiques déterminent les lignes directrices de la production de connaissances en sciences sociales, et non l'inverse. La transmission du Covid-19 apparaît comme un événement « externe » et objectif qui impacte pleinement la sphère socio-scientifique. Il y a une quarantaine d'années, un autre événement « externe » au niveau régional, comme la mise en marche de la machinerie de liquidation des dictatures militaires en Amérique du Sud, a désintégré les bases autochtones de la sociologie, interrompant les amorces de mondialisation qu'elle avait déployées à un rythme rapide depuis les années 60.

Deuxièmement, le bon sens précède la science, mais seulement pour être ensuite englouti par celle-ci. Ici apparaît à l'état embryonnaire cette perception nouvelle d'un sentiment d'appartenance mondiale, sans qu'il puisse encore être reformulé à l'aide de nouveaux outils théoriques et analytiques et d'actions pratiques. Si nous décidons de prendre au sérieux le phénomène du Covid-19, si nous nous y immergeons avec toute l'attention requise, nous devrions le laisser nous envahir complètement. En tant que spécialistes des sciences sociales, nous sommes généralement disposés à assumer avec une certaine sérénité le postulat selon lequel la vérité est provisoire, mais pas la conséquence pratique plus importante qu'une telle affirmation entraîne, à savoir, que chaque perspective ou idée nouvel-

**D**u point de vue des sciences sociales, la principale nouveauté dans la méga-crise actuelle liée à l'expansion du Covid-19 réside dans la prise de conscience qu'il est désormais impossible d'ignorer que nous vivons dans des sociétés territoriales de plus en plus interdépendantes au niveau mondial. Si, avant 2020, les études sociales pouvaient encore fournir des justifications acceptables pour se passer d'un cadre de référence mondial, ce n'est plus le cas aujourd'hui. La pandémie a déclenché un processus d'attention irréversible, qui affectera tôt ou tard tous les objets de recherche, et pour lequel il n'y a pas de retour en arrière.

Il n'est plus possible d'ignorer l'existence d'une société mondiale sans tomber dans de graves anachronismes. Si, à l'époque des grandes expéditions maritimes, la conquête de l'Amérique a marqué le début d'une mondialisation matérielle, l'impact des

représentations du Covid-19 sur nos écrans numériques va achever d'ancrer dans notre intellect la mondialisation comme une évidence. Ainsi, plutôt que de faire progresser le processus de mondialisation matérielle, le traitement collectif des avatars du Covid-19 fait progresser le processus de mondialisation mentale. Nous n'assistons pas au déclin des sensibilités micro-sociales et des singularisations subjectives, mais plutôt à la fin verticale, abrupte et impensable d'un long processus d'ignorance et de déni historique des forces gravitationnelles de la mondialisation sur nos sociétés.

## > Les mécanismes de production des connaissances en sciences sociales

Les mécanismes de transformation des programmes de production de connaissances ne sont pas totalement inconnus. Les changements sociaux se déclenchent généralement en fonction de deux axiomes. Première-

**“La crise mondiale du Covid-19 donne l’opportunité à toutes les sociologies d’émettre de nouvelles théories de la société mondiale pour mieux faire face, depuis chaque lieu historique, à la mondialisation croissante des inégalités sociales, de genre et économiques”**

lement créée doit être systématiquement détruite ou doit se détruire elle-même pour être à nouveau recréée. C’est à ce jour la seule méthode pour éviter de vivre confortablement dans le déni de ce que nous connaissons.

**> Nouvelles théories de la société mondiale**

De la même manière qu’une société mondiale n’est pas le produit d’un lieu unique, une théorie de la société mondiale ne peut pas non plus l’être. Une société mondiale pourrait ressembler à un réseau d’un ordre supérieur, qui différencie, intègre et relie l’ensemble des sphères sociales nationales, régionales et mondiales. Nous pourrions supposer que chaque point de localisation sociale dans le monde est une concentration unique, directe et indirecte, de ces trois sphères qui sont interdépendantes. La société mondiale de l’Allemagne n’est certainement pas la même que celle de l’Argentine, de l’Uruguay, du Mexique, du Chili ou de la Chine. Mais toutes ces sociétés, sur la base de leurs interactions, composent la société mondiale. Il n’existe pas non plus de système patriarcal unique ou de capitalisme mondialisé unique : ce qui existe, ce sont des modalités patriarcales concrètes, ainsi que différentes dynamiques d’assujettissement entre les capitalismes du centre et de la périphérie, au sein de la société mondiale.

La reconnaissance de ce principe de différenciation irréductible n’élimine pas la probabilité de découvrir des régularités universelles, mais elle minimise la probabilité que les relations et les phénomènes structurels puissent présenter des modalités identiques dans des lieux différents. Reconnaître que le substrat primaire de la société est mondial implique que la substance des sciences sociales et de la sociolo-

gie soit également mondiale. Depuis les années 1960, la sociologie latino-américaine a cessé d’être « l’Autre » de la sociologie, ou sa simple reproduction aliénée, pour devenir un courant actif de la sociologie mondiale. Dans ce sens, nous partons du principe que la théorie de la société mondiale que nous devons construire, exige une nouvelle connaissance de la façon dont s’entrelacent les différents lieux, en mettant en balance notre propre point de vue sur cette totalité différenciée avec le point de vue de chacun des autres lieux, et en activant à partir de cette pratique élargie l’exercice anthropologique nécessaire qui consiste à essayer de « se mettre à la place de l’Autre ». À partir de cette hypothèse préliminaire, le monde ne serait pas conquis en rassemblant toutes les connaissances existantes, mais en créant un nouveau dialogue mondial, capable de donner lieu à de nouvelles synthèses à partir des visions du monde produites et projetées depuis chaque lieu historique.

La crise mondiale du Covid-19 donne l’opportunité à toutes les sociologies d’émettre de nouvelles théories de la société mondiale. Ces nouvelles visions mondiales nous permettraient de mieux faire face, depuis chaque lieu historique, à la mondialisation croissante des inégalités sociales, de genre et économiques. Dans le cas des approches féministes critiques, il est clair qu’une mondialisation plus importante de leur vision de l’avenir pourrait conforter leurs programmes de transformation sociale structurelle. Il s’agirait d’un processus d’adaptation intellectuelle à la manifestation matérielle du mouvement politique, qui est essentiellement mondiale.

Avec la sociologie critique moderne, la question est plus complexe. Une mondialisation plus poussée ne conduit

pas nécessairement au développement d’une science socialement engagée. Elle conduit encore moins à une sociologie potentiellement transformatrice. Il est essentiel de problématiser davantage la notion d’engagement politique dans la sociologie critique moderne afin de comprendre pourquoi elle n’a pas produit d’effets politiques en dehors de la sphère universitaire depuis des dizaines d’années. Nous pensons qu’il est nécessaire de mettre ces pratiques au service d’une politique générale de transformation sociale. Le développement d’une sociologie critique moderne, politiquement engagée, exige en quelque sorte une nouvelle connexion avec l’activité politique des mouvements et des partis nationaux. Il s’agit d’abandonner un espace académique de confort, tout comme l’ont fait des courants sociologiques jusque dans les années 1970 (du moins en Amérique latine), et que le fait aujourd’hui la pensée critique féministe. L’analyse des questions politiques nationales requiert l’intégration d’un principe de réalité qui constitue le meilleur antidote contre le proto-radicalisme de la critique comme fin en soi et contre un utopisme maximaliste qui ne peut expliquer concrètement comment nous pourrions aller vers une société meilleure pour tous. À son tour, cette transformation politique de la sociologie critique moderne est une condition nécessaire pour engager un dialogue constructif avec le féminisme.

Il dépendra de nous, de notre capacité à construire une communauté intellectuelle, scientifique et politique, de mettre en place des initiatives collectives suffisamment puissantes pour provoquer un changement structurel susceptible de modifier le cours actuel de nos sociétés en cette période historique déconcertante. ■

Toute correspondance est à adresser à :  
 Karina Batthyány <[kbathyan@clacso.edu.ar](mailto:kbathyan@clacso.edu.ar)>  
 Esteban Torres <[esteban.torres@unc.edu.ar](mailto:esteban.torres@unc.edu.ar)>

# > Les effets inquiétants du Covid-19 au niveau mondial

**Mahmoud Dhaouadi**, Université de Tunis (Tunisie), et membre des comités de recherche de l'ISA « Histoire de la sociologie » (RC08), « Sociologie de la religion » (RC22) et « Langage et Société » (RC25)



*La pandémie de Covid-19 a attaqué le paramètre social le plus fondamental de l'existence collective humaine : l'interaction sociale. Comment la distanciation sociale affectera-t-elle à l'avenir notre vie quotidienne ? Crédit : [Wikimedia Commons](#).*

mises en veilleuse dans le monde entier. Celles qui se produisent au sein des sociétés et d'une société à l'autre ne sont plus les mêmes, or de nouvelles vagues de Covid-19 ne sont pas exclues. La présence actuelle du coronavirus dans le monde et la possibilité qu'il soit encore présent dans les années à venir sont des éléments qui pourraient bien devenir partie intégrante des modes de vie dominants des individus et des sociétés.

Il existe des problèmes spécifiques résultant de la pandémie de Covid-19. Sur le plan sociologique, la situation alarmante de la pandémie pose de nouveaux problèmes sociaux au niveau mondial pour lesquels les sciences sociales doivent proposer de nouveaux concepts et concevoir de nouveaux outils d'analyse, en s'inspirant par exemple du sociologue Erving Goffman (1922-82). En empruntant à l'interactionnisme symbolique, il a réalisé un dictionnaire des nouveaux concepts sociologiques qui facilitent la compréhension dans les moindres détails des interactions personnelles. Dans le contexte de l'actuelle pandémie mondiale, d'éventuels nouveaux concepts sociologiques devront être inventés pour ana-

**D**e l'avis général, la pandémie actuelle de coronavirus constitue une catastrophe mondiale tout à fait inédite. Les professionnels de santé se sont retrouvés en première ligne pour limiter le nombre de décès et le taux de patients infectés, en particulier dans les sociétés avancées. Certaines de ces sociétés, mais d'autres aussi, se sont vues à plusieurs reprises imposer un confinement généralisé de plusieurs semaines. Les États-Unis et le Royaume-Uni en sont les principaux exemples. Il est donc urgent que les chercheurs en sciences sociales se penchent sur cette crise pour

l'analyser non seulement en termes quantitatifs mais aussi d'un point de vue qualitatif. Ces analyses peuvent être d'une grande importance pour améliorer l'état de la planète Terre aujourd'hui et à l'avenir.

## > Une crise que les sciences sociales doivent analyser

La pandémie de Covid-19 a attaqué le paramètre social le plus fondamental de l'existence collective humaine : l'interaction sociale. L'injonction « Restez chez vous » est devenue un message clé dans la plupart des pays. Les interactions sociales normales ont été

>>

lyser les conséquences à venir de cette pandémie sur les êtres humains : l'incertitude de la vie, la perte importante de contrôle sur les événements, le souci du seul présent immédiat. La sociologie qualitative est peut-être mieux équipée pour traiter ces nouvelles données. Cependant, la tâche des sciences sociales doit être double.

En premier lieu, il nous faut étudier les répercussions sociales et psychologiques de la pandémie de Covid-19 sur les comportements des personnes, et les évolutions diverses des sociétés confrontées à cette crise depuis décembre 2019. Le magazine *Scientific American* s'est intéressé dans ses numéros de juin et juillet 2020 à l'impact social et psychologique de la pandémie de coronavirus sur les individus : que peut nous apprendre la pandémie sur la façon dont les gens réagissent à l'adversité ? Le numéro de juin attirait l'attention sur le stress auquel sont exposés les médecins et infirmières dans les hôpitaux publics et les cliniques privées. Mais dans son numéro d'août 2020, le magazine adoptait un ton plutôt apaisant, en montrant que la distanciation sociale est un phénomène naturel chez les animaux qui cherchent à éviter d'être infectés par des éléments malades. Même si cela est sans doute vrai, il n'en demeure pas moins que la distanciation sociale reste problématique à long terme pour des interactions sociales *humaines* normales.

En deuxième lieu, les sociétés doivent considérer les conditions de la vie sociale dans le monde si aucun traitement radical n'est trouvé dans les mois ou années à venir. Pour traiter des conséquences de la pandémie, les résultats des deux types

d'analyses permettraient d'innover en partie, avec de nouvelles sciences sociales différentes de celles qui sont dominantes aujourd'hui. D'autres caractéristiques majeures de la pandémie de coronavirus se manifestent en termes d'impact sur la solidarité sociale dans nos sociétés. Les sociétés occidentales avancées sont décrites comme individualistes, et les médias sociaux auraient encore renforcé cet individualisme. L'éthique et la pratique de la distanciation sociale et d'autres mesures de lutte contre le coronavirus qui préconisent l'isolement social ne peuvent que renforcer l'individualisme et la solitude, non seulement dans ces sociétés mais aussi dans les sociétés non occidentales. Le préjudice global pour les interactions sociales normales entre les individus, les groupes, les collectivités et les sociétés est par conséquent évident.

### > **Changement climatique et discours de haine**

Deux problèmes d'envergure liés à la pandémie de Covid-19 méritent d'être soulignés : le changement climatique et les discours de haine. Pour certains analystes, la pandémie de coronavirus est le résultat d'un comportement des êtres humains sur notre planète qui a conduit à sa pollution. Cette pollution a à son tour un impact négatif sur le changement climatique et l'émergence probable de dangereux nouveaux virus, comme le signalent certaines théories actuelles, qui prennent pour exemple la ville chinoise de Wuhan où le coronavirus est apparu initialement. Quelle qu'en soit l'origine, la mondialisation de l'infection par le coronavirus représente un enjeu déconcertant qui invite les scientifiques modernes à plus d'hu-

mité et de modestie dans l'exercice de leur discipline. Leur éthique scientifique doit avant tout s'attacher très sérieusement à minimiser l'éventail des problèmes potentiels qui peuvent résulter de leurs travaux scientifiques.

Quant au phénomène des discours de haine dans le monde, il est probable qu'il augmente pendant et après la pandémie de Covid-19. Le discours de haine est un comportement qui consiste à rabaisser, brutaliser et exclure des personnes en fonction de leur religion, de leur couleur de peau, de leur sexe ou de leur origine ethnique. Il puise généralement dans un sentiment ou une attitude défavorable ou hostile à l'égard d'une personne, d'un groupe, d'une société ou d'une civilisation dans son ensemble. Le coronavirus risque fort de s'ajouter à la liste des éléments qui suscitent des discours de haine. Les personnes originaires de pays fortement touchés par le coronavirus sont et seront confrontées à davantage de discriminations et de discours haineux lorsqu'elles voyagent à l'étranger. Dans le monde entier, le secteur du tourisme est ainsi très durement touché et continuera de l'être dans les mois et les années à venir, comme l'a prédit l'Organisation mondiale de la santé en août 2020. Il y a là un paradoxe. La pandémie mondiale de Covid-19 est censée aujourd'hui unir les sociétés, or les discriminations et les discours de haine auxquelles elle donne lieu ne vont pas dans ce sens. Ainsi, le secteur du tourisme risque d'être fortement impacté, aujourd'hui et demain, non seulement à cause des restrictions imposées à la mobilité des personnes mais aussi à cause de l'augmentation potentielle des discours de haine et de la discrimination à l'échelle mondiale. ■

Toute correspondance est à adresser à :  
Mahmoud Dhaouadi  
<[m.thawad43@gmail.com](mailto:m.thawad43@gmail.com)>

# > Les scénarios post-pandémie, de l'adaptation à l'apprentissage collectif

**Alejandro Pelfini**, Université du Salvador à Buenos-Aires, et FLACSO (Argentine)



Crédit : Creative Commons.

**B**ien que nous nous trouvions encore en pleine pandémie de Covid-19 et que ses effets et ravages soient difficiles à évaluer, tout comme la date à laquelle elle sera maîtrisée est difficile à estimer, les chercheurs en sciences sociales n'ont cessé de réfléchir aux scénarios possibles pour un monde post-pandémie. L'ampleur de cette crise mondiale, ainsi que les effets sans précédent de la pandémie sur notre vie quotidienne et sur le fonctionnement du capitalisme en général ont été tels que cette réflexion ne se limite pas à des hypothèses sur la disponibilité des vaccins, la recomposition des systèmes de santé publique, ou la coopération internationale au sein de l'Organisation mondiale de la santé. Il s'agit plutôt, et en tenant compte du fait que la pandémie est un défi civilisationnel majeur, de s'intéresser à la capacité de tirer véritablement des leçons de ces situations extrêmes et

à la capacité de résilience de sociétés tout entières confrontées à des situations traumatiques où les sociétés et les êtres humains ont en commun une vulnérabilité structurelle sans précédent.

## > Les réponses possibles dans le monde d'après

Comme l'a montré l'économiste Branco Milanović, le système international et certaines sociétés ont introduit des changements importants dans leurs modèles de développement et d'organisation politique à la suite d'autres crises mondiales qui ne concernaient pas seulement l'économie mais aussi la santé publique, ou de grandes guerres, comme les crises de 1873 ou de 1919. Il n'est donc pas utopique de penser que cette pandémie donnera à son tour lieu à d'importants changements dans les modes de production, de consommation et de vie, dé-

montrant une fois de plus la capacité du capitalisme et de la modernité à s'adapter et à se redéfinir. Cela ne va bien entendu pas de soi, mais dépendra de si d'abord une réflexion, puis l'action politique, sont activées afin de soutenir ces transformations.

Pour l'instant, la première réaction, et par conséquent l'un des scénarios possibles pour la post-pandémie, est le repli particulariste. Comme c'est une réalité déjà observée dans certains pays (les États-Unis avec Trump, ou le Brésil de Bolsonaro), il n'est pas utile de s'y attarder. Cette réaction consiste à continuer à agir comme si rien ne s'était passé et à favoriser un retour à la normale dans le giron de l'État-nation, en faisant abstraction – comme pour d'autres questions – des implications mondiales de la pandémie et de l'existence de profondes interdépendances. Au lieu de cela, il est plus intéressant d'examiner deux scénarios de transformation possibles

>>

qui reposent sur la capacité d'action des êtres humains et sur la réflexivité des sociétés. On peut distinguer deux niveaux ou degrés de transformation à partir de ces capacités : une première étape liée à l'adaptation (comprise comme un ajustement de nos propres préférences et intérêts à la nouvelle complexité de notre environnement), et un second processus plus exigeant d'apprentissage collectif (qui suppose de réexaminer la validité de ces préférences et de ces intérêts en fonction d'une obligation morale de réduire les dommages).

### > L'adaptation

Comment, dès lors, concevoir un scénario avant tout adaptatif, où les trois sphères sociales fondamentales (l'État, le marché et la société civile) s'adaptent sur le plan communicationnel à un environnement plus complexe et plus difficile, sans pour cela repenser ou abandonner complètement les pratiques établies qui se sont déjà avérées néfastes ? Au niveau international, cela impliquerait un renforcement du multilatéralisme. Au niveau national, l'État serait plus présent, mais tout en investissant dans la santé publique, il serait plus attentif à la sécurisation et à la surveillance de la vie privée. Du côté du marché, on peut s'attendre à davantage de protectionnisme commercial et d'investissements publics, à une intensification de la numérisation, à la promotion de la coopération scientifique, sans pour autant porter atteinte à la protection de la propriété intellectuelle, et, dans une certaine mesure, à une relance de l'économie productive et des biens et services dits essentiels au lieu d'une pure financiarisation. En mettant l'accent sur la société civile, on encouragera la consommation responsable, la

subsidiarité et l'autonomie en matière de soins, et on s'intéressera au développement durable, bien que dans le cadre d'une démocratie à faible intensité.

### > L'apprentissage collectif

Une réaction plus exigeante, et dotée d'un plus grand potentiel de transformation, suppose un processus d'apprentissage collectif plus approfondi, ce qui nécessite d'aller au-delà de l'ordre de la négociation et de la coopération internationale pour s'orienter vers des espaces de gouvernance mondiale axés sur le développement et la conservation des biens publics, la réduction des risques et la prévention des catastrophes. Cela se traduit au niveau national par un État qui organise ses politiques publiques autour de la notion de soin et d'assistance aux personnes et de la réduction des inégalités d'accès aux biens publics. Dans le domaine de la production et de la consommation, une logistique de faibles distances et le commerce et la production au niveau local seront encouragés, de même que le renforcement des petites villes et une économie fondée sur la revalorisation des activités « essentielles » ; enfin et surtout, les conflits actuels entre le Nord et le Sud autour de la propriété intellectuelle et des brevets ouvriront la voie à des systèmes plus égalitaires et inclusifs. La société civile sera de plus en plus constituée comme un réseau de « prosommateurs » (J. Rifkin), d'où émergera le niveau « glocal » et où se développeront des réseaux de soins sensibles aux différences entre les sexes ; des espaces pour la transformabilité seront ouverts, inspirés par des idées alternatives telles que le post-développement et la décroissance, dans un processus de politi-

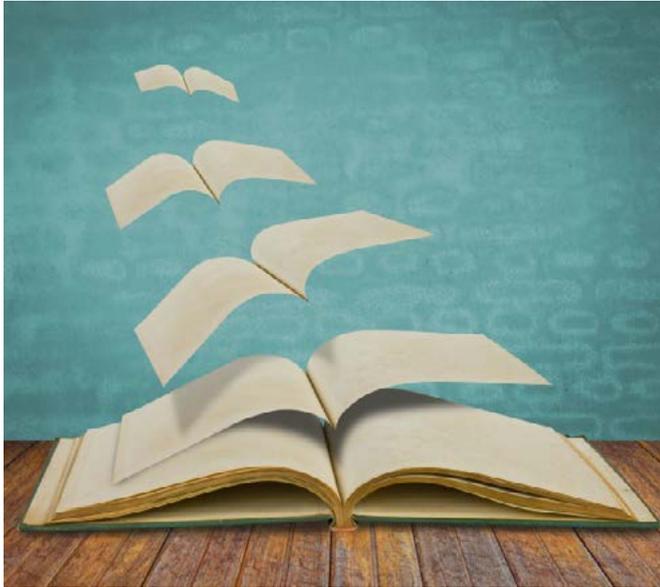
sation qui contribuera à une démocratisation fondamentale en termes d'égalisation et d'accès.

Laquelle de ces alternatives a le plus de chances de l'emporter et de quoi cela dépend-il ? Nous sommes déjà conscients des limites de la première réaction non transformatrice, dont on ne peut pas attendre grand-chose. Cependant, il s'agit toujours d'une possibilité à prendre en compte, et elle a encore ses adeptes. Le capitalisme et la modernité ont montré leur capacité d'adaptation et de renouvellement, y compris en intégrant les critiques les plus radicales qui leur ont été faites (comme l'ont montré Boltanski et Chiapello dans *Le nouvel esprit du capitalisme*). Il n'est donc pas déraisonnable de penser que la réponse adaptative est l'option la plus probable et qu'elle se produira presque mécaniquement à partir d'une interaction entre les systèmes experts, les grandes entreprises (en particulier celles liées à la numérisation) et les acteurs politiques qui pensent à court terme. En attendant, la réponse plus exigeante d'un apprentissage collectif dépendra d'une radicalisation et d'une activation des mouvements sociaux et des organisations populaires qui ne se limitent pas à un grand plan d'aide et à la prévention des risques sanitaires mais visent un New Deal vert mondial, ou mieux encore, le Pacte Écosocial du Sud – où la justice sociale est toujours envisagée en même temps que la justice environnementale dans un dialogue Nord-Sud, et où, pour une fois, la centralité du travail productif est remplacée par la primauté de la vie. Sans aucun doute, cette option est la moins probable. Mais compte tenu des enjeux, elle est la plus urgente et la plus nécessaire. ■

Toute correspondance est à adresser à :  
Alejandro Pelfini  
<[pelfini.alejandro@usal.edu.ar](mailto:pelfini.alejandro@usal.edu.ar)>

# > Des sociologues dans la sphère civico-politique

**Fredy Aldo Macedo Huamán**, Université ibéro-américaine (IBERO), Mexico (Mexique)



| Crédit : Creative Commons.

**D**ès les débuts de la sociologie, les sociologues ont participé aux affaires publiques des sociétés dans lesquelles ils vivaient (par exemple, Émile Durkheim, Max Weber, Marianne Schnitger et Jane Addams), que ce soit pour alerter l'opinion publique sur les inégalités, les discriminations, la pauvreté, mais aussi les injustices, les abus de pouvoir, le non-respect des droits ou l'abandon des services publics par les gouvernements dont souffrent de larges secteurs de la société, ou pour susciter un débat public éclairé. Les sociologues se sont occupés de questions sociales importantes en adoptant un langage accessible et stimulant, sans renoncer à leur esprit critique et à leur vocation exploratoire, avec l'objectif de secouer les consciences et de remettre en question le pouvoir. Aujourd'hui, Helen Jefferson Lenskyj est une sociologue qui répond bien à ce profil. En rapport avec les recherches qu'elle a menées, elle caractérise en ces termes le rôle des universitaires en tant qu'intellectuels publics : ils « abordent des problèmes sociaux tels que les répercussions désastreuses des Jeux olympiques, cherchent à mettre en lumière leurs origines et les systèmes d'oppression qui les rendent possibles. Nous formulons des recommandations pour le changement social et travaillons avec les communautés pour contester ceux qui sont au pouvoir, avec plus ou moins de succès. Nos cibles sont souvent des “vaches sacrées” – par exemple (et il y a des chevauchements) les Jeux olympiques ou les religions organisées – et nos conclusions démontrent souvent que “l'empereur est nu” ».

Aujourd'hui, il existe une génération de chercheurs en sciences sociales à la fois déroutés et créatifs, et en effervescence en ces temps agités et incertains. Fidèles à l'héritage de leur discipline, ils sont sensibles à la vie quotidienne de leurs concitoyens et de leurs communautés, et cherchent à créer des cadres d'analyse innovants et réflexifs pour nous permettre d'affronter le moment présent. C'est, à mon avis, ce qui a conduit David M. Farrell et Jane Suiter dans leur ouvrage *Reimagining Democracy* (2019), à s'immerger dans la société irlandaise, en participant activement à la construction d'une démocratie délibérative avec ses citoyens. Leur travail a attiré l'attention du public sur les assemblées de citoyens en Irlande qui ont servi de vecteurs aux référendums qui ont finalement conduit à la légalisation de l'avortement et du mariage pour tous.<sup>1</sup> Ainsi, la théorie qui voit le jour dans la sphère universitaire se répercute dans la société, et des liens avec les acteurs sont explorés, ce qui, en plus de relancer un ensemble de questions, permet que des dialogues s'engagent pour redéfinir les institutions et les cultures publiques.

Si, au quotidien, de nombreux acteurs convergent pour participer aux grandes questions qui concernent leur communauté politique – pour défendre leurs intérêts et présenter leurs revendications, renforcer leurs connaissances, leurs collaborations et leurs modèles organisationnels, canaliser les initiatives et les plans d'action, établir des espaces de pouvoir pour intégrer de nouveaux canaux de participation et des innovations démocratiques –, il y a aussi, à leurs côtés, des groupes de sociologues et d'autres professionnels disposés à les soutenir et à les défendre.

## > De nouveaux rôles pour les sociologues

Ainsi, entre le monde universitaire et le champ civico-politique, les sociologues désireux de contribuer à l'action citoyenne peuvent, dans les démocraties contemporaines, assumer différents rôles dans diverses sphères d'action. Compte tenu de ce qui précède, quelles contributions, implications et redéfinitions concernant la formation et l'action des sociologues peuvent-elles être prises en compte ?

De manière générale, la division traditionnelle entre universitaires et professionnels a été largement dépassée.

sée dans la situation actuelle, qui est beaucoup plus complexe, avec l'interpénétration et la diversification des sphères et des systèmes d'acteurs. Ces caractéristiques se manifestent dans des conditions qui méritent encore d'être évaluées.

Pour les sociologues, tenir compte de ces complexités passera – en principe – par rendre leurs universités et centres de recherche plus adaptés aux réalités des acteurs civiques et politiques, en prenant en considération leurs besoins, leurs limites, leur potentiel et leurs cadres de référence communs. Les expériences des sociologues dans ces domaines en mutation permettront dans un second temps de délimiter et d'affiner ce qui est prévu en fonction de ce qui existe déjà, en tirant des leçons et en favorisant ainsi l'innovation et l'expertise appropriées en matière éducative à destination des citoyens.

Au niveau de la politique démocratique et de la pratique citoyenne, une figure à prendre en considération dans la discipline est celle du sociologue en tant que *citoyen à la fois consultant et médiateur*.

En intervenant dans les secteurs citoyens, les sociologues vont devoir promouvoir une vision et une action basées sur d'importantes capacités analytiques et opérationnelles, mais aussi être guidés par des compétences créatives, pédagogiques, dialogiques, propositionnelles et émotionnelles, ainsi que par des moyens de stimuler l'auto-définition, la mobilisation et la résilience qui soutiendront (ou coproduiront avec) ceux qui assument le rôle d'acteurs civiques et politiques. Dans cette optique, l'engagement des sociologues en faveur d'une éthique fondée sur les valeurs clés de la vie démocratique (justice, liberté, pluralisme, tolérance, solidarité, critique et dissidence, écoute et collaboration), constitue un axe directeur de leur engagement.

Dans un sens plus spécifique, les conditions préalables à l'émergence de ces nouveaux secteurs sociaux et politiques donnent à penser qu'ils seront réceptifs à :

- l'acquisition de meilleurs éléments, compétences et expériences dans leur processus interne (ou partagé) d'évolution organisationnelle, ce qui implique de se renforcer démocratiquement à différents niveaux ;

- une avancée ciblée et soutenue dans la réalisation de leurs objectifs et la concrétisation des idéaux qui se trouvent au cœur de leur identité (dans le respect des valeurs démocratiques et des droits de l'homme) ;
- l'acte d'assumer une plateforme de *lobbying citoyen*, visant à élaborer un plan de reconfiguration des politiques sous leur influence et au-delà ; et
- la clarification de la contribution qu'ils apporteraient par leur pratique démocratique (en lien avec d'autres agents sociaux et experts) dans différentes sphères, réorientant les cadres institutionnels rigides vers des modes inclusifs et novateurs de relier l'État et les citoyens.

Dans le cas des sociologues, les rôles essentiels pour ce type de tâche seraient d'être :

- des *décodeurs* des discours, des récits et des imaginaires pour les retraiter dans des projets de communication, culturels et politiques de plus grande portée ;
- des *médiateurs* des conflits et des tensions qui sont enracinés au-dedans ou au-dehors des organisations ;
- des *accompagnateurs* et *traducteurs* des processus d'action politique, civile et publique contre les pouvoirs publics et privés ; et
- des *articulateurs* (ou *co-générateurs*) de projets ayant une dimension civile, démocratique et de politique publique qui seraient adoptés par les groupes de citoyens avec lesquels ils travaillent.

Bref, placés face aux grandes menaces que représentent aujourd'hui le populisme d'extrême droite et le pouvoir considérable des entreprises technologiques (liées aux systèmes de surveillance gouvernementaux), les citoyens devront réagir avec lucidité et en amont, en exprimant à la fois leurs voix démocratiques et les capacités de gouvernance qui les renforceront et leur permettront de se maintenir dans la durée. Ainsi, avec un besoin pressant de renouveler le projet démocratique, ils chercheront à recentrer leur apprentissage politique, leur intégration des connaissances, leur amitié civique et leur orientation organisationnelle. Et à côté de cela, ils devront établir des ponts avec d'autres acteurs, y compris les praticiens de disciplines telles que la sociologie, la science politique et l'anthropologie, qui seront encouragés à s'engager en combinant une approche argumentative et empathique avec un élan plus dynamique et affirmé. ■

Toute correspondance est à adresser à Fredy Aldo Macedo Huamán <[fredy.macedo@gmail.com](mailto:fredy.macedo@gmail.com)>

1. Cf. <https://blogs.lse.ac.uk/politicsandpolicy/irish-referendums-deliberative-assemblies/>.

# > Le silence autour des violences conjugales à Trinité-et-Tobago

**Amanda Chin Pang**, Université des Indes occidentales, St. Augustine (Trinité-et-Tobago)

**A** Trinité-et-Tobago, lorsque des femmes, des hommes ou des enfants sont tués dans le cadre de violences entre partenaires intimes (VPI) ou de guerres entre gangs, cela attire immédiatement l'attention. Toutefois, les cris des victimes et des survivants retombent immédiatement dans le silence, et les auteurs des violences se contentent de banals alibis pour justifier leurs actes, laissant planer la menace de nouveaux abus.

À Trinité-et-Tobago, le silence a toujours entouré la mort des femmes, des hommes et des enfants victimes de situations de violence entre partenaires intimes et de violence sexiste. Aujourd'hui, la mort d'une femme, Andrea Bharatta, a servi de catalyseur, et permet d'espérer que les cris des victimes et des survivants d'abus et de violences ne seront plus étouffés.

## > Une culture de la violence

Depuis qu'avec le Covid-19 il a été demandé de « rester chez soi », on a constaté une augmentation des cas de violence domestique (la violence domestique étant parfois utilisée comme synonyme de VPI), or beaucoup de ces cas décrits comme de la violence domestique sont en fait perpétrés entre partenaires intimes adultes.

Le silence des victimes et le manque de possibilités d'échapper à des situations persistantes de violence m'amènent à penser que la culture de la violence est profondément ancrée chez les Trinidiens. C'est comme si une muselière empêchaient les amis et parents au courant de ces situations de parler. Il est urgent de rompre ce silence sur des violences qui sont profondément enracinées dans l'histoire coloniale. Dans « Who Is That Masked Woman? Or, the Role of Gender in Fanon's *Black Skin, White Masks* » [Qui est cette femme masquée ? Ou le rôle du genre dans *Peau noire, masques blancs* de Fanon], Bergner (1995) met en lumière ce contexte historique, non seulement de racisme systémique, mais aussi de la position défavorable des femmes assujetties aux hommes. L'absence de mesures politiques et de travaux de recherche portant sur les VPI, malgré ses graves répercussions sur les partenaires intimes et les personnes à leur charge, semblent indiquer qu'une partie de la popu-

lation des Caraïbes s'arrangent fort bien de cette logique de violence. J'appelle cela une « culture de la violence », telle que décrite par Brereton (2010) dans « The Historical Background to the Culture of Violence in Trinidad and Tobago », car elle est normalisée dans le pays.

## > La normalisation de la violence

Nous pouvons nous poser plusieurs questions sur ce sujet. Parmi la population des Caraïbes, la violence dans les relations entre partenaires intimes apparaît comme un mode normalisé d'interaction. Qu'est-ce qui fait que la violence est normalisée sur les deux îles jumelles de la petite république de Trinité-et-Tobago ? Cela a-t-il à voir avec une incapacité à faire face aux difficultés relationnelles ? Ou au fait que cette violence est considérée comme acceptable par les partenaires intimes ? Ou aux deux ? Qu'est-ce qui, dans la culture trinidadienne, semble faciliter et rendre tolérable cette violence, dans l'indifférence générale, ou presque ? Les VPI sont-elles considérées comme une question privée ? Les hommes et les femmes ont-ils peur ?

À l'échelle mondiale, les VPI se retrouvent au sein de nombreux couples. Si l'on se réfère aux statistiques de la note d'information de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur la violence à l'égard des femmes, une femme sur trois fera, dans le cadre d'une relation intime, l'expérience de VPI, et 38% des meurtres de femmes dans le monde sont commis par un partenaire intime de sexe masculin (OMS, 2017). Bien que ces statistiques rendent compte de la violence d'hommes à l'encontre de partenaires intimes de sexe féminin, il existe également des violences exercées par des femmes à l'encontre de partenaires intimes de sexe masculin, ainsi que des VPI au sein de relations entre personnes de même sexe. Aux États-Unis, la Coalition nationale contre les violences domestiques (NCADV, 2020) indique qu'un homme sur neuf a subi une forme de VPI, de violences par contact sexuel ou de harcèlement. En outre, toujours selon ce rapport, les hommes victimes de viols ou de contacts sexuels non désirés signalaient comme les auteurs des faits majoritairement d'autres hommes. On retrouve une situation semblable à Trinité-et-Tobago. Dans « Interpersonal violence in three Caribbean countries: Barbados, Jamaica and Trinidad and Tobago », Le Franc et al. (2008) fournissent des éléments d'information sur les vio-

**“C’est en généralisant la dénonciation de la violence et la perception des violences comme des modes d’expression de soi et de relation aux autres inacceptables et anormaux que l’on pourra briser le silence et au bout du compte améliorer les relations entre partenaires intimes”**

lences physiques et sexuelles à Trinité-et-Tobago, indiquant que 47,7% des hommes ont subi des violences physiques dans le cadre de leurs relations intimes, et 52,5% des contraintes sexuelles.

Dans « Youth Masculinities and Violence in the Caribbean », Wiltshire (2012) fait observer que la masculinité s’apprend par le biais du pouvoir, renforcée au travers des générations par la socialisation familiale, ainsi que par la religion, l’école, les médias et les amis. Wiltshire note par ailleurs que la virilité est exprimée au travers d’actes de violence et d’agression et que certains hommes pensent que les femmes ont parfois besoin d’être disciplinées par leurs partenaires masculins. Bien qu’à la fois les hommes et les femmes puissent être auteurs de violences à l’égard de leur partenaire intime, les nouvelles à Trinité-et-Tobago ne cessent de faire état d’incidents de femmes tuées par leur partenaire intime. Cela s’explique par le fait qu’il y a une plus grande proportion d’hommes qui commettent des actes de VPI à l’encontre des femmes, que de femmes qui commettent ces actes à l’encontre des hommes.

Les notions de masculinité et de féminité qui sont partagées par les hommes et les femmes dénotent l’inévitabilité de la violence masculine dans les relations intimes ainsi que l’acceptation et le silence sur cette question. En outre, cette violence est légitimée en qualifiant les femmes de « non respectables » lorsqu’elles transgressent les limites attendues en matière de respectabilité aux Caraïbes. Ce que pensent les hommes sur la façon dont les femmes expriment leur sexualité et leur féminité ne peut pourtant en aucun cas constituer une excuse pour recourir à la violence.

**> Le silence, un obstacle dans la lutte contre les VPI**

Il convient de noter que des efforts sont faits pour briser le silence et donner une voix aux victimes. La Chambre d’industrie et de commerce de Trinité-et-Tobago, avec son

programme sur la violence domestique sur le lieu de travail (2018), et l’unité de lutte contre la violence sexiste du service de police de Trinité-et-Tobago (TTPS) s’occupent des questions de VPI. L’initiative Spotlight de l’ONU met en lumière l’augmentation des cas de violence domestique due au Covid-19. Malgré ces initiatives, la culture de la violence et les notions de masculinité et de féminité à Trinité-et-Tobago sont révélatrices d’une acceptation générale d’une culture de la violence dans le pays.

En aidant les survivants des VPI à se prendre en charge et en les encourageant par le biais de mécanismes de sécurité et de soutien, d’options thérapeutiques pour les couples et pour les auteurs de violences qui ne sont pas dans le déni, en favorisant la santé mentale des hommes et des femmes et en appelant les hommes à demander de l’aide, on peut véritablement faire évoluer une culture du silence sur la violence vers une culture qui dénonce et désapprouve publiquement la violence.

En outre, une resocialisation des hommes et des femmes leur permettant d’exprimer leur sexualité et la répartition des rôles est nécessaire. Je pense que la honte et la peur associées aux VPI pour la victime et même pour l’auteur des violences, ainsi que le faux sentiment de responsabilité du survivant pour son état de victime, conduisent à taire les violences. Et donc, selon Wallace (2019) dans « Domestic Violence: Intimate Partner Violence Victimization Non-Reporting to the Police in Trinidad and Tobago », pour les victimes de sexe masculin ou féminin, la honte est l’un des principaux obstacles au signalement de violences domestiques à la police. Malgré les raisons avancées, la réponse est le silence, qui aboutit souvent à un meurtre.

C’est en généralisant la dénonciation de la violence et la perception des violences comme des modes d’expression de soi et de relation aux autres inacceptables et anormaux que l’on pourra briser le silence et au bout du compte améliorer les relations entre partenaires intimes. ■

Toute correspondance est à adresser à Amanda Chin Pang  
<[amandalall91@gmail.com](mailto:amandalall91@gmail.com)>

# > De la capabilité à prendre soin du monde

Francesco Laruffa, Université de Genève (Suisse)



Les individus doivent être traités comme des « agents » qui codécident de l'orientation du changement social. Dessin de Matteo Laruffa (7 ans).

**L**a pandémie de Covid-19 a nourri diverses discussions sur le « monde après le coronavirus » et sur « l'avenir que nous voulons ». L'idée est que la pandémie n'est pas seulement une conséquence tragique du capitalisme néolibéral et de son lien intrinsèque avec la surexploitation de la nature (par exemple, la déforestation) : la pandémie offre également l'opportunité de repenser notre société et ses modes d'organisation. Cependant, il n'existe pas de consensus sur l'avenir envisagé. Certains prônent une « croissance verte inclusive » et un « Green Deal » favorisant les « emplois verts ». Dans ce cas, l'accent est mis sur l'innovation technologique afin de garantir un environnement durable sans changer nos modes de vie (par exemple, la société de consommation) ni les structures capitalistes (par exemple, l'asymétrie de pouvoir entre employeurs et travailleurs). D'autres aspirent plutôt à une « transformation socio-écologique » plus profonde, où l'économie serait subordonnée à la satisfaction des besoins sociaux et écologiques plutôt qu'aux profits.

Dans ce qui suit, je propose une interprétation radicale de « l'approche par les capabilités » (*capability approach*)

d'Amartya Sen et de Martha Nussbaum, en examinant comment elle pourrait nous aider à imaginer des futurs plus émancipateurs et durables. Il est clair que la définition d'un avenir bénéfique ne peut être la tâche exclusive de la sociologie (ou de la philosophie) : l'avenir doit être co-construit de manière démocratique, avec la participation des citoyens. Je pense que l'approche par les capabilités ouvre cette perspective démocratique sur « l'avenir que nous voulons ».

## > Pour une interprétation radicale des capabilités

L'approche par les capabilités suggère que l'action publique devrait s'attacher avant tout à favoriser les capabilités des individus, c'est-à-dire la liberté réelle de mener une vie qu'ils auraient des raisons d'apprécier. Dans cette perspective, le progrès social n'est pas assimilé à la croissance économique, mais à l'élimination des obstacles à l'épanouissement humain : les politiques publiques devraient accroître la liberté des individus de développer leur pouvoir « d'être » et « d'agir », c'est-à-dire de chercher à réaliser leur conception raisonnée de la « vie bonne ». Cette approche nous oblige à réfléchir en termes de finalité, en débattant de ce qui est intrinsèquement important. L'approche par les capabilités attribue également un rôle clé à la démocratie. La participation démocratique a non seulement une fonction instrumentale (permettre aux citoyens de faire entendre leur voix afin que l'action publique réponde mieux à leurs intérêts) mais aussi un rôle constructif, en déterminant les priorités de la société et – puisque les conceptions de la vie bonne évoluent au cours des processus délibératifs – même les valeurs que défendent les individus.

Sur cette base, je soutiens que l'approche par les capabilités peut être formulée d'une manière plus radicale que celle qui prévaut dans les cercles politiques. En effet, le lien entre les capabilités et la croissance économique pourrait être plus vivement remis en cause. Suivant l'interprétation dominante de l'approche par les capabilités, la croissance n'est pas une fin en soi, mais seulement un moyen d'atteindre des objectifs utiles. Pourtant, compte tenu de ses conséquences désastreuses sur l'environnement et de son faible impact sur le bien-être humain, la croissance économique ne représente même pas un moyen approprié, et l'action publique devrait renoncer entièrement à cet ob-

>>

jectif. Dans beaucoup de cas, l'économie se développe grâce à la souffrance humaine et aux catastrophes environnementales : d'un tremblement de terre qui devient un moteur de la croissance économique dans le secteur de la construction, à la pollution générée par la production qui provoque diverses maladies. Même ce qui paraît positif à première vue est en réalité décevant. L'opulence, par exemple, encourage une vision matérialiste-acquisitive et individualiste-compétitive de la vie bonne, qui finit par nuire au bien-être. Ainsi, ce n'est pas seulement que le mode de vie occidental n'est pas viable : la désirabilité de ce modèle de « développement » basé sur la croissance est en soi contestable du point de vue du bien-être.

De même, l'idée – qui est au cœur de l'approche par les capacités – que les individus doivent être traités comme des « agents » a beaucoup gagné en influence dans le monde politique. Cependant, les personnes sont conçues comme des agents dans un sens étroit, à savoir comme des acteurs économiques qui participent aux marchés. La figure du citoyen démocratique qui co-décide de l'orientation du changement social, est quant à elle marginalisée. L'approche par les capacités est dès lors récupérée par les interprétations néolibérales individualistes de « l'empowerment » qui réduisent la liberté humaine à la liberté de participer à l'économie, en particulier au marché du travail. Les capacités sont devenues un synonyme du capital humain : l'ensemble des compétences dont les individus ont besoin pour être des acteurs économiques performants.

Rejetant à la fois la croissance économique et l'inclusion des personnes dans l'économie capitaliste comme objectifs souhaitables de l'action publique, une interprétation plus radicale de l'approche par les capacités impliquerait de donner aux citoyens le pouvoir de co-déterminer l'orientation du changement social, en débattant du sens à donner au développement, au progrès et à la qualité de vie en termes de finalités. Cette conception suppose de réduire l'influence des marchés dans l'élaboration de notre destin collectif et de les remplacer (partiellement) par une démocratie participative et délibérative.

### > Centrer l'action publique sur la « capacité à prendre soin du monde »

À ce stade, l'approche par les capacités peut être combinée avec « l'éthique du care » développée par les

théoriciennes féministes. Comme le montre Joan Tronto, la perspective du care met en lumière ce à quoi, en tant que société, nous prêtons attention. Le capitalisme est un système fondé sur l'attention pour le profit, et les individus sont récompensés en fonction de leur contribution aux profits. Mais nous pourrions construire une société dans laquelle l'attention pour les autres (par exemple, les enfants, les personnes âgées et les malades), pour l'environnement (sous la forme à la fois de sa protection, conservation et restauration), pour les institutions démocratiques et pour soi-même (sport, arts, éducation, etc.) aurait la priorité sur les profits.

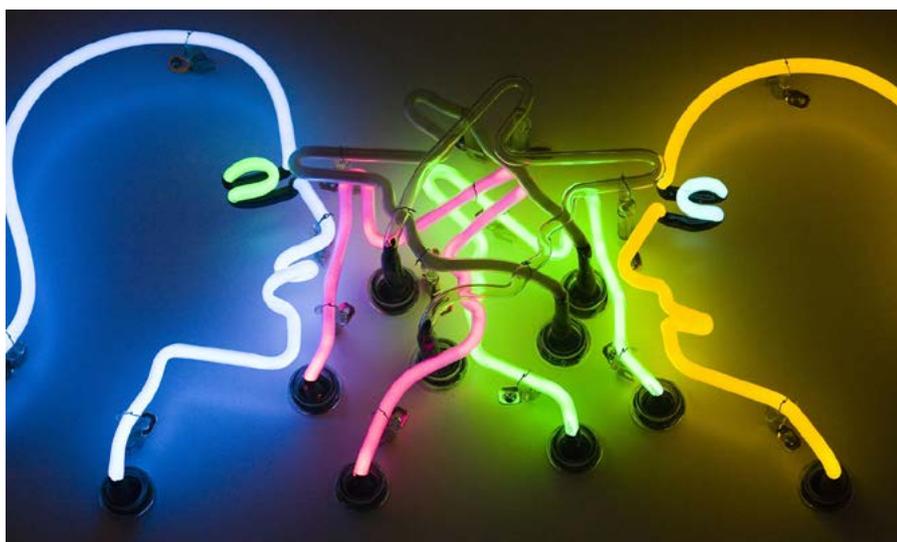
Dans cette perspective, les récompenses pourraient passer de la production à la reproduction sociale et le travail pourrait être reconceptualisé comme l'activité consistant à *prendre soin du monde*. La signification de cette formule devrait être définie au terme d'un processus de délibération démocratique. Ainsi, la démocratie remplacerait (partiellement) le marché pour déterminer ce qu'est une contribution utile pour la société. Cette conception du travail, fondée sur « l'utilité sociétale » plutôt que sur la valeur marchande, a pris de l'importance pendant la pandémie avec les discussions sur les travailleurs « essentiels ». Un programme qui respecterait cette approche s'opposerait à la prolifération des *bullshit jobs* ou « jobs à la con » dénoncés par David Graeber – verts ou non – des sociétés capitalistes, en promouvant les capacités des individus à effectuer un *travail qui a du sens*, c'est-à-dire une activité accomplie au sein ou en dehors du marché du travail qui offre des possibilités d'épanouissement humain aux individus qui l'accomplissent et qui contribue à la société d'une manière « objectivement » utile – et tous les citoyens auraient le même droit de participer au débat démocratique sur ce qui est utile (Ruth Yeoman).

En conclusion, une fois que sa vision critique du capitalisme est rendue plus explicite, l'approche par les capacités peut inspirer les progressistes, en préconisant d'axer l'action publique non pas sur la croissance économique ou sur l'inclusion des personnes sur le marché du travail, mais sur la promotion de la « capacité à prendre soin du monde » – ce qui implique également le droit de participer au débat sur ce qui mérite ce soin et cette attention. ■

Toute correspondance est à adresser à Francesco Laruffa  
<[Francesco.Laruffa@unige.ch](mailto:Francesco.Laruffa@unige.ch)>

# > L'être humain en tant qu'*Homo culturus*

**Mahmoud Dhaouadi**, Université de Tunis (Tunisie), et membre des comités de recherche de l'ISA « Histoire de la sociologie » (RC08), « Sociologie de la religion » (RC22) et « Langage et Société » (RC25)



*L'être humain n'est pas seulement un animal parlant, c'est aussi un utilisateur de différents symboles culturels, et le langage en est la base.*

Crédit : [Flickr/ Thomas Hawk](#).

**L**e concept d'*Homo culturus* est absent des sciences sociales. Les économistes et ceux qui ont une vision matérialiste ont décrit l'Homme comme *Homo œconomicus*, les politologues l'ont caractérisé comme *Homo politicus* et les sociologues voient l'être humain comme un être social ou *Homo sociologicus*. En raison de l'utilisation croissante des chiffres aujourd'hui, certains parlent d'*Homo numericus*. Cependant, malgré leur grand intérêt pour l'étude de la culture, les anthropologues contemporains n'ont pas utilisé de termes en relation avec la culture pour décrire l'Homme comme étant avant tout un *Homo culturus*. L'épistémologie positiviste a prévalu dans les sciences sociales. Elle prétend que l'expérience sensorielle est le fondement de la connaissance. D'éminents anthropologues témoignent de l'impact de cette épistémologie. Dans son livre *The Concept of Culture*, publié en 1973, Leslie White mentionne que Ralph Linton, Radcliffe-Brown et d'autres considéraient la culture comme une abstraction ou quelque chose qui n'existe pas ou qui ne désigne aucune réalité concrète. Les spécialistes des sciences sociales positivistes n'ont guère montré de grand intérêt pour un phénomène non sensoriel et ambigu comme la culture.

## > L'influence persistante du positivisme

Les réserves ci-dessus concernant la culture se retrouvent également chez les « pères fondateurs » de la so-

ciologie occidentale. Les théoriciens de la culture d'avant 1960 comme Weber, Durkheim, Marx, Parsons, Mills et d'autres sont connus pour avoir réservé un « programme faible » à la culture dans les travaux qu'ils ont publiés. En d'autres termes, ils ont accordé à la culture une importance mineure. Mais l'École des Études culturelles de Birmingham, Bourdieu et Foucault n'ont pas fait mieux : eux aussi ont adopté un « programme faible » pour l'étude de la culture. La tendance au « programme faible » domine encore aujourd'hui les études sociologiques de la culture, même si le « programme fort » de la sociologie culturelle (qui accorde une grande importance à la culture) suscite une attention croissante depuis le « tournant culturel » de la fin des années 1990.

## > À la recherche de l'*Homo culturus*

De par mes recherches, j'ai développé depuis longtemps un intérêt particulier pour l'étude de la culture. Ma curiosité intellectuelle dans les années 1990 m'a incité à essayer d'élaborer un cadre théorique qui permettrait de comprendre et d'expliquer les comportements des gens et la dynamique des sociétés humaines. Dans son livre de 2014 intitulé *The Art of Social Theory*, le sociologue Richard Swedberg soutient que la théorie sociologique n'a pas bonne réputation. J'ai estimé que je devais prendre le risque de m'aventurer sur la voie de la théorisation. J'ai commencé par poser cette question méthodologique :

>>

quel devrait être le point de départ pour explorer l'énigme des forces qui sont à l'origine des comportements humains et de la dynamique des sociétés ? J'ai pensé que je devais commencer par identifier les *caractéristiques* qui distinguent l'espèce humaine des autres espèces, et que pour cela, il me fallait reprendre mes recherches au point de départ. Dans ma quête des caractéristiques susceptibles de distinguer l'espèce humaine, je n'ai négligé aucune piste pour finalement découvrir ce que je cherchais : les *symboles culturels* (SC), c'est-à-dire le langage, la pensée, la connaissance, la religion, les lois, les mythes, les valeurs et les normes culturelles. L'étude des SC apparaît ainsi comme fondamentale pour comprendre et expliquer les comportements humains et les phénomènes sociétaux. Ma théorie m'a amené à considérer le langage comme la force s'imposant à l'origine des SC : *le langage est la « mère » des SC*. Autrement dit, l'être humain n'est pas seulement un animal parlant, tel que l'ont décrit les anciens philosophes et penseurs en sciences sociales, mais il est aussi un grand utilisateur des SC. À ce titre, ma version du *je pense donc je suis* serait la suivante : j'utilise le langage, donc je suis humain.

Ces hypothèses théoriques m'ont conduit à des observations sur le terrain qui réaffirment clairement le concept d'*Homo culturus*. J'ai trouvé quatre caractéristiques humaines qui peuvent expliquer pourquoi l'être humain est un *Homo culturus*.

### > Remarques fondamentales sur la spécificité humaine

Le caractère central des SC dans l'identité humaine peut être considéré comme nouveau dans les sciences sociales contemporaines, comme je l'ai signalé précédemment. Ma conceptualisation qui place les SC au cœur des identités humaines (*Homo culturus*) repose sur les constatations suivantes :

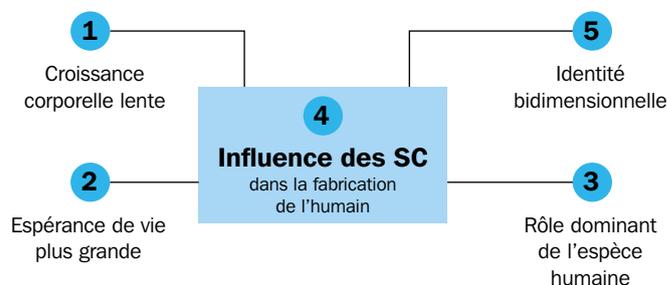
- 1) Le processus de croissance et de maturation du corps humain est *lent* comparé à celui de la plupart des autres êtres vivants. Par exemple, en moyenne, un bébé humain commence à marcher à l'âge d'un an, alors que les bébés animaux peuvent marcher immédiatement ou quelques heures ou jours après leur naissance.
- 2) Les êtres humains ont une *espérance de vie* plus longue que la plupart des animaux.
- 3) L'espèce humaine a incontestablement un *rôle dominant* sur la planète.
- 4) Les SC constituent un *avantage* pour les humains.
- 5) L'identité humaine est constituée de deux parties : *le corps* et *les SC*. Il s'agit d'une identité bidimensionnelle à laquelle

les religions et la philosophie se réfèrent souvent comme à une double identité composée du corps et de l'âme.

### > Les perspectives offertes par les SC

La croissance et la maturation de l'être humain sont lentes, tant sur le plan corporel que sur celui des SC. Le développement complet des humains est *bidimensionnel*. En revanche, la croissance et la maturation des espèces non humaines sont largement unidimensionnelles (uniquement corporelles) en raison de leur manque de SC dans le sens large et sophistiqué que lui donne l'humain. La nécessité de progresser sur deux niveaux est considérée comme étant à l'origine de la lenteur de la croissance et de la maturation de l'espèce humaine. C'est-à-dire que le processus de croissance et de maturation du corps humain est ralenti, pour ainsi dire, parce que les humains sont mis à contribution dans un *second processus* de croissance et de maturation représenté par les SC.

Les SC devraient contribuer à répondre à l'énigme inscrite sur la couverture du numéro spécial de *Scientific American* (septembre 2018) : « Humains : Pourquoi nous ne ressemblons à aucune autre espèce sur la planète ». Comme nous l'avons souligné plus haut, les humains se distinguent des autres espèces en raison des SC. Ainsi, ce sont les SC qui les rendent *différents* des autres espèces. Le schéma suivant illustre pourquoi l'être humain est un *Homo culturus*.



### > L'*Homo culturus* et le principe de parcimonie

Nous venons d'illustrer que les SC peuvent expliquer les quatre caractéristiques distinctives de l'espèce humaine. Les SC peuvent expliquer d'innombrables autres comportements spécifiques des individus et des groupes humains, de même que la variété de la dynamique des sociétés et des civilisations. Ainsi, les SC sont compatibles avec le principe de parcimonie : l'utilisation du plus petit nombre possible de variables afin d'expliquer le plus grand nombre possible de phénomènes. ■

Toute correspondance est à adresser à Mahmoud Dhaouadi <[m.thawad43@gmail.com](mailto:m.thawad43@gmail.com)>

# > Les attentats terroristes

## du 22 juillet 2011 en Norvège

**Pål Halvorsen**, éditeur de revues à Universitetsforlaget (Norvège)



*Le bâtiment principal de l'île d'Utøya, où 69 personnes ont été assassinées.  
Crédit : Pål Halvorsen.*

53

### “Les événements surviennent, mais leur représentation leur survit”

Alexander, J. C. & Gao, R. (2012)

**F**jotolf Hansen, plus connu sous son ancien nom Anders Behring Breivik, a perpétré deux attaques terroristes en Norvège le 22 juillet 2011, l'une contre un bâtiment gouvernemental dans le quartier des ministères d'Oslo et la seconde sur l'île d'Utøya, où le mouvement de jeunesse du parti travailliste tenait son camp d'été. Aujourd'hui, dix ans plus tard, la société norvégienne continue à être confrontée aux questions soulevées suite à ces attentats. 77 personnes ont trouvé la mort et beaucoup d'autres ont été blessées dans ces attentats qui ont frappé la Norvège en tant que nation, mais aussi le monde entier. Des invités étaient venus de l'étranger assister au camp d'été et les médias internationaux ont couvert les attentats. Les questions qui ont immédiatement surgi concernaient notamment l'inspiration internationale des attentats. Juste après ceux-ci, la société norvégienne était cependant surtout occupée à faire face à des décisions pratiques. Dans leurs récits, beaucoup soulignent que les attaques ont eu lieu

au milieu de l'été, un moment où la ville d'Oslo se vide et où la plupart des gens sont en vacances. De ce fait, la société était encore moins préparée à un événement aussi terrible, et la réponse n'a pas été aussi rapide qu'on l'aurait escompté ou souhaité. Sachant que le terroriste s'était rendu sous son vrai nom et avait largement diffusé un « manifeste » juste avant les attaques, la recherche de réponses pouvait commencer avec les documents disponibles. Au plan psychologique, la question de savoir si Breivik était sain d'esprit ou non a été traitée de manière similaire par deux comités d'expertise psychiatrique, avec toutefois deux conclusions divergentes. Le premier comité a conclu à une schizophrénie paranoïde, tandis que le second a estimé qu'il souffrait d'un trouble de la personnalité narcissique mais qu'il était sain d'esprit au moment des attentats. À l'issue du procès qui s'est tenu au Palais de justice d'Oslo, Breivik a été déclaré sain d'esprit et coupable. Il a été condamné à la peine maximale en Norvège : 21 ans de prison, avec possibilité de prolongation. Pendant son séjour en prison, il a changé de nom. Le 15 mars 2019, Brenton Tarrant a perpétré une attaque terroriste contre des musulmans à Christchurch, en Nouvelle-Zélande. Il a explicitement nommé Breivik comme sa source

&gt;&gt;

d'inspiration, et « le 22 Juillet » est redevenu un sujet d'actualité à l'échelle internationale.

« Le 22 Juillet » est devenu une métonymie pour désigner le traumatisme culturel apparu après les événements. L'expression ne correspond pas seulement à un événement historique, mais aussi au processus qui a suivi, à l'instar du « 11 Septembre ». Les attaques ont suscité des questionnements pressants sur l'identité collective et remis en question les conceptions antérieures de la norvégianité. La Confédération norvégienne des syndicats l'a formulé en ces termes : « Comment "l'un des nôtres" a-t-il pu devenir un tueur de masse ? ». Ces questionnements de fond exprimés collectivement sont l'un des indicateurs d'un traumatisme culturel.

Un grand nombre d'études internationales – et pas seulement norvégiennes – ont été consacrées au « 22 Juillet ». L'ouvrage le plus connu, au titre éloquent, est sans doute *One of us* (L'un des nôtres) d'Åsne Seierstad. Au niveau des ouvrages universitaires, l'anthropologue Sindre Bangstad a écrit un livre intitulé *Anders Breivik and the Rise of Islamophobia* en 2014, qui aborde explicitement la question de la motivation idéologique à la base du terrorisme. Alors que Bangstad est explicite lorsqu'il étudie les dangers de l'islamophobie comme un facteur important dans le contexte actuel, Sveinung Sandberg étudie les récits introspectifs que livre Breivik dans son « manifeste », et propose quatre manières différentes de les analyser : « stratégique, déterminée, unifiée ou fragmentée ». Il montre également comment les différentes façons de décrire Breivik reflètent la lutte entre les anti-islamistes qui tentent de se polariser sur la capacité d'action de Breivik et les acteurs de gauche qui insistent sur l'analyse structurelle. D'autres axes de recherche qui auraient pu être mentionnés sont par exemple les études sur les médias, les débats sur le multiculturalisme, la confiance et l'engagement civique, et la politique antiterroriste. Toutes ces approches tentent généralement d'étudier les répercussions du 22 Juillet. Une conséquence importante à mentionner est qu'à la suite des attaques terroristes, le gouvernement norvégien a apporté son soutien financier à la création du Centre pour la recherche sur l'extrémisme (C-REX), situé à l'Université d'Oslo, qui, selon Cynthia Miller-Idriss, « est désormais largement reconnu comme le centre le plus complet d'expertise en matière de recherche

et de politiques publiques sur l'extrémisme de droite au niveau mondial ».

Il ne s'agit pas de fournir ici un compte rendu complet de la recherche sur, ou relative au 22 Juillet, mais les articles suivants sont présentés comme des exemples du contexte dans lequel Tore Rafoss et moi-même avons travaillé sur un numéro thématique du *Norwegian Journal of Sociology* sur « le 22 Juillet ». Les articles se proposent de couvrir différents aspects. Le premier article, « Le niveau de confiance suite au terrorisme en Norvège, en France et en Espagne », étudie l'importance des récits comme élément de la confiance que les citoyens ont à l'égard des responsables politiques et de la société après des attaques terroristes. L'étude comparée porte sur les attaques terroristes de 2016 à Nice en 2016 et de 2017 à Barcelone.

Le deuxième article, intitulé « Les mémoriaux nationaux comme réponse au terrorisme », porte sur le travail de mémoire. Il étudie le processus de création de mémoriaux nationaux à Oslo et Utøya en le comparant au mémorial national d'Oklahoma City et au mémorial national du 11 Septembre à New York. L'article se termine par une discussion sur la façon dont, paradoxalement, les mémoriaux nationaux voient souvent la dimension politique des événements historiques et des actes de mémoire.

Le troisième article, « Le rôle des tribunaux après le 22 Juillet », esquisse un programme de recherche au sein de la sociologie du droit en retraçant les relations entre le tribunal et les survivants, ainsi que le travail de mémoire et de reconstruction. L'ambition est de mieux comprendre comment les tribunaux réagissent face à des événements extraordinaires.

Les recensions de livres porteront sur *Hate in the Homeland* de Cynthia Miller-Idriss, *Bearbeidelser* [Les moyens d'y arriver], l'anthologie éditée d'Anne Gjelsvik, *Frykt og avsky i demokratiet* [Peur et aversion en démocratie] d'Eirik Høyer Leivestad, et *Arbeiderpartiet og 22. Juli* [Le parti travailliste et le 22 Juillet] de Hallvard Notaker.

Comme l'illustrent ces articles et recensions de livres, lorsqu'il s'agit d'étudier « le 22 Juillet », la force de la sociologie repose sur l'étendue de son champ d'investigation. ■

Toute correspondance est à adresser à Pål Halvorsen  
<[pai.halvorsen@universitetsforlaget.no](mailto:pai.halvorsen@universitetsforlaget.no)>